



**ISLANDE AVEC LA  
PATROUILLE DES BÉBÉS  
MACAREUX**

**UKRAINE — VERS UNE GUERRE DE  
MOUVEMENT ? ÉTATS-UNIS — AU PAYS  
MAGIQUE DE RON DESANTIS**



**Courrier  
international**

N° 1699 du 25 au 31 mai 2023  
courrierinternational.com  
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,  
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ CAN,  
DOM 5,30 €, Espagne 5,30 €,  
Grande-Bretagne 5,30 £, Israël 5,80 €,  
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,  
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,  
Portugal cont. 5,50 €,  
Sénégal 3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,  
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

# ET SI LA PIZZA N'ÉTAIT PAS ITALIENNE ?



*Il ne fait pas bon contester  
l'origine "authentique" de la  
pizza ou des sushis au saumon...  
Pourtant, ces plats seraient des  
inventions récentes. Enquête  
sur ce "gastronationalisme",  
véritable outil de soft-power.*

M 03183 - 1699 - F: 4,90 €



# Nissan ARIYA

L'excellence 100% électrique

Jusqu'à 536 km d'autonomie\*

Transmission e-4ORCE\*\*  
4 roues motrices

Elégance et pureté des lignes



**A** 0 g CO<sub>2</sub>/km

B

C

D

E

F

G

\*Cycle combiné WLTP, pour ARIYA ENGAGE 87 kWh. \*\*Selon version  
Modèle présenté : version spécifique. Nissan West Europe : nissan.fr

Pour les trajets courts, privilégiez la marche



ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### Et si la pizza n'était pas italienne ?

La question, a priori, peut paraître totalement saugrenue en une de *Courrier international* et elle choquera sans doute bien des Italiens. Elle n'est pourtant pas anecdotique. C'est d'ailleurs une journaliste italienne qui la pose indirectement dans le long article du **Financial Times** qui ouvre notre dossier cette semaine et que nous avons choisi de traduire, malgré le tollé qu'il a provoqué de l'autre côté des Alpes. "Un assaut contre la cuisine italienne", s'est insurgé le quotidien conservateur **Il Giornale**, tandis que le site d'information progressiste **Fanpage** évoquait une "destruction des mythes"

culinaires transalpins. "Une attaque surréelle, [qui ferait] sourire si elle ne comportait pas des dangers pour l'économie", a écrit de son côté **La Stampa**, citant une association d'agriculteurs. Bref, le mal est fait. Le crime de lèse-traditions ne passe pas. Il faut dire que Marianna Giusti, dans sa passionnante enquête, cite abondamment Alberto Grandi, universitaire marxiste et auteur d'un podcast culinaire à succès, qui n'a pas que des amis en Italie. "Grandi est un homme qui a consacré sa carrière à une mission : déconstruire les mythes qui entourent la gastronomie italienne", explique la journaliste pour introduire son propos. Et c'est un petit événement : "C'est la première fois aujourd'hui qu'il s'adresse à la presse étrangère." Et que dit-il de si choquant ? Que l'origine de la pizza, des pâtes à la carbonara ou encore du parmesan, autant de plats ou de produits

célébrés comme appartenant à une tradition ancienne et immuable, est en fait largement mythifiée. Que, dans la gastronomie italienne, bon nombre de routes mènent à l'Amérique. Mais que les récits des origines ont souvent volontairement été brouillés. "Tout ça est une affaire d'identité", explique Grandi, pour qui "la plupart des Italiens n'avaient pas entendu parler de la pizza avant les années 1950". "Quand une communauté ne trouve plus rien à quoi s'identifier à cause d'un choc historique ou d'une rupture avec son passé, elle s'invente des traditions pour que celles-ci lui servent de mythes fondateurs." Un pavé dans la mare à l'heure où la gastronomie est devenue un outil de *soft power* pour les États du monde entier. Mais il n'y a pas que ça. "Par les temps qui courent – tout comme l'étaient les jeunes femmes et le football à l'ère de Berlusconi –, la cuisine italienne est un grand leitmotiv des politiciens de droite",

écrit le *Financial Times*. C'est ce qu'on appelle le "gastronationalisme", et c'est l'autre titre que nous aurions pu donner à ce dossier. Que les Italiens se rassurent, ils ne sont pas les seuls concernés, comme l'explique l'autre article de ce dossier, paru dans **The Economist**. L'hebdomadaire britannique cite ainsi le *trdelnik*, réputé pour être une spécialité de Prague, mais "qui n'a rien d'une pâtisserie locale"; le célèbre Baileys irlandais, que l'on devrait en fait à des excédents de crème dans les années 1970 qu'il fallait bien écouler; la fondue, qui se serait imposée comme plat national en Suisse grâce au lobby laitier : "C'est parce qu'ils étaient confrontés à une surproduction de gruyère et d'emmental dans les années 1930 que les revendeurs de fromage ont eu l'idée de mettre en avant les vertus alpines de ce plat composé pour l'essentiel de fromage", avance *The Economist*. Si même la fondue... Outre ces traditions écornées, quelques batailles

gastronomiques épiques ajoutent à la confusion : le ceviche est-il péruvien ou japonais ? Le houmous est-il libanais ou israélien ? Quand a été réellement inventé le pad thaï, et par qui ? Les réponses sont à trouver dans ce dossier mais aussi dans notre nouveau hors série, "À table !", paru le 17 mai (à retrouver chez votre marchand de journaux). Un numéro dans lequel on se demande aussi, à l'heure du dérèglement climatique, comment nourrir la planète sans la détruire ? Insectes, viande végétale, algues... Dans les cuisines et les laboratoires s'inventent les assiettes de demain. La gourmandise n'est pas oubliée dans ces 76 pages, avec des portraits de chefs qui innovent et les success-stories de plats venus du monde entier. Régalez-vous !

#### En couverture :

Pizza : photo Leonid Sneg/Getty Images. Islande : photo Andy Buchanan/AFP



## Sommaire

UKRAINE p.12

### De la guerre d'usure à la guerre de mouvement

Depuis 2022, l'armée ukrainienne résiste à l'avancée russe. Elle est désormais en mesure de prendre l'initiative, affirme l'économiste, historien et spécialiste en stratégie Edward Luttwak.

ÉTATS-UNIS p.22

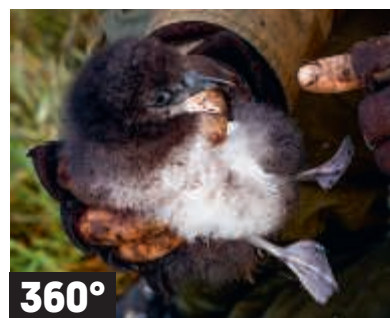
### Le pays magique de Ron DeSantis

Lorgnant la Maison-Blanche, le gouverneur républicain de Floride entend rendre l'Amérique inégalitaire, antiwoke et réactionnaire, à l'image de ce qu'il veut pour son État, décrypte *The Guardian*.

7 JOURS DANS LE MONDE p.8

### G7. Une diplomatie sur le fil

Au sommet de Hiroshima, les grandes puissances ont envoyé un message d'unité fort, se félicite le **Nikkei Asia**. Mais face aux autocrates russe et chinois, le G7 devra s'assurer le soutien du Sud global.



360°

JOSH HANER/THE NEW YORK TIMES

### Récit. La patrouille des bébés macareux p.38

Tous les ans, à la fin de l'été, l'île islandaise de Heimaey vient à la rescousse de poussins macareux. Sa population remet sur le chemin de la mer les oisillons désorientés par les lumières artificielles. Un reportage du **Smithsonian Magazine**.

#### LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

+972 **Magazine** (972mag.com) Israël, en ligne. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Blick** Zürich, quotidien. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **Dzerkalo Tyjnia** Kiev, hebdomadaire. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **In.gr** (in.gr) Athènes, en ligne. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **Smithsonian Magazine** Washington, mensuel. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Yale Environment 360** (e360.yale.edu) New Haven, en ligne.

**Tous d'accord,**

pour dire que le bureau de poste  
est un lieu de vie utile à tous.

**Tous d'accord,**

pour que les postières et les postiers  
puissent faire leur travail au mieux,  
orienter et faciliter les démarches de chacun.

**Tous d'accord,**

pour que le bureau de poste  
reste un espace efficace et apaisé pour tous.

**Tous d'accord,**

pour refuser  
les agressions et les menaces  
dans les bureaux de poste  
et qu'elles soient sanctionnées.

**Tous d'accord,**

pour dire que vivre ensemble,  
c'est savoir s'écouter et se respecter.

**Tous d'accord.**



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

8. G7. La voie étroite de la diplomatie

## D'un continent à l'autre

12. Ukraine. De la guerre d'usure à la guerre de mouvement  
16. Thaïlande. L'armée sous le choc de la défaite

17. Japon. Les maisons vides plombent l'archipel

18. Ouganda. Les queers en exil

19. Société. Le denier de la corruption

20. Turquie. Le nationalisme a déjà gagné les élections

21. Israël. Les offensives contre Gaza sont un aveu d'impuissance

22. États-Unis. Le pays magique de Ron DeSantis

24. Venezuela. République socialiste des inégalités

26. France. Entre Sarkozy et les juges, une "guerre sans merci"

27. Société. Les Français céderont-ils au hard-discount ?

## À la une

28. Et si la pizza n'était pas italienne ?

## Transversales

34. Sciences. Au Pôle Nord, la recherche à l'arrêt

36. Économie. Le Sud global veut détrôner le dollar

37. Signaux. Comprendre les arbres pour s'orienter

## 360°

38. Récit. SOS bébés macareux

42. Culture. Yusor Hamed, voix de la Palestine

44. Plein écran. Tiger Stripes, une "tigresse" à Cannes

46. Histoire. Le 007 algérien



## SUR NOTRE SITE

## Ukraine. La contre-offensive

Suivez toute l'actualité de la guerre en Ukraine sur notre site, avec les reportages, les analyses et les points de vue de la presse internationale.

## La France vue de l'étranger. Le blues des marins bretons

Pour surmonter le Brexit, la France réduit le nombre de ses chalutiers. La Bretagne est la première touchée, mais c'est tout l'avenir de la pêche artisanale qui est en jeu. La **Tribune de Genève** est allée à la rencontre des armateurs et des marins du pays bigouden.

## La pilule philosophique. Ces hontes qui nous ont paralysés quand nous étions enfants

Ce samedi, dans notre billet sur notre condition moderne, l'autrice espagnole Bárbara Mingo Costales s'interroge dans **Letras Libres** : pourquoi nos peurs d'enfants nous paralysaient-elles ? Pourquoi avions-nous tant de mal à nous exprimer ?

**L'horoscope de Rob Breznsky** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

## NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

**Qu'est-ce qu'on mange demain ?**  
*Insectes, viande de mammouth, algues... Dans les cuisines et les laboratoires s'invente la gastronomie du futur. Pour nourrir la planète sans la détruire.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €\*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €\*~~

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

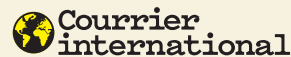
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale.  Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou [dpd@groupelemonde.fr](mailto:dpd@groupelemonde.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



## Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

## Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33  
[abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)  
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310  
[expressmag@expressmag.co.m](mailto:expressmag@expressmag.co.m)  
Suisse : (41) 022 860 84 01  
[abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106400 €  
Actionnaire : La Société éditrice du Monde  
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux  
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard  
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président  
Dépôt légal mai 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.  
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)  
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreux (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Caroline Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khouiry (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du golfe) AFRIQUE Hassina Mechiach (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Falvire (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoiré (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélioc (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragaso (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet et Thierry Gauthier (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Gabriel Alexandre, Giuseppe Ardiri, Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougout, Astrid Mougout, Ophélie Négros, Derwelle Queffelec, Maëlys Sour, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella ([elisabeth.cialdella@mpublicite.fr](mailto:elisabeth.cialdella@mpublicite.fr), 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel ([sebastien.noel@mpublicite.fr](mailto:sebastien.noel@mpublicite.fr), 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren ([francois.deren@mpublicite.fr](mailto:francois.deren@mpublicite.fr), 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin ([steve.dablin@mpublicite.fr](mailto:steve.dablin@mpublicite.fr), 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude. Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 – 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier international SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC  
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
[pefc-france.org](http://pefc-france.org)

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europapier : P101 - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





Votre colis est arrivé !  
Pour le retirer, rendez-vous  
en point de retrait avec votre  
accusé de réception.  
<http://colipresto.fr/1234567>

BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 629 207 595,46 € - Siège social : 37-39, rue Boissière - 75116 PARIS - 397 460 930 RCS PARIS.

# Se faire arnaquer, ça peut arriver à tout le monde.

Heureusement, avec les Solutions Sécurité Smartphone incluses dans tous nos forfaits Bouygues Telecom, nous vous aidons à protéger vos données personnelles et vos usages mobiles face aux messages frauduleux et aux tentatives de piratage.



**solutions sécurité  
smartphone**  
norton

 en boutique |  [bouyguetelecom.fr](http://bouyguetelecom.fr)

Offres soumises à conditions. Service Norton inclus pendant 24 mois à compter de la souscription à un forfait Bouygues Telecom avec engagement 12 ou 24 mois.

# G7. La voie étroite de la diplomatie

Au sommet de Hiroshima, les grandes puissances ont envoyé un fort message d'unité, se félicite ce magazine japonais. Mais, face aux autocrates russe et chinois, le G7 devra s'assurer le soutien du Sud global.



CARTOON MOVEMENT

— **Nikkei Asia** (Tokyo)

Le sommet du G7 qui vient de se terminer [il s'est tenu du 19 au 21 mai à Hiroshima] est venu rappeler la force du présentiel. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la tête d'un pays sous la menace nucléaire russe, s'est rendu au Japon – seul pays au monde à avoir connu une attaque nucléaire. Les dirigeants du G7, ainsi que ceux du Brésil et de l'Inde, représentants de ce que l'on appelle le "Sud global", ont rencontré Zelensky, pour certains en tête à tête.

Voir ces chefs d'État et de gouvernement, qui comptent parmi les acteurs les plus importants de la scène internationale, réunis en un même endroit pour afficher leur soutien à l'Ukraine est un message fort. La diplomatie faisait là l'étalage de sa puissance.

Sur place, tous les dirigeants se sont rendus au musée du mémorial de la Paix de Hiroshima, où sont exposés des objets ayant appartenu aux victimes et des vestiges des destructions causées par la bombe atomique. Qu'ont-ils bien pu ressentir – non en tant que politiciens, mais

en tant qu'êtres humains? Voir de ses yeux l'horreur de l'arme nucléaire devrait en toute logique inciter à œuvrer en faveur d'un ordre mondial fondé sur la paix.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie il y a plus d'un an, le président russe, Vladimir Poutine, a menacé à maintes reprises de briser le tabou nucléaire. Ce serait mettre fin à une période de près de soixante-dix-huit ans, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de non-utilisation de l'arme nucléaire.

Or, si le monde laisse faire Poutine dans son invasion et tolère ce précédent qui bafoue l'ordre international, d'autres pourraient y voir une invitation. Le Chinois Xi Jinping, qui soutient Poutine, n'exclut pas une unification de Taïwan avec la Chine par la force. La mise en place d'une stratégie de dissuasion efficace à l'égard des deux autocraties contribuera au maintien de la paix et de l'ordre mondial. Le G7 est en première ligne dans ce projet, mais il ne peut pas atteindre ces objectifs seuls.

Le G7 ne représente plus que 40 % du produit intérieur brut mondial, soit une baisse de 20 points au

↳ Dessin de **Marian Kamensky**, Autriche.



**Vu de Chine**

## Le G7 s'est mué en "petit atelier antichinois"

● La Chine a protesté le 21 mai contre les déclarations du G7 mettant en cause sa politique en convoquant l'ambassadeur du Japon, dont le pays accueillait le sommet. Face au diplomate nippon, le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Sun Weidong, a affirmé "la forte insatisfaction et l'opposition résolue" de Pékin face aux déclarations du G7, a indiqué le ministère, cité par le site officiel **Renmin Wang**. Selon Sun Weidong, le Japon s'est joint aux autres pays pour "diffamer et attaquer" Pékin, pour "interférer grossièrement dans les affaires intérieures de la Chine, pour contrevenir au droit international et pour nuire aux intérêts de souveraineté, de sécurité et de développement de la Chine". Rappelant la position chinoise – qui considère Taïwan comme faisant partie intégrante de la Chine –, le vice-ministre a ajouté que les questions relatives à l'île sont "le cœur même des intérêts centraux de la Chine" et qu'une "ligne jaune ne doit pas être franchie". A propos des déclarations du G7 sur la question des droits humains à Hong Kong, au Xinjiang et au Tibet, le vice-ministre a affirmé qu'il s'agissait d'"affaires intérieures" et qu'"aucune force externe ne sera autorisée à faire des remarques irresponsables et à interférer arbitrairement".

Le G7 a dégénéré en un "petit atelier antichinois", résume dans le titre de son éditorial **Huanqiu Shibao**. Pour le quotidien officiel, l'organisation a perdu en puissance économique et en force d'attraction, elle est en pleine crise et sans légitimité. La focalisation du G7 sur la Chine ainsi que les récents changements stratégiques de l'Otan traduiraient donc "la promotion d'un réseau antichinois par les États-Unis". L'éditorial affirme encore que l'ingérence et la calomnie contre la Chine exprimées dans la déclaration du G7 impliquent que celui-ci "est devenu l'un des plus grands dangers pour la paix et le développement du monde actuel".

cours des quarante dernières années. Alors que la contribution de la Chine, qui était de l'ordre de 10 % il y a quarante ans, approche aujourd'hui les 20 %. Pour maintenir l'ordre international, le G7 doit tenir la dragée haute à la Russie et à la Chine sur le plan diplomatique, militaire et économique. Pour y parvenir, la coopération avec le Sud global est fondamentale.

Parmi les huit pays invités à participer au sommet de Hiroshima figuraient plusieurs États du Sud, comme l'Inde. Or le Sud global n'est pas monolithique. La décision des sherpas du G7 de mettre l'accent sur l'état de droit, plutôt que sur la démocratie, était donc un choix judicieux.

**Le G7 ne représente plus que 40 % du produit intérieur brut mondial, soit 20 points de moins qu'il y a quarante ans.**

Pourtant, maintenir la coopération avec les pays du Sud ne sera pas facile. Sans une aide concrète de la part du G7, notamment en matière énergétique et alimentaire, ces derniers risquent de se tourner vers la Chine et la Russie. En outre, de nombreux pays entretiennent des sentiments ambivalents à l'égard de leurs anciens colonisateurs, ce qui crée forcément des tensions.

En tant qu'unique représentant de l'Asie au G7, le Japon a pour mission de jouer les médiateurs. La région, qui connaît une croissance rapide, est la clé de voûte de l'équilibre mondial en matière de diplomatie, d'économie et de défense. Dans un monde où l'invasion de l'Ukraine a bouleversé la donne, l'importance du Japon en tant que pont entre l'Occident et l'Asie est plus capitale que jamais. Le sommet de Hiroshima en est la première étape.

— **Naoya Yoshino**, publié le 21 mai



### SOURCE

**NIKKEI ASIA**  
Tokyo, Japon  
Hebdomadaire  
[asia.nikkei.com](http://asia.nikkei.com)  
Connu sous le nom de *Nikkei Asian Review* jusqu'en 2020, le magazine *Nikkei Asia* conserve la même ligne éditoriale. Il fait partie du groupe Nikkei, qui possède aussi le *Financial Times* et l'indice boursier Nikkei 225, le principal de la Bourse de Tokyo.

# Ligue arabe. Le coup de poker de MBS

En recevant Volodymyr Zelensky à Djeddah, le 19 mai, le prince héritier saoudien a réussi à remettre la Ligue arabe "sur la carte du monde", analyse ce quotidien libanais.

—L'Orient-Le Jour, extraits (Beyrouth)

**M**ohammed ben Salmane a décidé plus d'un tour dans son sac. Tout le monde attendait de voir à quoi allait ressembler le premier sommet arabe auquel participait Bachar El-Assad depuis douze ans. Et voilà que le prince sort une immense surprise de son chapeau : l'arrivée du président ukrainien.

Ce sommet devait être celui de la honte. Le rassemblement d'un club de dictateurs qui réinvite en son sein le pire d'entre eux. C'est devenu un événement international qui remet la Ligue arabe, ce "machin" qui n'a jamais servi à rien, sur la carte du monde.

Il est peu dire que MBS a réussi son coup. La présence du dictateur syrien est tout à coup apparue comme quelque chose de secondaire. Surtout, le prince héritier a envoyé deux messages importants : celui que la monarchie souhaite jouer un rôle de médiateur dans le conflit qui bouscule l'ordre international ; celui qu'il peut, malgré ses bonnes relations avec la Russie, offrir à Zelensky une tribune devant un parterre de dirigeants qui, au mieux, sont indifférents à ce conflit, au pire, sont complètement alignés avec Moscou. Voir Bachar El-Assad, l'obligé de Vladimir Poutine, être contraint d'écouter le leader ukrainien dénoncer l'agression russe ne manque ainsi pas d'ironie.

MBS avait tout à gagner à ce que Zelensky soit là. Mais pourquoi le président ukrainien, qui incarne aujourd'hui la défense du "monde libre", a-t-il accepté de s'embarquer dans cette "galère" de despotes ? C'est là l'élément le plus intéressant. Le leader ukrainien a sans doute estimé qu'il avait lui aussi tout à gagner à essayer de convaincre les pays arabes, ou au moins certains d'entre eux, de le soutenir davantage face à la Russie.

Même si ses chances de succès sont faibles, Zelensky a pris le temps, en pleine offensive russe, de porter sa cause auprès d'un public qui est loin de lui être acquis. Pourquoi ? Le monde arabe, et en particulier les pétromonarchies du Golfe, a aujourd'hui un positionnement clé sur une scène internationale en pleine recomposition.

Le paradoxe, c'est que ce positionnement, les pétromonarchies l'ont essentiellement obtenu à la faveur de l'agression russe en Ukraine. Si MBS peut aujourd'hui inviter Zelensky à Djeddah, s'il peut contraindre tous les pays arabes à faire ce qu'il veut, c'est parce que les caisses du royaume sont pleines à craquer grâce à un baril qui s'est vendu en moyenne à 100 dollars en 2022.

Le leader ukrainien n'est pas venu à Djeddah pour chercher un médiateur, mais un nouvel allié. L'intérêt du royaume, qui cherche à diversifier ses activités, est que l'ordre international, tout comme la région, se stabilise. Mais il faudra (beaucoup) plus qu'une visite de Zelensky pour convaincre MBS de s'éloigner de Poutine et de renoncer, à court terme, à une manne financière et à un levier géopolitique.

Le dauphin multiplie les coups de poker qui ont pour le moment l'avantage de prendre tout le monde par surprise. Mais cela ne fait pas une stratégie. Dans la région, certains de ses alliés grincent des dents. L'absence de Mohammed ben Zayed [président des Émirats arabes unis] à Djeddah en dit long sur leur rivalité. Le départ précipité de l'émir du Qatar n'est pas non plus passé inaperçu. MBS est en train de jouer sur tous les tableaux à la fois : Chine, Russie, États-Unis, Iran, Syrie, etc. "Qui trop embrasse mal étreint", dit l'expression. Surtout dans une région et dans un monde où les antagonismes sont si forts qu'il paraît difficile, à long terme, de ne pas choisir son camp.

—Anthony Samrani, publié le 20 mai



# 38

**MILLIONS DE DOLLARS** : tel est le montant auquel a été adjugée, le 17 mai, la plus ancienne bible hébraïque connue, écrite à la main il y a environ mille cent ans. Seules huit pages manquent à l'ouvrage, appelé "codex Sassoon". L'acheteur, un ancien ambassadeur des États-Unis, en a fait don au musée du Peuple juif de Tel-Aviv. Un soulagement, note The Jerusalem Post, puisque l'œuvre pourra ainsi être exposée, ce que n'aurait pas garanti l'acquisition par un collectionneur privé lors de ces enchères organisées chez Sotheby's à Manhattan.

## Inondations monstres



**ITALIE** — L'équivalent de six mois de précipitations s'est abattu en trente-six heures sur l'Émilie-Romagne.

Cette "grande catastrophe", comme le résume en une le 18 mai l'édition bolognaise du **Corriere della Sera**, a fait 14 morts et 36 000 déplacés. La Première ministre, Giorgia Meloni, a annoncé le 23 mai le déblocage d'une aide de plus de 2 milliards d'euros pour la région sinistrée.

↓ Dessin de Falco, Cuba.



## Le tout premier baiser

**SCIENCE** — "Selon plusieurs études récentes, le premier exemple connu de baiser à caractère romantique et sexuel chez l'homme remonterait à l'âge du bronze [...]. Mais un certain nombre de documents, jusque-là passés inaperçus, viennent remettre en cause cette théorie : les baisers sur la bouche étaient évoqués en Mésopotamie et en

Égypte dès 2500 av. J.-C.", affirme le 18 mai deux chercheurs danois dans la revue **Science**. Une découverte qui date la pratique d'un millier d'années plus tôt. Mais la statuette des "Amants de Ain Sakhri", qui serait vieille de 11 000 ans, suppose une apparition encore plus ancienne du baiser langoureux. Si bien que le débat est loin d'être clos.

## Salamé ciblé



**LIBAN** — "Aie honte et dégage !" titre le 17 mai le journal **Al-Akhar**, proche du Hezbollah. Une injonction qui

barre une photographie, dos tourné, du gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé. La veille, une juge française a délivré un mandat d'arrêt international à son encontre. Interpol a également émis une notice rouge visant celui qu'une grande partie de la population considère, au même titre que la classe politique dirigeante, comme coresponsable de la grave crise économique et financière qui frappe le Liban depuis 2019. Mais le pays n'extrade pas ses ressortissants.

## ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



## La mafia syrienne débarque



**PORTUGAL —** Une seringue, des pilules, de la cocaïne, une balle et une liasse de billets illustrent le dossier publié

par **Visão** dans son édition du 18 mai. “La mafia syrienne de la drogue à l’assaut du Portugal”, titre l’hebdomadaire. Depuis les années 1970, le Portugal abrite des organisations criminelles (italiennes, albanaises, brésiliennes...) qui se livrent au trafic de drogue. Le pays est devenu une pièce maîtresse de ce commerce illicite en raison de sa situation géographique et de son vaste littoral. Mais aujourd’hui, c’est la mafia syrienne qui inquiète le plus la police. Associés à des organisations criminelles marocaines, ces groupes utilisent la péninsule Ibérique pour introduire du haschisch d’Afrique du Nord dans l’espace Schengen, souvent à l’aide de puissantes vedettes qu’il est presque impossible pour les autorités de suivre – et a fortiori d’attraper.

## Censure superstitieuse

**GUINÉE —** Des mains qui écartent des barreaux sur un fond rouge, jaune et vert, les couleurs du drapeau national, et le slogan, “Journée sans presse en Guinée” : la page s’affiche le 23 mai sur le site **GuinéeNews**. C’est là une des réponses que les médias ont imaginées face aux menaces dont ils font l’objet. Depuis le 17 mai, l’accès à plusieurs d’entre eux ainsi qu’aux réseaux sociaux est perturbé. Tout a commencé le 24 avril quand Mofa Sory Dounoh, “célèbre féticheur prédicateur”, a annoncé dans une vidéo la chute de la junte au pouvoir dans un délai de dix-huit à vingt-huit jours. Prédiction largement relayée par la presse, qui, en outre, a raillé la supposée superstition des dirigeants. Le gouvernement a eu beau arguer d’une panne, **GuinéeNews** n’en démord pas : la censure a été exercée sur instruction du pouvoir “en raison de l’approche des dates fatidiques”.

## GRÈCE

# Syriza en plein naufrage

**Dans l’opposition depuis 2019, la formation de gauche a sombré aux législatives du 21 mai. Elle laisse les coudées franches au Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, note ce site de centre droit.**



— **In.gr**, extraits (Athènes)

**B**ismarck, fondateur et premier chancelier de l’Empire allemand, disait : “Au vaincu, le vainqueur ne laisse que ses yeux pour pleurer.” Ce qui est clair, c’est l’hégémonie politique de la Nouvelle Démocratie [ND, au pouvoir] et en particulier de Kyriakos Mitsotakis [le Premier ministre]. Une hégémonie tant au sein de la droite qu’au sein de la ND. Qui pourrait le remettre en question, alors qu’il a réussi à améliorer ses scores par rapport à 2019 ?

Pour la première fois, un parti qui a gouverné pendant quatre ans, qui a dû faire face à des crises sans précédent, qui a commis de graves erreurs (des écoutes téléphoniques ou des faits de corruption, entre autres), réussit à s’imposer de manière aussi absolue. Les raisons de l’impressionnante victoire de la ND avec plus de 40 % des suffrages et de la défaite humiliante de Syriza avec 20 points de moins sont nombreuses et variées.

L’énorme erreur de Syriza a été de faire campagne en utilisant un programme négatif. À une époque où les gens veulent entendre parler de leur avenir, de politiques qui vont changer leur vie, principalement en matière économique, Syriza a choisi d’attaquer le gouvernement. Et il l’a fait de la plus mauvaise des manières. Les électeurs n’ont pas fait confiance à Alexis Tsipras [Premier ministre de 2015 à 2019], pas même lorsqu’il abordait des questions institutionnelles majeures telles que la justice.

Syriza est tombé dans le piège de la proportionnelle qu’il avait lui-même tendu. Avec ce mode de scrutin, la ND est parvenue à obtenir 146 sièges [sur les 300 à pourvoir], soit presque la majorité

absolue. Car un succès à la proportionnelle repose davantage sur des propositions consistantes que sur des tentatives opportunistes de convaincre les partis proches de former une alliance en vue de faire barrage à la droite.

Alexis Tsipras n’a pas réussi à préparer la société à la nécessité de convergences entre les programmes d’un large courant progressiste. Il n’a convaincu ni les citoyens ni les dirigeants des autres partis qu’il était capable de mener une contre-attaque du centre gauche.

Tenter d’attirer les électeurs de Kasidiaris [ancien porte-parole du parti néonazi Aube dorée, interdit d’élections] était aussi une grave erreur. Le prétendu vote contre le système, composé de négationnistes de la démocratie, “empeste” le fascisme.

**Syriza n’a pas été en mesure de renouveler ses dirigeants. Les mêmes visages, aucune autocritique depuis 2019.**

Pendant quatre ans, Syriza n’a pas été en mesure de renouveler ses dirigeants. Les mêmes visages depuis 2012, aucune autocritique après la défaite de 2019, poursuite d’une tactique qui a conduit à la toxicité de la vie politique du pays... Les citoyens, fatigués par la pandémie et la crise énergétique, aspirent à de la stabilité et non à des surprises.

Le lendemain [du scrutin] est difficile pour Syriza. Il devra se regrouper et sauver ce qui lui reste avant de se représenter et d’espérer de meilleurs résultats. Mais il risque d’essayer une autre défaite tout aussi lourde. Son score pourrait être

✓ *Le dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras. Dessin de Riber paru dans Sydsvenskan, Stockholm.*

encore plus faible en raison d’un Pasok en plein élan [Le parti socialiste est crédité de 11,5 % des suffrages, en progression de 40 % par rapport à 2019].

Le paysage politique est en pleine mutation. Hier, nous avons assisté à un tremblement de terre. Certains appellent cela le règne du conservatisme. D’autres, une désapprobation du populisme. D’autres encore disent simplement que Kyriakos Mitsotakis a fait ce qu’il sait le mieux faire : dominer l’espace du centre, tout en gardant unis les forces de droite et les courants au sein de son parti.

D’autres rendez-vous se profilent. En octobre, un scrutin local et en juin 2024, les élections européennes. Si Mitsotakis confirme son rôle hégémonique, il gouvernera pendant quatre ans sans que personne puisse lui faire ombre. S’il remporte l’ensemble de ces échéances, il rendra la tâche difficile à Alexis Tsipras et à Syriza. Un leader qui a essuyé de multiples et humiliantes défaites face à Mitsotakis peut-il désormais rester à la tête de son parti ? Le temps nous le dira, mais les marges de Syriza se rétrécissent. Soit il change, soit il sombre. Dans ce cas, il sera alors contraint de confier le rôle de leader du centre gauche à Nikos Androulakis [dirigeant du Pasok].

— **Vassilis Kanellis**, publié le 22 mai

## À la une



**“LE CHOC”,** titre le journal de gauche **Efimerida Ton Syntakton** (*Efsyn*) le 22 mai, au lendemain de l’écrasante victoire de la Nouvelle Démocratie aux élections législatives. Si le parti conservateur rate de peu la majorité absolue, ce qui impose la tenue de nouvelles élections au début de l’été, son score de 41 % et surtout l’écart de 20 points qui le sépare de Syriza constituent une gifle pour la gauche. “Nous sommes choqués que le scandale des écoutes téléphoniques, le crime ferroviaire de Tempi ou le vol d’argent public ne comptent pas pour une grande partie des citoyens, regrette *Efsyn*. De toute évidence, l’influence du système Mitsotakis, qui jouit du soutien visible de médias amis, a été beaucoup plus forte que nous le pensions.”

RADIO  
CLASSIQUE

# La Folle soirée de l'Opéra!

Les plus beaux airs par les plus belles voix

VENDREDI  
30 JUIN

SAMEDI  
1<sup>ER</sup> JUILLET

THEATRE  
DES  
CHAMPS-ELYSEES

15 AVENUE MONTAIGNE  
— PARIS —

Orchestre national d'Île-de-France

Victorien Vanoosten | direction

Jeanne Gérard | soprano

Karine Deshayes | mezzo-soprano

Julien Henric | ténor

Nicolas Cavallier | baryton-basse

Un concert animé par Jean-Michel Dhuez

Réservation :  
01 49 52 50 50  
[theatrechampselysees.fr](http://theatrechampselysees.fr)

Orchestre  
national d'Île-de-France

Région  
Île-de-France

d'un  
continent  
à l'autre.  
europe



Asie .....	16
Afrique .....	18
Moyen-Orient...	20
Amériques.....	22
France .....	26

# Ukraine. De la guerre d'usure à la guerre de mouvement



Depuis février 2022, l'armée ukrainienne résiste à l'invasion russe.

Elle est désormais en mesure de prendre l'initiative, affirme

**FOCUS**

l'historien et spécialiste en stratégie américain Edward Luttwak. Encore faudra-t-il que la contre-offensive annoncée n'échoue pas faute de supériorité aérienne.

→ Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.



—UnHerd (Londres)

Dans une “guerre continentale”, chaque camp s'efforce de préserver et, dans la mesure du possible, d'augmenter sa “réserve opérationnelle” – le total des unités entraînées et équipées qui ne sont pas au combat. Seule une réserve opérationnelle permet de procéder à des choix stratégiques, de décider de garder des forces pour contrer une offensive ennemie, de lancer une offensive pour repousser l'ennemi en question ou, ce qui est encore mieux, de percer le front ennemi, de déferler et d'encercler les forces de l'adversaire. C'est grâce à une succession d'“enveloppements” offensifs de ce type que l'Armée rouge a refoulé les Allemands de Stalingrad jusqu'à Berlin. À une échelle beaucoup plus réduite, les Alliés ont fait de même après le débarquement en Normandie.

Bien sûr, le temps de constituer une réserve opérationnelle pour pouvoir déclencher des offensives, il est absolument nécessaire de disposer de forces frontales, que ce soit pour résister à un ennemi qui avance ou pour lancer des attaques constantes afin de l'empêcher de retirer ses forces frontales pour développer sa propre réserve opérationnelle. Mais les forces frontales ne peuvent mener que des combats d'usure, du style de la Première Guerre mondiale, pour tuer et blesser les troupes ennemies qui se trouvent en face d'elles. Or une guerre qui ne serait que d'usure peut durer des années, jusqu'à ce que l'épuisement contraigne un camp ou l'autre à renoncer.

C'est ce qui s'est passé le 11 novembre 1918, quand l'Allemagne s'est rendue alors même qu'aucun soldat allié n'était

entré sur le territoire allemand, qui était encore presque intact en dépit des raids aériens britanniques et français. C'est parce que l'Allemagne n'avait été ni dévastée ni occupée à la suite de sa reddition qu'elle a pu repartir en guerre à peine vingt ans plus tard, avec des conséquences catastrophiques. Autrement dit, une guerre d'usure non seulement coûte cher en vies humaines, mais en outre n'aboutit pas à une conclusion décisive, car elle ne met pas fin au désir de se battre.

En quoi cela a-t-il une importance? Depuis l'échec de l'assaut aéroporté russe sur l'aéroport Antonov, à Hostomel, à proximité de Kiev, au petit matin du premier jour de l'invasion, opération censée ouvrir la voie à la conquête de la capitale et à la reddition du pays, l'Ukraine livre une guerre d'usure. Au prix de pertes toujours plus lourdes, la guerre frontale qu'elle mène a réussi à pousser les Russes à se replier de Kharkiv, la deuxième plus grande ville du pays, à les empêcher de s'emparer d'Odessa, le plus grand port d'Ukraine, ce qui semblait pourtant inévitable, et à limiter leur progression dans les régions les plus disputées de Donetsk et de Louhansk, en défendant par exemple Bakhmout maison par maison malgré les attaques incessantes des mercenaires russes de Wagner.

**L'assaut russe sur Bakhmout a été intense mais de portée très limitée.**

Mais c'est l'arrière du front qui a été le théâtre du plus grand succès de la résistance frontale de l'Ukraine, avec la mise en place progressive d'une réserve opérationnelle de plus en plus importante, composée d'unités de combat bien entraînées et bien armées, qui ont pu être tenues à l'écart du front parce que les troupes déployées en première ligne se sont révélées suffisamment puissantes pour mettre un coup d'arrêt aux avances russes sans nécessiter de renforts importants. Les généraux du haut commandement ukrainien sont désormais en mesure de prendre l'ini-



**ANALYSE**

tiative, au lieu de se contenter de repousser les assauts russes l'un après l'autre en différents secteurs du très long front.

Ils peuvent donc décider d'agir comme ils l'entendent, en analysant tous les risques et les gains qu'ils peuvent en retirer. Ils peuvent choisir de rester partout sur la défensive tout en lançant des attaques successives pour obliger les Russes à se replier dans un secteur après l'autre, chaque effort représentant un risque limité. Ou opter pour la solution



la plus audacieuse en concentrant toutes leurs forces disponibles pour une offensive en profondeur afin de couper les routes et les voies ferrées qui servent à ravitailler les unités russes dans toute une région. Cette guerre est dictée par une géographie unique, dominée par la courbe du Dniepr, une géographie qui offre plusieurs possibilités pour ce genre de décision audacieuse, y compris, ce qui serait particulièrement ambitieux, une offensive généralisée depuis Zaporijjia jusqu'à la mer d'Azov à Berdiansk, voire à Marioupol.

Quel que soit le secteur choisi, à moins que les Russes n'aient en réserve des effectifs importants pour contre-attaquer puissamment et repousser très vite les Ukrainiens, une offensive généralisée pourrait avoir pour résultat une défaite spectaculaire des armées de Moscou, avec en prime un nombre sans précédent de prisonniers. De quoi peut-être même provoquer enfin la remise en question de la gestion de la guerre par Poutine, et donc de l'ensemble de son régime.

Le fait que les responsables ukrainiens puissent finalement choisir entre différentes solutions représente un énorme progrès, même s'ils choisissent de préserver leur réserve opérationnelle et d'attendre que les Russes agissent les premiers. C'est tout à fait possible : l'assaut sur Bakhmout, qui fait

les gros titres depuis longtemps [Moscou a revendiqué le 21 mai la prise de la ville, après dix mois de combats], a été intense, mais de portée très limitée. Les Russes qui se sont battus et sont morts dans les combats de rue n'étaient pas les militaires de carrière des troupes d'élite, ni les unités disponibles depuis le rappel, l'an dernier, de 300 000 réservistes, ou encore les soldats sous contrat. C'étaient les hommes sacrificiels de Wagner.

Cela veut dire que le Kremlin a encore quelque part un grand nombre de forces russes qui n'ont pas été engagées – peut-être en

Biélorussie, en Russie même ou en Ukraine occupée – et qu'il pourrait donc lancer sa propre offensive. Mais même cette dernière pourrait ne déboucher sur rien, car seule la conquête de Kiev serait décisive, et c'est désormais impensable, à moins que toute l'armée russe ne soit mobilisée pour cet objectif.

Si les Russes lancent une offensive, une contre-offensive ukrainienne déclenchée une fois que Moscou aurait épuisé ses réserves opérationnelles pourrait donner des résultats encore plus marquants, en acculant le Kremlin à la défensive, peut-être au point de demander un cessez-le-feu. Si Kiev et l'Occident cherchent quelle voie serait la plus susceptible de mener à la victoire, c'est la solution.

—Edward Luttwak, publié le 11 mai

**SOURCE**

**UNHERD**

Londres, Royaume-Uni unherd.com

Fondé par le journaliste conservateur Tim Montgomerie en 2017, *UnHerd* rejette l'étiquette de "site d'actualité" et dit se concentrer sur "les événements importants, sans les distractions". Se revendiquant "non partisan", le site publie des articles de journalistes, d'intellectuels, de militants et de personnalités politiques de tous bords.

**Dernière minute**

**Des avions F-16 pour l'Ukraine**

Après le feu vert des États-Unis pour la livraison d'avions F-16 à l'Ukraine le 19 mai, le ministère de la Défense ukrainien n'a pas caché sa joie sur son compte Twitter : "Cet automne! Le plus grand blockbuster aérien de tous les temps! Des F-16 dans le ciel de l'Ukraine! Nous allons défendre notre ciel!"

Ce qu'a confirmé le président Zelensky le 21 mai depuis le Japon, indique sur son site l'émission d'information **TSN**. L'attente a été très longue pour l'Ukraine, qui réclamait depuis janvier des avions de chasse et avait fini par obtenir le soutien d'une coalition menée par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. "Nous avons travaillé longtemps politiquement avec nos partenaires", reconnaît Zelensky, toujours cité par **TSN**. Mais si l'enthousiasme est de mise dans les médias de Kiev, des voix s'élèvent pour tempérer leurs ardeurs, dans la version ukrainienne de la **Deutsche Welle** notamment, qui rappelle qu'il faut "au moins six mois pour la seule formation des pilotes". Le geste serait donc avant tout "symbolique".

**Une contre-offensive dans le brouillard**

**Vu de Russie.** Alors que la presse officielle russe assure que l'opération ukrainienne a d'ores et déjà échoué, les médias d'opposition estiment qu'elle ne saurait tarder – même si son plan reste un mystère.

La presse officielle russe ne sait pas trop sur quel pied danser concernant la contre-offensive ukrainienne, que l'on dit à la fois imminente, déjà en cours, ou d'ores et déjà compromise.

Ainsi, le célèbre *voenkor* ("correspondant militaire") Aleksandr Kots, du quotidien populaire et proche du pouvoir **Komsomolskaïa Pravda**, estimait le 18 mai que les "plans audacieux du commandement russe avaient fait dérailler la contre-offensive ukrainienne". "Aujourd'hui, les responsables ukrainiens affirment qu'il leur manque encore quelque chose, qu'ils doivent attendre un peu plus, rassembler plus de forces, obtenir plus d'armes de la part de l'Occident. En réalité, il s'agit du résultat du bon travail de nos services de renseignements et d'une meilleure approche pour détruire les armes les plus dangereuses fournies [par l'Occident] à Kiev. En premier lieu, les moyens de défense aérienne", fanfaronne-t-il. Et de citer tour à tour la "destruction complète" à Kiev d'un système d'antimissiles Patriot (partiellement endommagé et à nouveau en service, selon des sources américaines), l'utilisation avec succès par l'aviation russe des bombes modernisées FAB-500 (désormais pourvues d'un guidage par GPS), les frappes récentes menées contre des dépôts de carburant et, dit-il, contre des bases arrière ukrainiennes où des matériels et des hommes étaient rassemblés pour la contre-offensive.

Pour **Vzgliad**, un autre titre proche du Kremlin, la contre-attaque ukrainienne est déjà en cours. L'opération, que **Vzgliad** qualifie de "contre-offensive rampante", viserait à tester les défenses russes pour y déceler les points faibles. "Pendant ce temps, Zelensky et Cie continuent de dire qu'il faut reporter la date

de la contre-offensive faute d'armes et de munitions suffisantes", écrit le journal, pour qui tout cela fait partie d'une stratégie délibérée de Kiev. "Si une série d'attaques de ce type aboutit à un succès significatif, l'armée ukrainienne déclarera que c'est le début de la contre-offensive. Dans le cas contraire, les porte-parole du bureau de Zelensky diront que ce n'est pas le cas." "Ce faisant, l'ennemi résout deux problèmes : il cache sa contre-offensive rampante et élimine les risques médiatiques en cas d'échec", croit savoir **Vzgliad**.

**"L'ennemi cache sa contre-offensive rampante et élimine ainsi les risques en cas d'échec."**

**Vzgliad**, SITE PROCHE DU KREMLIN

Dans un tout autre registre, le journal d'opposition **Meduza**, dont la rédaction a dû s'exiler à Riga, en Lettonie, estime que la "véritable" contre-offensive ukrainienne ne saurait tarder. "En examinant les sources ouvertes, il est néanmoins impossible de déterminer exactement où l'Ukraine a l'intention de mener cette offensive – et à quelles fins", poursuit le journal, qui esquisse néanmoins, avec leurs avantages et leurs risques, quatre scénarios possibles pour l'armée ukrainienne : une attaque 1) en direction de la Crimée ; 2) en direction de la mer d'Azov ; 3) sur l'ensemble du front ; ou 4) une offensive en deux temps, commençant par une frappe dans la région de Louhansk, puis dans celle de Zaporijjia. Dans tous les cas, conclut **Meduza**, les forces ukrainiennes n'ont "pas le droit à l'erreur", car Kiev joue sa crédibilité militaire vis-à-vis de ses partenaires occidentaux.

—**Courrier international**



# Poutine sait depuis longtemps qu'il a perdu

**Vu d'Ukraine.** Même s'il ne peut espérer l'emporter sur le terrain, le dirigeant du Kremlin poursuit la guerre pour assurer sa propre survie politique, affirme l'auteur de cet article, ancien ambassadeur d'Ukraine au Japon.

—Dzerkalo Tyjnia, extraits (Kiev)

À chaque jour qui passe dans cette guerre, il devient de plus en plus évident que l'Ukraine n'est pas la Russie. Pour l'Ukraine, cette guerre est une guerre de libération, et ce sous plusieurs aspects immédiatement perceptibles. On ne parle pas seulement de la libération des territoires pris entre 2014 et 2022. Il s'agit tout autant de nous libérer des vestiges du passé impérial, des stéréotypes et des complexes vis-à-vis de nous-mêmes que l'on nous a infligés, et de nous défaire des noms et des monuments russes et soviétiques. Pour la Russie, cette guerre est une guerre d'occupation, impériale et, par conséquent, absurde. Elle ne cherche pas à se libérer de quoi que ce soit, et c'est l'une des raisons pour lesquelles la Russie ne pourra pas l'emporter. Une autre raison tient au fait que, même en Russie, les gens ne parviennent pas à envisager à quoi pourrait ressembler leur victoire.

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui sont commis chaque seconde, la destruction démentielle des infrastructures, le meurtre d'enfants, la torture et l'évacuation forcée des civils témoignent de la dégradation intellectuelle totale, tant des dirigeants politiques de la Fédération de Russie que des "grandes masses" qui soutiennent le régime. Le sens est remplacé par la violence, et le mensonge, la haine et les menaces sont devenus la norme.

Si on analyse les trente dernières années, on peut constater qu'après le démantèlement



← Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

de l'Union soviétique la Russie est passée de la construction d'un capitalisme oligarchique à celle d'un État autocratique, avant de basculer dans ce qui est pour ainsi dire une dictature militaire. Durant tout ce temps, de l'autre côté de la frontière, se sont formés non seulement un régime criminel mais aussi un véritable culte de la mort. Dès le début, les Russes n'ont pas réussi à se débarrasser du cadavre de Lénine et à transférer les tombes de la place Rouge, dont celle de Staline. Et si la glorification des tombes dans le centre même de l'État a toujours été une tradition en Russie, elle

a acquis aujourd'hui un caractère de sacralité.

**Culte de la mort.** Quant à la stupidité connue sous le nom de "Régiment immortel" [défilé du 9 mai dont les participants brandissent des photos de membres de leur famille ayant participé à la Seconde Guerre mondiale], elle est devenue la carte de visite du régime en héroïsant la mort au nom de l'État, lequel est donc en droit d'obliger ses citoyens à mourir.

Il est fort probable que les auteurs de cette idée tiennent

beaucoup à leur propre vie, mais le fait que, maintenant, ils inculquent à leurs concitoyens, et même aux enfants, la valeur de la mort plutôt que celle de la vie en dit long sur ce qui anime les dirigeants russes.

Le monde n'a pas su identifier à temps ce passage du culte de la personnalité à celui de la mort dans le régime russe. C'est pourquoi il est aujourd'hui indispensable de comprendre les éléments clés de ce vaste processus de changement, qui a accouché

de cette guerre ou l'a précipitée. Contrairement aux nombreux "experts" qui expliquent très simplement la tentative, absurde à première vue, d'annexer quatre régions temporairement occupées d'Ukraine par le fait que cela serait prévu par la Constitution de la Fédération de Russie.

Poutine n'est pas intelligent, mais il est doté d'un instinct de conservation extrêmement développé. Il suffit par exemple de rappeler comment il a pris la décision de faire la guerre, quand, démonstrativement et devant les caméras de télévision, chacun des membres de son Conseil de sécurité a dû se salir personnellement en approuvant publiquement l'homicide de masse à venir. C'était un processus de création de la responsabilité collective.

Poutine sait depuis longtemps qu'il a perdu. Son objectif est désormais de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible

et de minimiser le risque d'une révolution de palais.

En faisant intervenir la Douma, il a créé un "Poutine collectif" et transféré dans les faits la responsabilité à tout son peuple. Grâce à cela, il dispose maintenant d'une explication aussi bien pour la mobilisation supplémentaire que pour la chute du rouble et nombre d'autres conséquences de l'agression. Quant à ses éventuels successeurs, il leur sera difficile de revenir sur ce qui a été fait – il leur faudra relancer la vie politique, s'assurer une majorité à la Douma, réorganiser des élections, et tout cela en présence d'un électorat particulier, en proie au délire. Les Russes ont pleuré aux funérailles de Staline, ils sangloteront aussi à l'enterrement de Poutine. Soixante-dix ans se sont écoulés depuis la mort du tyran et des buveurs de sang, et ils continuent à avoir peur d'eux. Cela ne changera pas.

—Serhiy Korsounskiy, publié le 15 mai

## SOURCE



### DZERKALO TYJNIA

Kiev, Ukraine  
Hebdomadaire  
dt.ua

"Le Miroir de la semaine", fondé en 1993, paraît le samedi. Ce titre se veut généraliste, avec une prédilection pour la politique sociale et les affaires internationales.

## Vu de Finlande. "La supériorité aérienne russe reste un problème"

●●● "Un manque cruel d'équipements lourds tels que des chars d'assaut" et "des capacités aériennes limitées" doublées d'une "impossibilité de les remplacer en cas de pertes" constituent le principal désavantage de l'armée ukrainienne aux yeux d'Emil Kastehelmi. Dans un entretien accordé au quotidien slovaque **Denník N**, l'analyste et historien militaire finlandais se montre très prudent quant à une éventuelle contre-offensive. Selon lui,

même si "les Ukrainiens ont déjà surpris les experts à plusieurs reprises", ils ont encore besoin de temps. Et d'abord, donc, parce que "bien que les forces russes ne soient pas non plus particulièrement actives, leur supériorité aérienne reste un problème", estime-t-il. Plus encore peut-être que de l'absence de matériel, c'est d'un déficit de formation de leurs soldats que souffrent les deux camps, analyse l'expert finlandais. "Généralement, l'Ukraine attaque en petites

formations, mais les opérations de grande envergure durant lesquelles une brigade ou un bataillon doit attaquer de manière coordonnée avec des armes combinées sont difficiles", précise-t-il. S'il dit souhaiter que l'Ukraine "récupère chaque mètre carré de territoire occupé", Emil Kastehelmi n'est guère optimiste à ce sujet : "Il faudrait une force immense pour percer toutes les lignes russes, et une grande capacité offensive, qui fait défaut aux deux camps."





asie

# Thaïlande. L'armée sous le choc de la défaite

Le triomphe inattendu de l'opposition démocratique au scrutin du 14 mai ébranle en profondeur l'architecture politique du pays. Le camp de l'armée et de la monarchie ne s'attendait pas à un tel rejet.



CAGLE CARTOONS

— **Nikkei Asia**, extraits (Tokyo)

**A** Prachin Buri, petite bourgade agricole flanquée d'un vaste camp militaire à deux heures à l'est de Bangkok, les électeurs ont vu dans les législatives du 14 mai une occasion rêvée de balayer les généraux au pouvoir depuis près de dix ans.

À la sortie des bureaux de vote ce dimanche-là, les habitants parlaient de leur ralliement à des partis non militaires. *“Quand nous avons le droit de changer, nous devons le faire, lâchait ainsi une électrice de 57 ans, résumant bien le sentiment général. Moi, je veux changer de Premier ministre.”*

Et elle n'a rien d'un cas isolé dans son rejet de l'United Thai Nation (UTN), la formation dirigée par le Premier ministre, Prayuth Chan-ocha, et du Palang Pracharath (PPRP), celle du vice-Premier ministre Prawit Wongsuwan. Dans le district de Dusit, à Bangkok [où se trouvent le Parlement et la résidence royale], comme dans la grande ville militaire de Lopburi, dans le centre du pays, les électeurs que nous avons rencontrés étaient nombreux à faire le même choix.

Le camouflet infligé à l'armée jusque dans ses bastions témoigne de l'ampleur du mécontentement qui a nourri la vague démocratique

lors de ce scrutin. C'était le deuxième organisé depuis le coup d'État mené en 2014 par le général Prayuth et le général Prawit [contre le gouvernement sorti des urnes en 2011].

C'est un triomphe pour Move Forward et le Pheu Thai, les partis de l'opposition démocratique qui à eux deux ont remporté la majorité absolue, avec 64 % des 39 millions de suffrages exprimés – il s'agit d'une poussée spectaculaire, après un score d'à peine 40 % aux élections de 2019.

Le tout jeune parti Move Forward, qui a récolté 152 des 500 sièges de l'Assemblée, un résultat inespéré, est l'héritier de



ÉDITO

Future Forward, parti de la jeunesse qui s'était formé pour les législatives de 2019, avant d'être dissous par une décision de justice contestée [la Cour constitutionnelle lui reprochant son mode de financement]. Durant la campagne électorale, la jeune formation a clairement pris pour cible les généraux, avec un programme progressiste promettant de profondes réformes de l'armée, la plus puissante institution jouant un rôle politique en Thaïlande.

Pour les observateurs de la vie politique thaïlandaise, l'ampleur du désaveu subi par le camp militaro-monarchiste n'a rien d'étonnant. Les deux partis de Prayuth et Prawit n'ont glané que 76 sièges, en net recul par rapport aux 116 qu'ils avaient remportés en 2019 lorsqu'ils étaient alliés.

*“Dans les jours qui ont précédé le scrutin, les signes de rejet de la domination politique de l'armée ont été nombreux, comme au lendemain du coup d'État de 1991, analyse Ukrist Pathmanand, politologue spécialisé dans les rapports entre l'administration civile et l'armée à l'université Chulalongkorn de Bangkok. Ce sont les mêmes sentiments et les mêmes mécontentements qui s'expriment, le même refus de voir l'armée se mêler de politique.”*

Selon les diplomates établis à Bangkok, les élites sont *“sous le choc”* de cette victoire inattendue. *“Dans le camp militaro-monarchiste, personne ou presque n'imaginait que Move Forward [...] allait être le grand vainqueur de l'élection, souligne un diplomate occidental. Ils n'ont pas pris au sérieux l'engouement préélectoral pour Move Forward et donc, avec ce résultat, ce parti est devenu une véritable menace.”*

La Thaïlande entre dans une période confuse de transition politique, qui devrait durer des mois à cause de règles électorales verrouillées par l'armée [en particulier, un Sénat dont les membres ont été nommés par l'armée et qui doit voter le 3 août prochain pour approuver le Premier ministre].

↳ Dessin de Luojie paru dans China Daily, Pékin.

*“L'armée ne peut risquer de se mettre encore plus à dos l'opinion publique en essayant de protéger le gouvernement sortant, a mis en garde Kan Yuenyong, directeur exécutif de Siam Intelligence, un groupe de réflexion qui a son siège à Bangkok. S'ils font cette erreur, ils vont se retrouver confrontés au même sentiment antimilitaire [qu'au début des années 1990], voire pire.”*

Mais avant cela, l'armée devra gérer la rupture qui se profile dans ses rangs. Les hauts gradés ont soutenu leurs alliés militaires lors du scrutin, tandis que les simples soldats et les officiers subalternes ont plébiscité Move Forward.

Quelques généraux recommandent la *“prudence”* vis-à-vis de la formation du gouvernement, *“ce qui indique un certain malaise”*, selon une source. Au contraire, certains jeunes officiers montrent leur enthousiasme pour Move Forward et arborent la couleur orange du parti sur leur uniforme.

— **Marwaan Macan-Markar**, publié le 19 mai

## Un programme radical

●●● Move Forward a rassemblé sept partis pour former un gouvernement de coalition aux objectifs ambitieux. Signé le 22 mai, date anniversaire du coup d'État de 2014, le programme comprend la hausse du salaire minimum, ainsi qu'une réforme de l'armée, des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture... Des mesures visant à assurer le respect des valeurs démocratiques et une plus grande équité dans un pays où l'écart entre les riches et les pauvres est abyssal. Mais il n'est pas question de remettre en cause la monarchie. Le défi, écrit **Khaosod**, est d'*“apprendre à délibérer et à faire des compromis pour parvenir à construire un rêve commun”*.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international

JAPON

# Les maisons vides plombent l'archipel

3,49 millions d'habitations sont abandonnées au Japon. Avec le déclin démographique, près d'un tiers des logements pourraient être vacants en 2038.



—Asahi Shimbun, extraits (Tokyo)

Selon l'étude statistique quinquennale du ministère des Affaires intérieures et des Communications sur les habitations et les terrains, le Japon comptait 8,49 millions de maisons vacantes en 2018, soit 13,6 % du nombre total de logements existants. Si les démolitions ne progressent pas, leur proportion atteindra 31,5 % à l'horizon 2038, estime l'institut de recherche Nomura.

Certaines maisons, auxquelles ont renoncé les héritiers, sont totalement abandonnées. Les statistiques comptabilisent quelque

250 000 cas de renoncement à la succession en 2021. Si les héritiers renoncent à leur maison familiale, c'est vraisemblablement parce qu'ils n'envisagent pas d'y habiter, qu'ils n'ont plus de famille proche dans la région ou que les prix des terrains stagnent en zone rurale.

**Lourds héritages.** Le Centre sur les maisons et terrains inoccupés, organisation à but non lucratif de Saitama [au nord de Tokyo], reçoit de nombreuses personnes venues demander conseil au sujet de la maison dont elles ont hérité. Les situations sont variées; certains éprouvent des scrupules à se séparer de leur maison familiale chargée de souvenirs, d'autres

subissent la pression de leurs parents qui souhaitent que la maison reste dans la famille, d'autres encore peinent avec le tri des affaires et les démarches à entreprendre.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur les dispositions spéciales relatives aux maisons vacantes en 2015, les collectivités locales bénéficient de procédures simplifiées pour la démolition de maisons abandonnées qui représentent un péril. En vertu du Code civil, elles peuvent par ailleurs procéder à la vente des propriétés auxquelles les héritiers ont renoncé. Toutefois, le coût de la procédure étant supporté par l'argent public, si le bien n'est pas vendu, les maisons à faible valeur foncière des zones rurales sont souvent délaissées, comme l'explique Chie Nozawa, professeure de politique urbaine à l'université Meiji, familière de la question des maisons vides.

**“Il faut réfléchir à la création d'un fonds pour soutenir les frais de démolition.”**

**Chie Nozawa,**  
PROFESSEUR EN POLITIQUE URBAINE À L'UNIVERSITÉ MEIJI

Jusqu'à présent, l'État s'occupait plutôt d'encourager les nouvelles constructions, par exemple par des réductions de taxes sur les prêts immobiliers. “Les politiques publiques en faveur des constructions sont bien plus nombreuses que celles qui concernent la ‘fin de vie’ des habitations. Nous devons réfléchir à des mesures, telles que la création d'un fonds pour soutenir les frais de démolition”, préconise M<sup>me</sup> Nozawa.

Une quinquagénaire qui habite la ville de Tsukuba, dans la préfecture d'Ibaraki [au nord-est de Tokyo], s'est tracassée pendant plusieurs années au sujet de sa maison familiale, dans la préfecture de Chiba [à l'est de Tokyo], vide depuis le décès de son père et le départ de sa mère en maison de retraite. Au début, elle ne pouvait se résoudre à s'en séparer en raison du fort attachement de sa mère au patrimoine familial. Mais, cédant à l'insistance de son frère, plus jeune, elle a finalement accepté de vendre “pour éviter les soucis”.



Le tri des affaires s'est avéré plus compliqué qu'elle ne l'avait pensé. Son frère, qui vit dans la préfecture de Kanagawa [au sud de Tokyo], l'a aidée, faisant deux à trois fois par semaine le trajet d'une heure en voiture. Il y avait les meubles utilisés par leur père à l'époque où il vivait loin de sa famille pour le travail, les cadeaux reçus lors de cérémonies de mariage, une vingtaine de plateaux... La quinquagénaire se souvient : “Ce n'était pas facile, parce que la génération Showa [1926-1989] a eu tendance à tout garder.” Elle se sentait aussi coupable de se débarrasser d'objets chargés de souvenirs.

Il lui a fallu environ trois mois pour vider la maison. Après avoir fait raser la propriété pour environ 3 millions de yens [20 000 euros], elle a réussi à vendre le terrain il y a deux ans. Elle était venue demander conseil au Centre sur les maisons et terrains inoccupés. “Se séparer de la maison familiale n'est pas une décision facile à prendre, et le tri des affaires et les démarches à entreprendre représentent une charge importante”, explique Masakazu Ito, le directeur de l'organisation. Laisser le temps passer n'arrange rien. M. Ito soutient : “Qu'on vende la maison ou qu'on la mette en location, le faire le plus vite possible est un principe fondamental.”

Selon lui, une maison coûte de 100 000 à 300 000 yens [de 700 à 2 000 euros] par an minimum, entre la taxe foncière, l'entretien du jardin et les réparations, sans compter les frais de déplacement. Par ailleurs, il n'est pas rare que

↳ Dessin d'Arcadio paru dans La Prensa Libre, Costa Rica.

les propriétaires ne soient plus en mesure de vendre si leur santé se détériore avec l'âge. S'ils ne sont plus capables d'exprimer leurs volontés, par exemple en raison de démence sénile, il se peut que leurs enfants ne puissent hériter de leurs biens à leur mort [l'héritage est souvent fixé au Japon par testament].

**Fiscalité.** Conformément à la Loi sur les dispositions spéciales relatives aux maisons vacantes, les maisons abandonnées qui risquent de s'effondrer ou qui représentent un danger sanitaire ne peuvent bénéficier des avantages fiscaux propres aux habitations : la réduction de la taxe foncière à un sixième [des taxes dues pour un terrain] dont la superficie est inférieure à 200 m<sup>2</sup>, à un tiers si leur superficie est supérieure.

Cela permet d'augmenter la taxe foncière des propriétaires des habitations désignées “maisons vacantes spécifiques” tant que les travaux d'entretien ou de réparation demandés ne sont pas réalisés.

Le gouvernement envisage désormais d'étendre le champ d'exclusion des réductions fiscales aux habitations dont la mauvaise gestion a déjà été identifiée par la municipalité, à la suite par exemple des plaintes des habitants. L'objectif est d'inciter les propriétaires à réagir à un stade précoce, avant que leur maison ne se retrouve dans un état dangereux.

—Takaya Katada, Sachiko Miwa et Go Takahashi, publié le 16 janvier

SOURCE



ASAHI SHIMBUN

Tokyo, Japon  
Quotidien, 4 500 000 ex.  
asahi.com

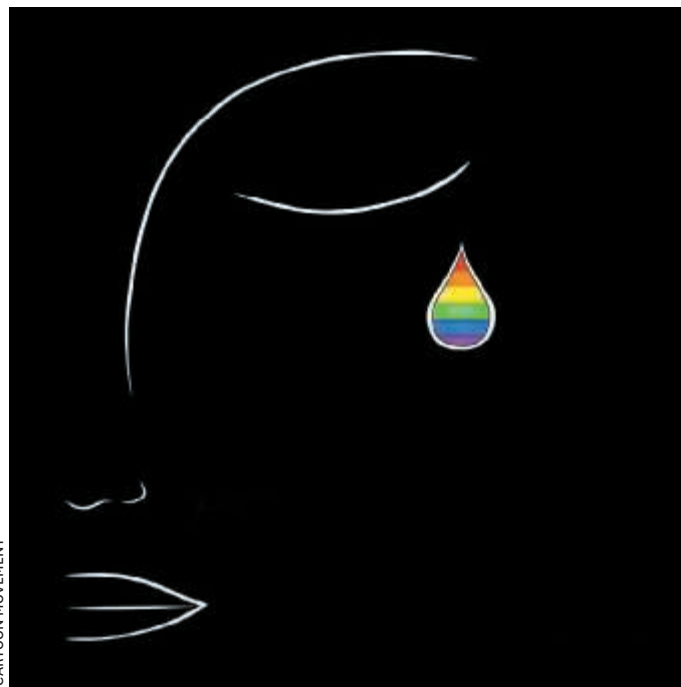
Fondé en 1879, chantre du pacifisme nippon depuis la Seconde Guerre mondiale, le “Journal du Soleil-Levant” a 3 000 journalistes, répartis dans 300 bureaux nationaux et 30 à l'étranger. Fondé en 1879, à Osaka, il a d'abord été un quotidien populaire. Aujourd'hui, le groupe Asahi est présent dans tous les secteurs des médias (radio, télévision, édition).



afrrique

# Ouganda. Pour les queers, vivre cachés ou partir

Au nom de prétendues “valeurs africaines”, le pays criminalise l’homosexualité. Déchirés, de plus en plus de LGBTQI choisissent l’exil.



CARTOON MOVEMENT

—Daily Maverick, extraits (Johannesburg)

Le 21 mars dernier, tandis que l’Afrique du Sud célébrait la Journée des droits humains, le Parlement ougandais a adopté une loi qui facilitera les violations dramatiques des droits de la communauté queer [terme utilisé pour désigner l’ensemble des minorités sexuelles et de genre] locale.

Ce texte prévoit de sanctionner la promotion de l’homosexualité et la collusion en vue de s’adonner à des relations homosexuelles. Toutefois, bien que le projet de loi ait été voté il y a déjà plusieurs semaines, le président Yoweri Museveni n’avait encore rien

promulgué. [Cette loi a finalement été adoptée ce 2 mai par le Parlement ougandais. Il s’agit d’une nouvelle version de sa loi sur l’homosexualité, votée à la mi-mars. Elle prévoit toujours de lourdes peines en cas de relations homosexuelles, mais a atténué certaines dispositions.]

Cette décision coïncide avec une recrudescence des lois homophobes et transphobes qui semble toucher le monde entier. Aux États-Unis, par exemple, au moins 417 lois anti-LGBTQI ont été adoptées rien que cette année.

En Ouganda, l’hostilité envers la communauté queer ne date pas d’hier, et ce n’est pas la première fois que le Parlement tente de codifier l’homophobie.

Natukunda\* est pansexuelle [une personne pansexuelle ne tient pas compte du genre de l’autre dans ses relations amoureuses et/ou sexuelles] et, bien qu’elle vive désormais en Afrique du Sud, elle se rend encore régulièrement en Ouganda, son pays d’origine – surtout depuis que ses parents sont revenus à Kampala, en 2019. “J’adore l’Ouganda, bien sûr, c’est la patrie de mes parents, un pays magnifique, peuplé de gens adorables”, assure-t-elle. Elle est particulièrement déçue par l’adoption de cette loi antihomosexualité. “Maintenant, je suis coincée entre mon désir de me sentir ougandaise et la contradiction avec mon identité, surtout mon orientation sexuelle.”

Hormis ses frères et sœurs, personne [en Ouganda] ne savait qu’elle était queer. Pas même ses parents – qui ne sont toujours pas au courant. Dans son pays d’origine, tout le monde la croit hétérosexuelle. “En fait, on n’en a jamais vraiment parlé. Ce n’est pas le genre de sujet qu’on aborde dans les familles africaines.”

Dans son pays d’adoption, en revanche, Natukunda se sent libre d’assumer son orientation sexuelle. “[En Ouganda], quand quelqu’un me plaisait – homme ou femme –, je ne le montrais jamais vraiment, je gardais mes sentiments pour moi. Il n’y a qu’en Afrique du Sud que je peux me dévoiler.”

En Ouganda, les seuls endroits où elle s’autoriserait à exprimer ce genre d’attirance sont quelques bars ou boîtes de nuit très secrets, plongés dans l’obscurité, où les clients sont ouverts à la communauté LGBTQI. “Sinon, on garde tout ça pour la sphère privée, pour la maison. On ne montre rien à l’extérieur.”

**Rompre les liens.** La situation est particulière pour les émigrés queers qui, contrairement à ceux qui sont restés et qui ont toujours dû cacher cette facette de leur identité, ont l’habitude d’afficher leur orientation sexuelle dans leur pays d’adoption. Beaucoup s’inquiètent pour leur sécurité s’ils décidaient de rentrer dans leur pays natal.

“Quand j’étais ado, j’ai voulu me défaire de mon attachement à l’Ouganda, car j’avais l’impression qu’il entrainait en conflit avec mon identité queer”, se souvient Dembe\*. Comme il savait qu’il n’avait aucune prise sur cette

deuxième facette de lui-même, il a tenté de rompre ses liens avec son pays natal. “J’ai décidé de m’adresser à mes parents uniquement en anglais, alors que leur langue maternelle – et la mienne aussi, je suppose – est le luganda. Je ne voulais plus entretenir cette connexion linguistique et culturelle avec le pays.”

Mukasa\* est avocat spécialiste des droits humains et lutte pour l’égalité des personnes handicapées, migrantes ou LGBTQI. Il est lui-même ougandais et queer, et vit aujourd’hui en Afrique du Sud.

Ses parents, eux aussi installés en Afrique du Sud, se rendent au moins une fois par an en Ouganda

**“Certains pensent que les gays sont des prédateurs d’enfants.”**

**Mukasa,**  
AVOCAT OUGANDAIS QUEER

pour rendre visite à leur famille, généralement pour Noël. “Je leur ai dit plusieurs fois que, même si j’adore ma famille, je n’étais pas à l’aise à l’idée de rentrer en Ouganda. Je ne me sens pas en sécurité là-bas, alors je reste en Afrique du Sud et je fête Noël loin de mes proches.”

Prendre ses distances avec son pays natal n’est pas facile, confie-t-il. “Cette situation distend mes liens avec ma famille, ma culture et mon héritage. C’est vraiment triste.”

Ses parents prévoient aujourd’hui de rentrer définitivement en Ouganda. Alors Mukasa s’interroge : s’il épouse un homme un jour et qu’ils fondent une famille, pourra-t-il les présenter à ses parents ? Si ces derniers venaient à disparaître, pourrait-il assister à l’enterrement sans craindre pour sa sécurité ? S’ils tombent malades, pourra-t-il se rendre à leur chevet ? “Voilà le genre de crainte que j’ai désormais.”

Avec cette nouvelle loi, les députés ougandais prétendent protéger les “valeurs africaines traditionnelles”, perpétuant ainsi une vieille croyance selon laquelle l’homosexualité et toutes les autres formes d’identité queer seraient fondamentalement antiafricaines, explique l’avocat quand on l’interroge sur la rhétorique qui accompagne le texte.

Parmi les nombreux arguments avancés pour justifier cette loi, beaucoup font l’amalgame entre homosexualité et pédophilie,

analyse-t-il. “Par exemple, le texte définit les relations sexuelles non consenties avec des mineurs comme une forme d’homosexualité avec circonstances aggravantes, alors que cela n’a rien à voir. Mais certains pensent que les gays, surtout les hommes, sont des prédateurs d’enfants. Que nous sommes dangereux.”

**Identité ancienne.** Certaines personnes croient aussi que l’identité queer a été importée d’Occident, poursuit-il, qu’il s’agit de pratiques apprises là-bas, ou que les gens d’ici sont devenus homosexuels en regardant des films et des séries sur Netflix et les chaînes du satellite. “Mais il y a toujours eu des Africains queers.”

Mukasa cite notamment l’exemple du roi Mwanga II, qui a régné [sur le Bouganda, l’un des royaumes ayant donné naissance à l’Ouganda actuel] de 1884 à 1888. Diverses sources historiques semblent indiquer que le souverain était [bisexuel], preuve que l’identité queer existait déjà avant l’arrivée des colons européens.

Les lois criminalisant l’homosexualité et les discours [néfastes] sur la communauté queer en général ne sont pas propres à l’Ouganda. Plus de 30 pays africains interdisent les relations entre personnes du même sexe.

Mais cette nouvelle loi pourrait tout de même avoir des répercussions sur d’autres régions du continent, alerte Mukasa. “Ce texte est d’autant plus inquiétant que d’autres États semblent s’en inspirer. Un député kényan a exprimé son intention de proposer une loi similaire, qui n’est en fait qu’un copier-coller de la version ougandaise.”

—Alinaswe Lusengo,  
publié le 23 avril

\*Les noms ont été modifiés afin de préserver l’anonymat des personnes interrogées.

SOURCE



DAILY MAVERICK

Johannesburg, Afrique du Sud  
dailymaverick.co.za

Ce webzine est né sur les cendres de *Maverick*, un magazine d’affaires lancé à la fin de 2005 et emporté par la crise financière de 2008. Naît alors une version en ligne, devenue l’un des sites phares du pays.

SOCIÉTÉ

# Le denier de la corruption

L'inventivité dont font preuve certains fonctionnaires africains pour réclamer un pot-de-vin force l'admiration... Mais nourrit aussi le ras-le-bol de nombre citoyens du Malawi, du Nigeria, du Kenya ou d'Afrique du Sud.



—The Economist (Londres)

La corruption est notre ennemi numéro un et n'est pas la bienvenue ici." Tel est le slogan de la dernière campagne anti-bakchich du Malawi. On retrouve des messages de même teneur dans l'espace public un peu partout en Afrique. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud ou le Kenya, les habitants sont même invités à appeler un numéro vert pour signaler les tentatives en la matière.

Dans la plupart des pays africains, les sondages réalisés reflètent la perception par la population d'une recrudescence de la corruption. Cette augmentation s'explique en partie par la médiatisation de certaines affaires impliquant des personnages haut placés – les transactions douteuses étant plus souvent mises au jour, mais pas nécessairement plus fréquentes.

Ces résultats s'expliquent aussi et surtout par le fait que la plupart des gens sont régulièrement victimes de racket de la part de policiers ou de fonctionnaires. Un Africain sur quatre ayant sollicité les services publics ou ayant eu affaire à la police a ainsi déclaré aux sondeurs qu'il avait dû verser un pot-de-vin dans le courant de l'année précédente, révélait un rapport de 2019 de Transparency International, une ONG dont le siège est à Berlin.

Les grandes campagnes anticorruption ont au moins le mérite de compliquer la vie des individus sans scrupule. Par exemple, comment demander un pot-de-vin quand vous avez juste derrière vous l'affiche d'une campagne anticorruption?

Certains continuent de miser sur l'impunité. "Donnez-moi quelque chose", demande une employée qui passe les

bagages aux rayons X à l'aéroport d'Enugu, au Nigeria, ignorant superbement les campagnes du gouvernement. D'autres font l'effort de la subtilité. "Vous pouvez m'aider?" s'enquiert un agent des services de l'immigration à Abuja, la capitale du Nigeria.

Devant tout ce battage anticorruption, d'autres n'osent plus être aussi directs qu'auparavant. Une méthode consiste alors à parler d'autre chose que d'argent. Certains fonctionnaires informent par exemple leurs interlocuteurs de leurs préférences en matière de nourriture ou de boisson. "J'ai vraiment envie d'un Nescafé", répétera à six reprises un agent de sécurité de l'aéroport tout en procédant à la fouille de votre correspondant au Burkina Faso.

## La religion vient au secours de ceux qui cherchent à demander un bakchich sans en avoir l'air.

En Ouganda, les agents de la circulation s'arrangent pour mentionner le nom de leur rafraîchissement préféré. En Afrique du Sud, les demandes de ce type sont si courantes que les bakchichs versés après une infraction au Code de la route sont appelés "cold drink money" [littéralement, "argent pour une boisson fraîche"].

Ceux qui souhaitent conserver une possibilité de nier prennent soin de préciser que le breuvage en question ne sera pas pour eux. Au Kenya, il arrive ainsi aux policiers de demander "chai ya wazee" ("du thé pour les anciens"). Au Nigeria, ils laissent entendre qu'ils essaient simplement de faire leur travail quand ils vous disent qu'ils ont besoin de carburant

pour leur voiture de patrouille. Tous n'en attendent pas moins des espèces sonnantes et trébuchantes.

Les extorqueurs patentés font généralement patte de velours pour aborder leur victime. "Êtes-vous mon ami?" demande, tout sourire, un agent de la circulation au Nigeria. Ayant obtenu un "Oui, monsieur l'agent", il réclame aussitôt un pot-de-vin. D'autres teintent de menace leur sollicitude apparente. "C'est pour vous qu'on est là", rappelle un policier à un automobiliste tout en l'empêchant de poursuivre sa route.

Étonnamment, la religion vient au secours de ceux qui cherchent à demander un bakchich sans en avoir l'air. Certains invoquent ainsi la charité chrétienne pour soumettre une requête en apparence anodine : "Un petit quelque chose pour dimanche?" D'autres maquillent leur racket derrière une demande de don "pour bénir le repas".

Les étrangers peuvent feindre l'ignorance en prenant par exemple la demande de rafraîchissement au pied de la lettre

et en tendant une bouteille, ou en promettant de revenir avec une canette la prochaine fois qu'ils passeront par là.

Les ressortissants de pays riches sont généralement moins pressurés que les autres – s'ils se faisaient arrêter ou malmenés, ils iraient déposer une réclamation au consulat. Beaucoup de locaux, hélas, n'ont pas ce privilège. —

Publié le 20 avril

↳ Dessin de Dario paru dans El Imparcial, Mexico.

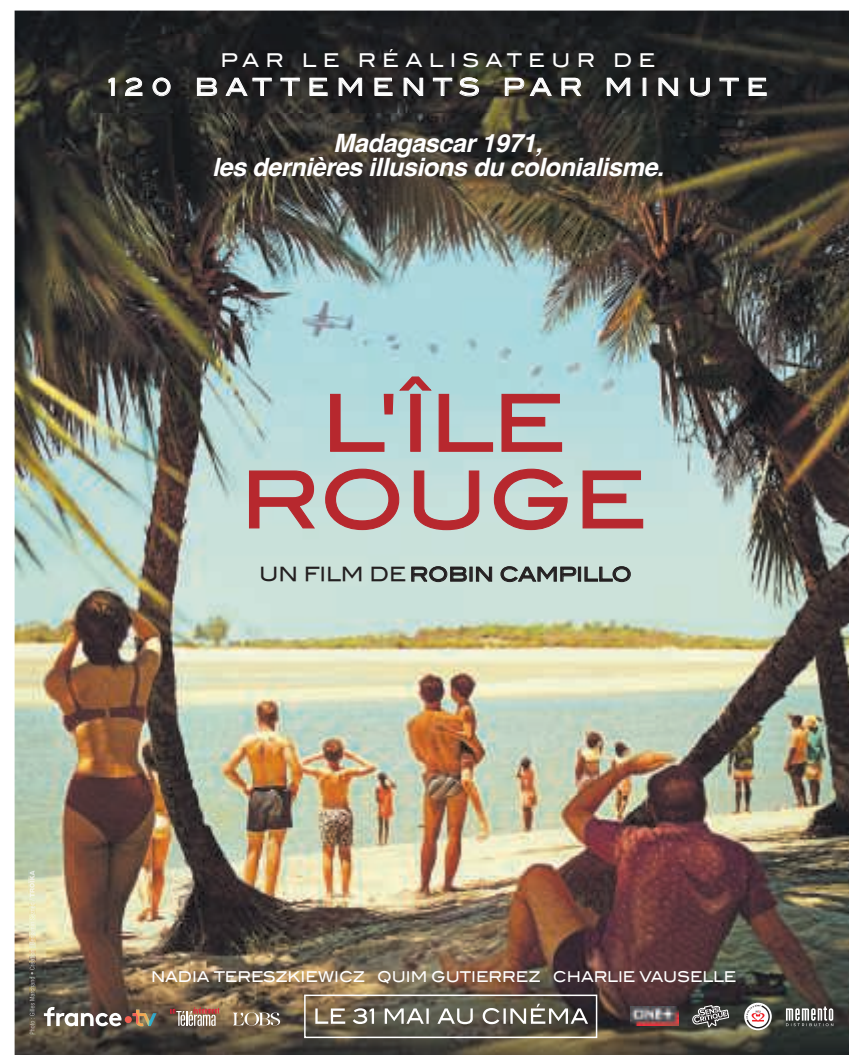
SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire, 1 583 955 ex.  
economist.com

Fondé en 1843 par un chapelier écossais, ce journal est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Aucun de ses articles n'est signé, c'est une tradition de longue date.





# Turquie. Le nationalisme a déjà gagné les élections

Le président Erdogan a déjoué les sondages en arrivant en tête du premier tour. Pour tenter de combler son retard le 28 mai, l'opposant Kemal Kılıçdaroglu effectue un virage à droite.



—The Washington Post, extraits (Washington)

Deux jours après les élections en Turquie, Gokce Sari, jeune femme de 24 ans qui soutient l'opposition, n'a pas encore digéré la défaite. Son candidat est resté loin derrière le président Recep Tayyip Erdogan à l'issue du premier tour [45 % pour Kemal Kılıçdaroglu, contre 49,5 % pour Erdogan].

“J’ai perdu tout espoir. La colère prend parfois le dessus”, témoigne-t-elle. Mais c’est une prise de conscience plus profonde qui la hante, car les résultats des scrutins législatifs et présidentiel montrent que des partis qui ne reflètent pas sa vision du monde ont une plus forte emprise qu’elle ne le croyait. “On dirait que je ne comprends pas la société dans laquelle

je vis. L’optimisme m’a empêchée de comprendre la réalité, de voir la déliquescence et l’intolérance qui se sont emparées de notre société.”

Dans les rues de Besiktas, son quartier à Istanbul, où une majorité vote traditionnellement contre le parti au pouvoir, ainsi que dans les locaux de l’opposition dans tout le pays, les sympathisants du principal rival d’Erdogan, Kemal Kılıçdaroglu, [...] se demandent si leur camp a encore une chance de l’emporter au second tour.

Dans des sondages indépendants sortis avant le premier tour, Kılıçdaroglu avait une avance de quelques points sur le président sortant, ce qui a créé un certain optimisme au sein de l’opposition, après vingt ans passés dans l’ombre d’Erdogan. Mais le résultat final a suscité plusieurs interrogations : peut-être les personnes

sondées ont-elles notamment omis d’exprimer leurs préjugés contre Kılıçdaroglu, qui pratique l’aléisme, une religion minoritaire en Turquie, dont les pratiquants sont persécutés.

Et la question n’était pas uniquement religieuse. Avant le scrutin, la candidature de Kılıçdaroglu ne faisait pas l’unanimité dans l’opposition pour affronter le tout-puissant Erdogan, dans la mesure où d’autres personnes au sein du même parti étaient plus populaires ou plus charismatiques.

Les partis nationalistes s’en sont mieux sortis que prévu le 14 mai, et un candidat d’extrême droite à la présidentielle, Sinan Ogan, a enregistré plus de 5 % des voix. Le succès des nationalistes porte à croire que le dénigrement d’Erdogan envers l’opposition, qu’il qualifie de “terroristes”, a fait son chemin auprès de la population. Plus, en tout cas, que les appels de Kılıçdaroglu à un retour de la démocratie et de la justice, qui ont selon lui été perdus sous le gouvernement d’Erdogan.

“Irrégularités” de vote. “Je connais Istanbul, Antalya, Izmir”, indique Gokce Sari, qui cite des villes dans lesquelles l’opposition est forte. Elle supposait que l’électorat était furieux de l’état désastreux de l’économie et de l’intervention insatisfaisante des pouvoirs publics à la suite des séismes qui ont frappé le sud de la Turquie en février. Finalement, ces thèmes n’ont pas semblé peser le jour du scrutin.

Kılıçdaroglu et les cadres de son Parti républicain du peuple (CHP) se sont réunis à Ankara le 16 mai afin de prévenir une catastrophe lors du second tour, prévu le 28 mai. Au moins un responsable chargé de la surveillance électorale a remis sa démission, dans le cadre de ce que la presse turque a vu comme un remaniement plus global au sein d’une campagne menée avec confiance et qui se trouve soudain à la dérive.

Le candidat a, quant à lui, exprimé le dernier en date de ses appels au peuple, cette fois-ci à l’attention de la jeunesse. Sur Twitter, Kılıçdaroglu a interprété le vote ultranationaliste comme un désir de “changement” de la part de l’électorat. Mais il en a aussi déduit que son parti est celui “qui doit batailler bien plus”. Les jeunes sont ceux qui ont le plus à

perdre si Erdogan reste au pouvoir, a affirmé Kılıçdaroglu, et si le statu quo persiste en Turquie. “Vous n’avez pas les moyens d’acheter quoi que ce soit. On vous a volé toute joie de vivre. La jeunesse est censée être insouciant. Ils ne vous ont pas permis de l’être ne serait-ce qu’un jour.”

À quelques kilomètres du bureau de Kılıçdaroglu, au palais présidentiel, Erdogan a reçu certains de ses alliés politiques [le 16 mai], notamment le dirigeant du parti islamiste extrémiste qui avait fait pression pour annuler une loi destinée à protéger les femmes des violences. “L’opposition doit comprendre qu’elle ne peut plus remporter

“Nous gardons espoir”, assure un dirigeant du parti de Kemal Kılıçdaroglu.

les élections grâce à des organisations terroristes”, a déclaré Erdogan dans un entretien télévisé, répétant ses accusations infondées sur la proximité de Kılıçdaroglu avec les militants kurdes, en raison du soutien qu’il a reçu d’un parti d’opposition prokurde.

Erdogan, dont le noyau électoral le plus fidèle est composé de musulmans conservateurs, a fait de très bons scores dans la région touchée par le tremblement de terre. L’opposition, a-t-il affirmé, a “insulté” les survivants au séisme après l’élection en leur reprochant leurs préférences politiques.

Le moral des partisans de Kılıçdaroglu a beau être au plus bas, selon un dirigeant du CHP, “nous gardons espoir”. Mais ils ont été surpris de voir le parti au pouvoir ainsi que la formation d’extrême droite alliée à Erdogan faire le plein de voix, décrit ce même dirigeant, qui a tenu à garder l’anonymat.

Le CHP a indiqué qu’il avait relevé des “irrégularités” au cours du dépouillement dans plusieurs villes sans indiquer si ces erreurs pouvaient renverser le résultat de l’élection.

D’autres pensent que l’opposition n’a pas su prévoir la mutation du vote des jeunes. “Le nationalisme est en progression, surtout chez les jeunes”, indique Mehmet Yildiz, 31 ans, qui travaille dans le secteur bancaire. Les jeunes pensent que les Syriens et les Afghans leur

✍ Dessin d’Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.

volent leur travail, soutient-il, en référence au discours contre l’immigration, qui a été le principal argument de la campagne des nationalistes. Kılıçdaroglu, pendant sa campagne, a également misé sur la colère contre les migrants présents en Turquie et promis de renvoyer les réfugiés syriens chez eux dans les deux prochaines années. Selon Yildiz, qui a voté pour Kılıçdaroglu, si ce dernier veut gagner il lui faudra “jouer la carte nationaliste lors du second tour”.

Une femme de 36 ans interrogée précise ne pas avoir voté pour Erdogan ou Kılıçdaroglu mais pour Ogan, cet obscur ultranationaliste qui a réuni plus de 5 % des voix à la présidentielle. Le peu qu’elle savait sur Ogan l’a séduite, mais elle s’est surtout laissé convaincre que les candidats traditionnels étaient proches d’organisations “terroristes” : “Des deux côtés, on navigue en eau trouble, et je n’aime pas ça.” Au second tour, cependant, elle votera pour Kılıçdaroglu. Elle ne comprend pas pourquoi tant de gens ont voté pour Erdogan. “Peut-être que les électeurs ont peur du changement, regrette-t-elle. J’aimerais voir s’installer un nouveau pouvoir, sans Erdogan. Mais pour de nombreuses personnes, Erdogan incarne l’État.”

—Kareem Fahim, publié le 17 mai

## Dernière minute

Le candidat ultranationaliste Sinan Ogan, considéré comme décisif pour l’élection, a fait son choix. Courtisé par le camp d’Erdogan comme par le candidat de l’opposition, Kemal Kılıçdaroglu, celui qui a recueilli 5,2 % des voix au premier tour a annoncé le 22 mai son soutien au chef de l’État sortant. Reste à savoir si les électeurs de ce dissident du parti d’extrême droite MHP, à la tête d’une alliance de petites formations ultranationalistes (dont celle d’Ümit Özdağ, lui aussi hostile aux réfugiés syriens mais plus proche de l’opposition), suivront sa consigne.

ISRAËL

# Les offensives contre Gaza sont un aveu d'impuissance

Menée à la mi-mai, la dernière opération israélienne meurtrière était la douzième en dix-sept ans. Selon le quotidien de gauche *Ha'Aretz*, elle révèle une fois encore l'échec total de la politique d'Israël dans l'enclave palestinienne.



—*Ha'Aretz*, extraits (Tel-Aviv)

Depuis le “désengagement” militaire unilatéral israélien d’août et septembre 2005 hors de la bande de Gaza [et l’évacuation de 17 colonies juives et de leurs 9 000 habitants], Israël a mené pas moins de douze offensives militaires contre ce territoire palestinien en dix-sept ans. De l’opération Geshem Rishon [“Première pluie”, septembre 2005] aux opérations Alout Ha’Shahar [“Aube naissante”, août 2022] et Magen ve-Hetz [“Bouclier et flèche”, mai 2023], en passant par l’opération Shomer Ha’Homot [“Gardien des murs”, mai 2021], quels résultats l’armée israélienne a-t-elle engrangés ? Pratiquement aucun.

Il était clair dès le départ qu’il y avait peu de chances que la dernière offensive, l’opération Magen ve-Hetz, débouche sur plus de résultats. Le 10 mai, lors d’une conférence de presse, le Premier ministre Benjamin Nétanyahou et le ministre de la Défense, Yoav Gallant, ont vanté les résultats de cette dernière offensive.

Pourtant, avec la meilleure volonté du monde, il est difficile d’être impressionné par ce discours officiel. Surtout lorsque Yoav Gallant exprime publiquement son admiration pour la performance de Nétanyahou, six semaines après que ce dernier a tenté de le limoger après qu’il a dit sa vérité sur les dangers latents du “putsch judiciaire”. Et encore moins quand Nétanyahou affirme, sans fondement aucun, que, par rapport aux offensives précédentes, davantage de commandants du [mouvement armé palestinien du] Djihad islamique ont été assassinés grâce à l’opération lancée le 9 mai.

**Retenue du Hamas.** L’opinion israélienne ne semble pas s’y tromper, elle qui s’était déjà interrogée sur l’utilité de l’opération lancée par l’éphémère gouvernement précédent [celui, centriste, de Naftali Bennett et Yaïr Lapid], en août 2022. Si toutes ces opérations étaient de telles réussites, nous n’en aurions pas besoin une fois par an en moyenne, le laps de temps les séparant devenant de plus en plus court.

La seule et simple vérité est cruelle : Israël, idéologiquement et militairement, n’est pas en mesure d’élaborer une solution concrète, ni pour l’avenir de la population [palestinienne] de la bande Gaza ni pour la menace militaire que peut représenter ce territoire placé sous la seule souveraineté du Hamas.

Depuis près de deux décennies, la plupart des mesures israéliennes, qu’elles soient militaires ou économiques, consistent simplement à “gérer” le conflit et à retarder autant que faire se peut toute éruption de violence.

Dans le meilleur des cas, les responsables israéliens n’espèrent qu’une seule chose : que les offensives militaires contre les organisations armées palestiniennes rétablissent l’équilibre de la dissuasion au profit d’Israël ou, en d’autres termes, augmentent les chances d’imposer le calme à la frontière pendant quelques mois tout au plus.

Le général Nimrod Aloni commandait la division de Gaza lors des deux précédentes opérations israéliennes, “Gardien des murs” et “Aube naissante”. Dans

**Les responsables israéliens n’espèrent qu’une seule chose : imposer le calme durant quelques mois.**

un article publié en novembre dernier dans un magazine de Tsahal [l’armée israélienne], *Bein Ha-ktavim* [“Entre les pôles”], il soulignait que l’opération de 2022 “n’a fait que renforcer une tendance observée depuis deux ans et dans laquelle le Hamas restreint la liberté d’action du Djihad islamique et d’autres petites organisations armées”.

Et Nimrod Aloni de poursuivre son raisonnement : “La retenue du Hamas découle d’abord et avant tout de la crainte d’être entraîné sans le vouloir dans une guerre totale avec Israël et aussi d’un désir de se renforcer politiquement à Gaza, de détourner les actes terroristes de la bande de Gaza vers la Judée-Samarie [Cisjordanie] et de permettre la poursuite de la réhabilitation socio-économique de la bande de Gaza par l’intermédiaire d’une aide financière du Qatar tolérée par Israël.”

Cette analyse de Nimrod Aloni, qui qualifie néanmoins les offensives israéliennes de 2021 et de 2022 de “réussites”, reflète l’opinion commune des échelons militaires et politiques israéliens, tous gouvernements et états-majors confondus.

Selon cette approche, il est possible de s’entendre avec le Hamas, au moins pour une durée limitée, malgré sa féroce inimitié idéologique envers Israël.

Le principal danger provient du Djihad islamique, qui n’a de cesse de provoquer une confrontation directe dans la bande de Gaza. A contrario, le Hamas, pour ses propres raisons, préfère des conflits sur des théâtres qui ne sont pas sous son contrôle : Jérusalem et la Judée-Samarie [Cisjordanie].

**Auto-intoxication.** Dans la présente opération, l’armée israélienne a également tenu à souligner officiellement que le Hamas n’était pas activement impliqué dans le tir de centaines de roquettes sur Israël. C’est le Djihad islamique et d’autres groupuscules palestiniens qui seraient derrière tout cela, le Hamas se contentant de leur donner l’autorisation de principe de lancer des roquettes et émettant des déclarations de soutien. À tel point que les porte-parole de Tsahal ont abandonné le slogan traditionnel qui tient le Hamas pour responsable de tout ce qui se passe à Gaza.

Dans le même temps, les décideurs militaires et politiques israéliens s’abstiennent de se demander si la distinction qu’Israël opère entre le Hamas et le Djihad islamique a réellement du sens ou n’est qu’un exercice d’auto-intoxication.

Une seule conclusion s’impose, démontrée une fois de plus par la dernière offensive israélienne : au-delà de l’option humanitaire, Israël, pour des raisons idéologiques, n’a aucune solution, ni politique ni militaire, à apporter au problème de fond posé par la bande de Gaza. D’autant que l’Autorité palestinienne [installée en Cisjordanie sous l’autorité du Fatah de Mahmoud Abbas et partenaire théorique d’Israël] reste snobée tant par le Hamas que par tous les gouvernements israéliens.

—*Amos Harel*, publié le 12 mai

↳ Dessin de Hassan Bleibel, paru dans *Daily Star*, Beyrouth.

## Douze opérations en dix-sept ans

●●● Depuis le retrait unilatéral de l’armée israélienne hors de la bande de Gaza et l’évacuation de 17 colonies juives et de leurs 9 000 habitants à la fin de l’été 2005, Tsahal a déclenché, en riposte à des tirs de barrage palestiniens, une douzaine d’opérations militaires.

**Septembre 2005** — Opération Geshem Rishon (“Première pluie”).

**Juin-octobre 2006** — Opération Gishmei Kayitz (“Pluies d’été”).

**Novembre 2006** — Opération Ananei Stav (“Nuages d’automne”).

**Mars 2008** — Opération Horef Ham (“Hiver chaud”).

**Décembre 2008-janvier 2009** — Opération Oferet Yetzouka (“Plomb durci”).

**Mars 2012** — Opération Had Hozer (“Retour d’écho”).

**Novembre 2012** — Opération Amoud Anan (“Pilier de défense”).

**Juillet-août 2014** — Opération Tzouk Eitan (“Bordure protectrice”).

**Novembre 2019** — Opération Hagoura Shkhoura (“Ceinture noire”).

**Mai 2021** — Opération Shomer Ha’Homot (“Gardien des murs”).

**Août 2022** — Opération Alout Ha’Shahar (“Aube naissante”).

**Mai 2023** — Opération Magen ve-Hetz (“Bouclier et flèche”).

Au total, depuis le “désengagement” de Tsahal hors de la bande de Gaza à la fin de l’été 2005, et sans tenir compte d’affrontements sporadiques entre organisations armées palestiniennes et armée israélienne, le bilan humain de ces dix-sept dernières années est de 1 900 combattants et 2 800 civils tués côté palestinien, et de 100 combattants et 23 civils tués côté israélien.



amériques

## États-Unis.

# Le pays magique de Ron DeSantis

Lorgnant la Maison-Blanche, le gouverneur républicain de Floride entend remodeler l'Amérique à l'image de ce qu'il veut pour son État : inégalitaire, antiwoke et réactionnaire.

—The Guardian, extraits (Londres)

Le titre du livre du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, dont il fait la promotion avec énergie dans tout le pays, compte moins que son sous-titre. *The Courage to Be Free* ["Le courage d'être libre"] est un titre banal, le même que celui d'un ouvrage écrit par l'acteur Charlton Heston, grand défenseur du droit à posséder des armes à feu. Le sous-titre de l'ouvrage, en revanche, *Florida's Blueprint for America's Revival* ("La Floride, un modèle pour relancer l'Amérique"), dévoile les ambitions nationales de DeSantis.

Tandis que l'ancien président Donald Trump est reparti en campagne avec son slogan usagé "Make America great again" ["Rendre sa grandeur à l'Amérique"], Ron DeSantis propose, lui, de "Transformer l'Amérique en Floride" – une devise déclinée sur des casquettes, des drapeaux et d'autres produits dérivés.

Le gouverneur républicain prétend en effet que dans le Sunshine State [l'"État ensoleillé", surnom de la Floride] l'avenir radieux est déjà là grâce à lui. S'il est bel et bien candidat à la présidentielle de 2024, il affirmera être en mesure de rééditer cet exploit, un État américain après l'autre. La Floride, selon sa théorie, est un incubateur d'idées conservatrices qui marchent.

Il agite cette carotte sous le nez des républicains qui en ont assez de perdre avec Trump et se cherchent un sauveur. Ron DeSantis écrit dans son livre que, quand il a été élu gouverneur pour la première fois, en 2018, les électeurs inscrits sous étiquette démocrate en Floride étaient 300 000 de plus que les

républicains. En octobre dernier, un mois avant sa réélection au poste de gouverneur, les électeurs inscrits sous étiquette républicaine étaient 300 000 de plus que les démocrates. "Ce qu'a fait la Floride, c'est de créer un modèle de gouvernance qui a accouché de résultats tangibles, tout en infligeant un camouflet aux élites établies qui ont entraîné notre nation dans l'abîme", souligne Ron DeSantis dans son ouvrage.

Ses détracteurs se demandent pourtant si son obsession des guerres culturelles ("*La Floride sera le tombeau du wokisme*", aime-t-il à dire) est aussi populaire qu'il y paraît. Ils soutiennent en outre qu'avec tous ses problèmes climatiques, économiques et sociaux la Floride est loin d'être le paradis que DeSantis se plaît à dépeindre.

"En vérité, c'est un modèle pour les gens qui veulent abuser de leur pouvoir afin de s'en prendre à ceux qui ne sont pas d'accord avec leur politique, commente le député démocrate de Floride Maxwell Frost, le plus jeune membre du Congrès de Washington. Ce que nous exportons depuis la Floride, c'est le fascisme. On peut espérer que la plupart des habitants de l'État verront clair dans son jeu."

Gouverneur du troisième État le plus peuplé des États-Unis, Ron DeSantis, âgé de 44 ans,

a imposé des limites à l'enseignement des questions raciales et de la sexualité dans les établissements scolaires, contraignant certaines écoles à retirer des livres de leurs bibliothèques. Il a également interdit aux filles transgenres de participer aux compétitions sportives scolaires, réorganisé la carte politique de l'État en faveur des républicains, attaqué la société Disney et d'autres entreprises

### La Floride, selon sa théorie, est un incubateur d'idées conservatrices qui marchent.

qui contestent son idéologie, et réprimé les manifestations du mouvement Black Lives Matter.

Puis, il y a eu la pandémie de Covid-19. Le gouverneur s'est, pour l'essentiel, contenté d'appliquer les consignes des autorités sanitaires durant les premiers mois, fermant les plages, les bars et les écoles de Floride. Mais il a fait volte-face au début de l'année 2021 : il a rouvert les écoles avant d'autres États et a interdit d'imposer le port du masque et la vaccination dans les entreprises et la fonction publique. Quand les

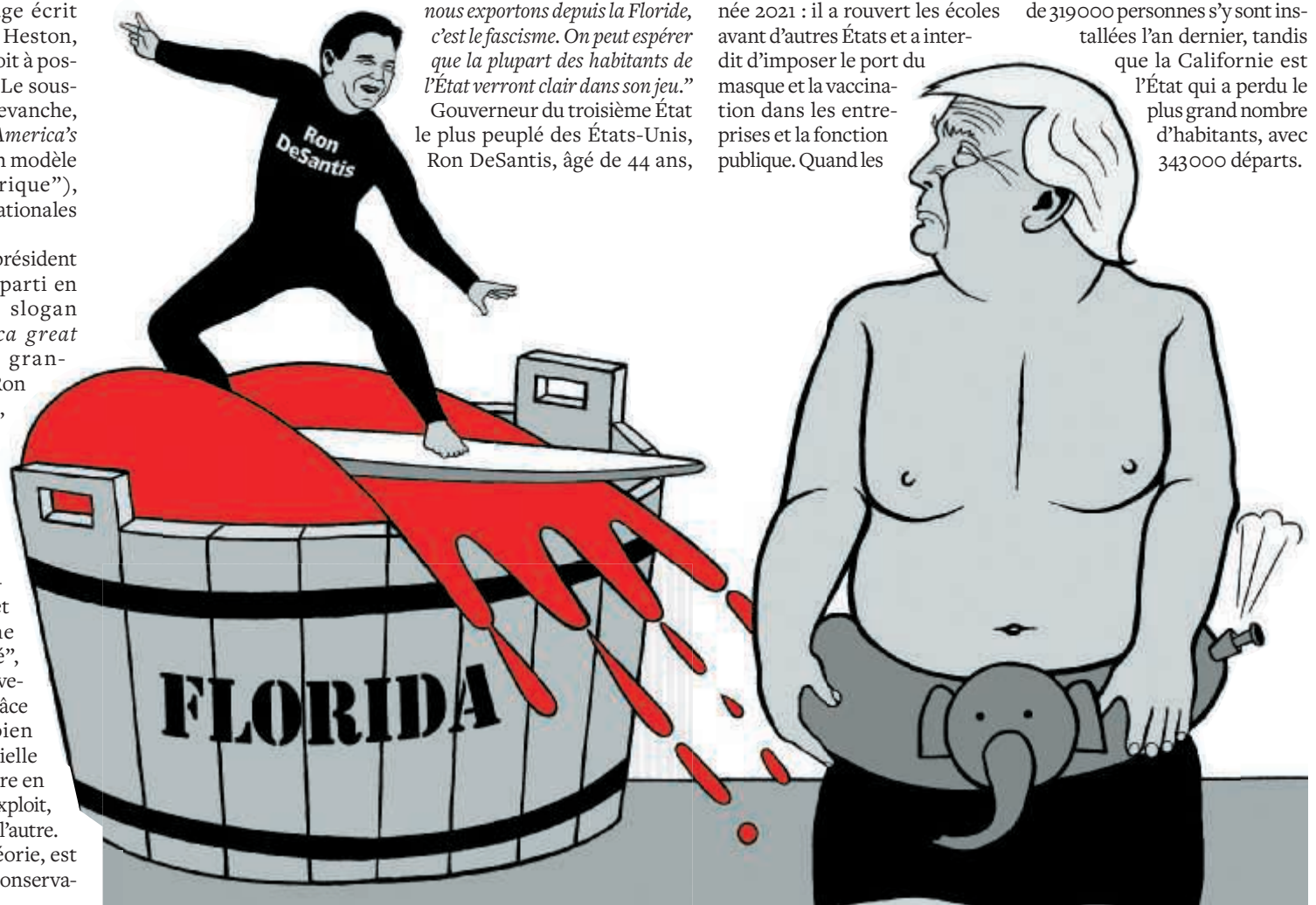
↓ Floride. Dessin de Hachfeld, Allemagne.

médias ont mis en question son approche, il a riposté avec hargne, pour la plus grande joie d'une base qui adore "faire la nique aux gauchistes".

L'an dernier, DeSantis a collecté des fonds record pour sa campagne de réélection et a été réélu avec près de 20 points d'avance sur son adversaire démocrate, dans ce qui était naguère considéré comme un État indécis. Et il a trompé que sa victoire confirmait la popularité de ses idées en Floride.

Les républicains disposent désormais d'une majorité écrasante au Parlement de l'État et dictent leurs priorités à travers des projets de loi ou des lois pour imposer aux enseignants les pronoms qu'ils peuvent utiliser avec leurs élèves en classe, faciliter la détention et le port d'armes, rendre l'État inhospitalier aux immigrants clandestins et interdire les spectacles de drag-queens.

Ils l'assurent, c'est grâce au programme de DeSantis que la Floride arrive au premier rang de la migration interne aux États-Unis. Près de 319 000 personnes s'y sont installées l'an dernier, tandis que la Californie est l'État qui a perdu le plus grand nombre d'habitants, avec 343 000 départs.



Pour Christian Ziegler, le chef du parti républicain de Floride, “ce que l’on voit, ce sont des gens qui quittent d’autres États qui ont des idéologies, des opinions et des politiques complètement opposées. La Californie, New York – tout le monde quitte ces États et afflue dans le nôtre. Cela confirme que le modèle de la Floride fonctionne. Si la Floride était un téléphone portable, ce serait sans doute l’iPhone d’Apple. Tout le monde le veut, tout le monde l’achète et tout le monde se tourne vers lui.”

**Zones d’ombre.** À en croire Christian Ziegler, cet attrait s’explique en partie par l’approche “pro-liberté” adoptée par le gouverneur Ron DeSantis pendant la pandémie, qui a permis aux entreprises et au tourisme de redémarrer plus vite qu’ailleurs, et par son soutien à la croisade des républicains pour les “droits des parents”.

Les détracteurs de DeSantis ont une tout autre version des choses. Ils font observer que la Floride a toujours séduit grâce à son climat ensoleillé et à l’absence d’impôts locaux sur le revenu. La pandémie et le développement du télétravail ont encore accru l’attrait de l’État pour ceux qui fuient les grandes villes où la vie est chère, comme New York.

S’exprimant depuis Sarasota, Christian Ziegler défend, par ailleurs, la politique controversée de DeSantis sur l’enseignement de l’histoire raciale aux États-Unis. “De mon point de vue, je peux vous dire qu’on nous a enseigné les injustices de l’esclavage. On nous a parlé des efforts héroïques de Harriet Tubman ou de Martin Luther King, indique-t-il. C’est tout à fait différent de la théorie critique de la race, où ils essaient de mettre en avant l’idée que tout le monde dans la société est soit un opprimé, soit un oppresseur, ou que votre seule couleur de peau suffit à faire de vous quelqu’un qui a des préjugés ou de la haine.”

C’est là une présentation fallacieuse de la “théorie critique de la race”, laquelle étudie comment le racisme a été inscrit dans le droit américain et d’autres institutions, assurant ainsi la domination des Blancs. Elle n’est pas systématiquement enseignée dans les écoles publiques.

Les progressistes contestent l’idée que la priorité accordée par DeSantis aux guerres culturelles

soit efficace. “Ce qu’il vend, c’est un projet de haine et de racisme, condamne Brandon Wolf, attaché de presse de l’association de défense des droits LGBTQI Equality Florida et rescapé de la fusillade de la boîte de nuit gay le Pulse, en 2016. Ron DeSantis est honnête sur un point, à savoir qu’il essaie bien de refourguer la camelote autoritaire utilisée en Floride au reste du pays.”

Wolf explique que, sous le vernis de la prospérité vantée par le gouverneur, les zones d’ombre ne manquent pas dans l’État. Havre pour retraités, la Floride est dotée du pire système de santé pour les personnes âgées des 50 États américains. Elle est l’un des 10 États qui ont refusé d’étendre Medicaid, le programme public d’assurance médicale à destination des personnes à faibles revenus, conformément à l’Affordable Care Act [la loi sur les soins abordables, ou Obamacare, votée sous Obama].

Dans le même temps, le coût de la vie y est monté en flèche. En Floride, le prix de l’immobilier a grimpé de 80 % au cours des cinq dernières années. Et il devient de plus en plus onéreux d’assurer son domi-

**“Ce qu’il vend, c’est un projet de haine et de racisme.”**

**Brandon Wolf,**  
DÉFENSEUR DES DROITS LGBTQI

cile dans un État confronté à des ouragans et à des tempêtes toujours plus violents du fait de la crise climatique.

“La question du fabuleux succès de la Floride, il suffit de la poser aux gens qui ne dorment plus la nuit en raison du coût du logement et du danger que représentent les ouragans, ajoute Wolf. Allez leur demander s’ils ont l’impression que la Floride est l’État le plus prospère et le plus libre du pays.”

L’éducation est un bon exemple. Pendant que DeSantis se livre à un spectacle politique sur l’enseignement des questions raciales, de genre et d’identité sexuelle, l’État fait face à une grave pénurie d’enseignants dans les écoles publiques, depuis longtemps sous-financées.

Tim Canova, professeur de droit à l’université Nova Southeastern de Fort Lauderdale, détaille : “Les

**Repères**

**En guerre contre Disney**

●●● En plein conflit très médiatisé avec les législateurs de l’État et Ron DeSantis, The Walt Disney Company a annoncé, le 18 mai, renoncer à construire un campus de près de 900 millions de dollars près de son parc d’attractions en Floride, indique **The Wall Street Journal**. Une étape de plus dans la guerre qui oppose le groupe emblématique au gouverneur républicain de Floride. En effet, la société s’était attiré les foudres du républicain l’an dernier en dénonçant un projet de loi qui restreignait l’enseignement des sujets en lien avec l’orientation sexuelle et l’identité de genre dans les écoles primaires de l’État. Ron DeSantis était passé à l’offensive en avril en cherchant à prendre le contrôle de Reedy Creek,

un district fiscal spécial qui permet au groupe Disney de gérer lui-même le terrain où se trouvent ses parcs à thèmes et ses hôtels, près d’Orlando : il avait tenté d’annuler un accord de développement de trente ans que Disney avait conclu deux mois plus tôt. La société avait alors répliqué en portant plainte, estimant qu’il s’agissait d’une “vengeance ciblée” à son encontre pour la punir d’avoir exercé sa “liberté d’expression”. “DeSantis a fait de sa querelle avec Disney le pilier de son identité politique, analysait alors **Vox**. L’un des aspects clés de sa campagne, c’est sa volonté de s’en prendre aux entreprises wokes. Le fait d’être perçu comme ayant été vaincu par l’une d’entre elles affaiblirait sa candidature.”

enseignants sont sous-payés, leurs effectifs sont clairsemés, les programmes scolaires sont dictés par les autorités.”

Des données collectées par l’organisation Data for Progress, un institut de sondage de gauche, mettent également en doute la viabilité de la politique ultraconservatrice de DeSantis dans d’autres États que la Floride, et montrent que les électeurs indépendants du pays penchent majoritairement en faveur des démocrates sur les questions relatives aux guerres culturelles.

**Extrémiste.** “La plupart des Américains apprécient sans doute le climat en Floride. Mais il est certain qu’ils n’aiment pas la politique mise en avant par le gouverneur DeSantis et les législateurs républicains de l’État, en particulier sur certains thèmes des guerres culturelles qui prédominent aujourd’hui dans les médias de la droite dure”, assène ainsi Danielle Deiseroth, à la tête de Data for Progress. Selon elle, “cette politique extrémiste va d’emblée rebuter beaucoup d’électeurs. Les femmes en particulier.”

Ce que semblent confirmer les résultats des élections législatives de mi-mandat de 2020, les candidats de l’aile droite du Parti républicain n’ayant obtenu que peu de voix d’électorales, entre autres du fait de sa position outrancière sur des questions comme celle de l’avortement. En Floride, Ron DeSantis a promulgué, le 13 avril, une loi prohibant tout avortement après six semaines de grossesse, alors que la majorité de ses administrés s’y oppose.

Rick Wilson, un stratège républicain dont la famille vit en Floride depuis cinq générations, est très critique à l’égard de DeSantis. Il a aussi fondé le Lincoln Project, une organisation anti-Trump. Installé à Tallahassee, il doute que la Floride puisse servir de laboratoire pour les idées d’une renaissance républicaine.

Il rappelle l’échec, en 2016, de la campagne présidentielle du gouverneur républicain du Texas Rick Perry. “Il a débarqué en disant : ‘Je suis le champion, avec moi Washington va fonctionner comme le Texas.’ C’était

l’essentiel de son discours, et il s’est étalé comme une crêpe.”

Loin d’être un projet d’avenir pour l’Amérique, la Floride serait plutôt “la boîte de Petri des mauvaises idées”, estime Rick Wilson. “Parmi certains des conservateurs avec qui je me suis entretenu, on commence à entendre des choses du style : ‘Je préférerais qu’il fasse plus pour réduire les impôts au lieu de s’occuper d’interdire des livres, qu’il parle plus de l’ingérence de l’État au lieu de proposer que l’État punisse les gens.’ Dans le monde de Maga [allusion au slogan de Trump : “Make America great again”], ce discours autoritaire, ça marche pas mal. Mais, une fois de plus, il est difficile d’être plus Trump que Trump.”

Cette tendance autoritaire inquiète les militants qui accusent DeSantis et ses alliés d’avoir proposé des projets de loi visant à durcir les conditions d’inscription sur les listes électorales afin de marginaliser les électeurs de couleur. Son modèle, affirment-ils, constituerait une menace fondamentale pour les droits civiques si on l’exportait hors de la Floride.

Pour Jasmine Burney-Clark, fondatrice d’Equal Ground, une association qui favorise l’engagement citoyen des Noirs, “dans cet État, les gens de couleur, surtout les Noirs qui se sont retrouvés en butte à ses attaques, n’ont pas le sentiment qu’il constitue un modèle de réussite, de liberté ou de libération. Si vous rêvez d’un monde où règnent la suprématie blanche, la haine et la politique raciste, alors, c’est vraiment un programme parfait pour le reste du pays”.

— **David Smith,**  
publié le 10 avril

**SOURCE**



**THE GUARDIAN**  
Londres, Royaume-Uni  
Quotidien, 134 443 ex.  
theguardian.com

Né en 1821, ce titre compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. *The Guardian* est considéré comme le journal de référence de l’intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

—The New York Times, *extraits*  
(New York)

Dans la capitale, un magasin propose à la vente des sacs à main Prada, ainsi qu'une télévision de 110 pouces affichée à 115 000 dollars. Non loin de là, un concessionnaire Ferrari a ouvert ses portes, et un nouveau restaurant propose aux gourmets les plus aisés de déguster un repas, assis au sommet d'une grue géante surplombant la ville.

Non, nous ne sommes pas à Dubaï ni à Tokyo, mais bien à Caracas, la capitale du Venezuela, où une révolution socialiste avait promis jadis l'égalité et la fin de la bourgeoisie.

Il y a une dizaine d'années, l'économie vénézuélienne a imploré, provoquant un départ massif de migrants [plus de 6 millions depuis 2014] lors de l'une des pires crises de l'histoire moderne de l'Amérique latine. Cependant, aujourd'hui, on constate, à travers certains signes, que le pays s'installe dans une nouvelle normalité, avec des produits du quotidien facilement disponibles, une pauvreté qui commence à régresser et des poches de richesse qui surgissent là où on ne les attend pas.

Le gouvernement socialiste de l'autoritaire président Nicolás Maduro [qui a succédé au président socialiste Hugo Chavez en 2013] se retrouve donc à la tête d'une économie en nette amélioration, avec, face à lui, une opposition qui peine à s'unir. De plus, les États-Unis ont allégé les sanctions pétrolières qui avaient contribué à mettre à mal les finances du pays. Néanmoins, une grande partie de la population vit toujours dans des conditions difficiles et, malgré une atténuation de l'hyperinflation qui avait paralysé l'économie, les prix triplent encore chaque année, et le taux d'inflation figure parmi les plus élevés du monde.

Mais depuis que le gouvernement a assoupli les restrictions sur l'utilisation du dollar américain pour remédier à l'effondrement de l'économie vénézuélienne, l'activité commerciale reprend dans ce qui était autrefois l'État le plus riche de la région.

**Croissance de 15 %.** Il en résulte une division de plus en plus marquée entre les nantis d'un côté et les démunis de l'autre, et l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde, d'après la très respectée "Enquête sur les conditions de vie au Venezuela" (Encovi) de l'Institut de recherche économique et sociale de l'université catholique Andrés-Bello de Caracas.

Nicolás Maduro se targue d'une croissance économique annuelle de 15 % l'an dernier, assortie d'une augmentation des recettes fiscales et des exportations, mais certains économistes soulignent que le chiffre est trompeur car il fait suite à des années de dégringolade.



## Venezuela. République socialiste des inégalités

Près de dix ans après son effondrement économique, le pays renoue avec la croissance et sort de son isolement diplomatique. Mais les disparités de revenus n'y ont jamais été si criantes.

Si, pour la première fois en sept ans, on observe un recul de la pauvreté, qui ne touche plus que la moitié de la population, alors que ce chiffre s'élevait à 65 % en 2021, l'enquête Encovi montre aussi que les Vénézuéliens les plus riches sont 70 fois plus riches que les plus pauvres – ce qui place le pays au même niveau que certains pays d'Afrique en matière de disparités.

L'utilisation du dollar américain est souvent réservée aux personnes liées aux services gouvernementaux ou impliquées dans des activités illicites. Or, d'après une étude effectuée en 2022 par Transparency International, les activités illégales comme la contrebande de nourriture, de carburant, d'êtres humains et de gaz représentaient plus de 20 % de l'économie vénézuélienne.

Bien que certains quartiers de Caracas regorgent d'habitants capables de s'offrir

☞ Deux aspects de Caracas, en janvier : un restaurant huppé et une rue populaire.

Photo Adriana Loureiro Fernandez/The NY Times

un éventail toujours plus large de produits importés, un enfant sur trois au Venezuela souffrait de malnutrition en mai 2022, rappelle l'Académie nationale de médecine. Les Nations unies estiment à au moins sept millions le nombre de Vénézuéliens qui, n'en pouvant plus, ont fini par quitter leur patrie depuis 2015.

En dépit du nouveau slogan du gouvernement Maduro qui affirme que *"le Venezuela s'est rétabli"*, beaucoup de citoyens doivent encore se débrouiller avec l'équivalent de seulement quelques dollars par jour, tandis que les employés du secteur public descendent dans la rue pour protester contre leurs bas salaires.

*"Je dois faire des acrobaties pour y arriver"*, nous confie María Rodríguez, 34 ans, qui travaille comme laborantine à Cumaná,



REPORTAGE

une petite ville située à 400 kilomètres à l'est de la capitale. Elle explique que, pour payer la nourriture et les frais de scolarité de sa fille, elle doit exercer en plus une activité annexe de vente de produits de beauté, et compte aussi sur l'aide financière de ses proches.

Quant à Yrelys Jiménez, une institutrice de maternelle à San Diego de los Altos, à une demi-heure de route au sud de Caracas, elle décrit avec humour sa situation, affirmant que son salaire de 10 dollars par mois lui garantit d'avoir *"de quoi manger aujourd'hui et d'avoir faim demain"*.

Malgré ces difficultés, Nicolás Maduro, dont les services n'ont pas souhaité répondre à nos questions, met surtout l'accent sur les indicateurs économiques en hausse du pays.

**Pétrole au marché noir.** Il faut dire que le changement de stratégie des États-Unis à l'égard du Venezuela a joué en faveur de son gouvernement. Après que celui-ci a accepté de reprendre les pourparlers avec l'opposition, en novembre dernier, l'administration Biden a accordé à Chevron un permis de forage de six mois renouvelable, l'autorisant à pomper du pétrole au Venezuela. L'accord stipule cependant que les bénéfices doivent servir à rembourser les dettes du gouvernement vénézuélien envers Chevron.

En fait, même si les États-Unis interdisent toujours les achats auprès de la compagnie pétrolière nationale, le Venezuela a augmenté ses ventes de pétrole au marché noir à la Chine par l'intermédiaire de l'Iran, selon des spécialistes des sources d'énergie.

Par ailleurs, Nicolás Maduro sort également de son isolement en Amérique latine, à la faveur du glissement de la région vers la gauche, qui a entraîné un dégel des relations. La Colombie et le Brésil, tous deux dirigés par des leaders de gauche récemment élus, ont rétabli leurs relations diplomatiques. En particulier, le nouveau président colombien, Gustavo Petro, affiche

sa sympathie pour Nicolás Maduro, qu'il a rencontré à plusieurs reprises, tout en donnant son aval à un accord d'importation de gaz vénézuélien.

Suite à la récente dissolution du gouvernement parallèle mis en place par l'opposition, le président Maduro semble confiant en son avenir politique, à l'approche des élections présidentielles prévues l'an prochain.

Certes, le taux d'inflation de 234 % enregistré l'année dernière place le Venezuela au deuxième rang mondial dans ce domaine, derrière le Soudan, mais le taux n'a rien à voir avec l'hyperinflation observée en 2019, lorsqu'il avait explosé pour atteindre 300 000 %, selon la Banque mondiale. Parallèlement à la hausse de la production et des prix, le Venezuela constate également

désormais une augmentation des revenus provenant du pétrole, son produit phare à l'exportation. Avec près de 700 000 barils par jour, la production du pays est supérieure à celle de l'année dernière, même si elle était deux fois plus élevée en 2018 et quatre fois plus élevée en 2013, indique Francisco Monaldi, un chercheur de l'université Rice de Houston, spécialisé dans la politique énergétique de l'Amérique latine.

L'assouplissement des restrictions sur le dollar par le gouvernement vénézuélien a permis à certaines personnes d'utiliser plus facilement l'argent envoyé de l'étranger. En fait, bien souvent, cela ne se traduit pas par des échanges d'argent liquide. En effet, les Vénézuéliens qui ont les moyens utilisent de plus en plus des applications numériques comme Zelle pour payer des biens et des services avec des dollars placés sur des comptes en dehors du pays.

Cependant, des responsables américains estiment que le tableau économique du Venezuela donne une image quelque peu trompeuse. Ainsi, selon le sous-secrétaire d'État adjoint [pour l'Amérique du Sud] Mark A. Wells, *"ils ont réussi à composer avec une grande partie des problèmes provoqués par les sanctions grâce à la dollarisation de l'économie, et ils paraissent en mesure, avec le temps, d'atteindre un niveau qui profite surtout aux élites, mais les pauvres sont toujours très, très pauvres."* *"On ne peut donc pas dire que tout est plus stable, ni que tout s'est amélioré"*, ajoute-t-il.

Arrivé au pouvoir il y a près de dix ans, Nicolás Maduro a été élu pour la dernière fois en 2018, à l'issue d'un scrutin considéré par beaucoup comme un simulacre d'élection, et désavoué par une grande partie de la communauté internationale.

De nombreuses personnes étant convaincues que Nicolás Maduro avait gagné de manière frauduleuse, l'Assemblée nationale avait fini par considérer la présidence comme vacante et s'était appuyée sur une disposition de la Constitution

pour nommer un nouveau dirigeant, Juan Guaidó. Cet ancien leader étudiant avait alors été reconnu par des dizaines de pays, dont les États-Unis, comme le dirigeant légitime du Venezuela.

**"Une économie détruite."** Mais cette figure de proue d'un gouvernement parallèle, qui supervisait les comptes financiers gelés à l'étranger, n'avait aucun pouvoir à l'intérieur du pays. En décembre, l'Assemblée nationale l'a donc déchu de ses fonctions, tout en mettant fin au gouvernement par intérim. Un certain nombre de personnalités de l'opposition ont d'ores et déjà annoncé leur intention de se présenter aux primaires prévues en octobre, même si de nombreux analystes politiques doutent que le président laisse se dérouler des élections correctement.

Pour Juan Guaidó, *"ce que Maduro a aujourd'hui en face de lui, c'est une opposition disparate et dispersée. Il a également une majorité de la population contre lui. Il continue d'être un dictateur sans soutien populaire, avec une économie détruite par sa faute. Des professeurs, des infirmières, des personnes âgées sont d'ailleurs en train de manifester au moment où je vous parle."*

Même des personnes comme Eugenia Monsalves, qui possède une entreprise de fournitures médicales à Caracas et qui a scolarisé ses deux filles dans des écoles privées, se disent frustrées par la direction prise par le pays. Bien qu'elle fasse partie de la classe moyenne supérieure, elle affirme qu'elle doit toujours faire attention à ses dépenses.

Il lui arrive d'aller manger de temps en temps au restaurant, et elle s'est déjà rendue dans certains des nouveaux magasins de luxe de la ville, mais sans jamais rien acheter : *"La grande majorité des Vénézuéliens connaissent une situation compliquée, très compliquée."*

Eugenia Monsalves pense que Maduro et son équipe gouvernementale doivent partir, mais elle craint que les meilleurs candidats n'aient été contraints à l'exil ou discrédités. Elle regrette que l'opposition ne se soit pas réunie autour de ce dont elle a le plus besoin : un leader capable de dynamiser l'électorat. *"C'est ce que je souhaite le plus, comme beaucoup d'autres Vénézuéliens, dit-elle. Mais sans un candidat unique avec un programme clair, ce sera difficile."*

— Isayen Herrera, Frances Robles, publié le 21 mars



Le mode sombre  
Le Réveil Courrier  
L'horoscope de Rob Brezsný

## Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design  
 Vos articles en favoris  
 Le meilleur de la presse étrangère




L'appli qui met tout Courrier international dans votre poche

ILLUSTRATIONS JOËP BERTRAMS, VÉRANE COTTIN



france

# Justice. Entre Sarkozy et les juges, une "guerre sans merci"

L'ancien président français a été de nouveau condamné en appel le 17 mai dans l'affaire dite "Bismuth". Selon ce journaliste suisse, le "tunnel judiciaire" est voué à se poursuivre.



—Blick (Zurich)

C'est une guerre sans merci. En condamnant de nouveau Nicolas Sarkozy à trois ans de prison, dont un an ferme, et trois ans de privation de ses droits civiques, les magistrats de la cour d'appel de Paris ont confirmé ce que toute la France observe depuis le départ de celui-ci de l'Élysée, en mai 2012 : l'ancien président, âgé de 68 ans, ne sortira jamais de son long tunnel judiciaire.

Cette condamnation, suspendue par la décision de l'ex-chef de l'État de se pourvoir immédiatement en cassation, repose en effet avant tout sur la question de l'exemplarité de comportement attendue de la part d'un ex-locataire de l'Élysée. S'il est définitivement condamné, l'ex-président sera autorisé à porter un bracelet électronique. Il ne sera pas incarcéré.

Durant les débats en première instance, puis en appel, Nicolas Sarkozy avait en effet plutôt brillamment plaidé sur l'absence de preuves irréfutables dans les mains du procureur, qui l'accuse d'avoir cherché à soudoyer un magistrat (son coaccusé, le juge Gilbert Azibert) avec l'aide d'un ami avocat (le deuxième coaccusé, Thierry Herzog) pour obtenir des informations sur un dossier impliquant la défunte milliardaire française Liliane Bettencourt.

**Une première.** Il est vrai que les juges n'avaient guère d'éléments probants, à part des conversations entre "Sarko" et son ami avocat sur un téléphone portable utilisé par l'ancien président sous le nom d'emprunt de Paul Bismuth. Oui, la question d'une possible promotion du juge Azibert à Monaco avait

bien été évoquée par les deux hommes en 2014, soit deux ans après la victoire présidentielle du socialiste François Hollande. Oui, l'avocat Thierry Herzog, ami de toujours de Sarko, s'est bien rendu dans la foulée dans la principauté où le magistrat espérait être nommé. Oui, Gilbert Azibert s'était déclaré prêt à lâcher des infos sur l'affaire alors en cours. Mais de là à établir un "pacte de corruption" et aboutir, pour la première fois dans l'histoire politique française, à la condamnation d'un ancien chef de l'État à un an de prison ferme...

Exemplarité. C'est la même notion qui a prévalu lorsque les juges ont condamné en appel à quatre ans de prison, dont un an ferme, l'ancien Premier ministre de Sarkozy, François Fillon, pour les emplois fictifs dont avait, entre autres, bénéficié sa femme entre 2002 et 2013.

Un président et un chef de gouvernement ne doivent simplement pas faire ça. Nicolas Sarkozy ne devait pas utiliser une ligne téléphonique cachée pour déjouer les écoutes. Il ne devait pas évoquer les possibilités d'avancement d'un magistrat tout en cherchant à obtenir de lui des informations sur une affaire judiciaire en cours d'instruction. François Fillon ne devait pas faire rémunérer son épouse par l'Assemblée nationale, alors qu'elle n'y mettait jamais les pieds.

Exemplarité. Ce terme est à double tranchant, car il devrait aussi s'appliquer aux juges. En 2013, le site Atlantico publie des photos d'un "mur des cons" sur lequel figure la

**Après la Cour de cassation, il envisage déjà de saisir la Cour européenne des droits de l'homme.**

photo de l'ex-président français, dans les locaux d'un syndicat de magistrats. Cette affaire donne une image partisane de la justice. La présidente du syndicat concerné sera d'ailleurs condamnée en 2018 à 5000 euros de dommages et intérêts.

Sauf que, pour les électeurs de droite et les partisans de Sarko, le mal est fait. La justice ne laissera jamais tranquille l'ex-chef de l'État, que le parquet national financier (PNF) a souhaité, le 11 mai, renvoyer en procès dans le dossier du présumé financement illégal libyen de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007. C'est pour cette raison que l'intéressé ne lâche rien. Après la Cour de cassation, Nicolas Sarkozy envisage déjà de saisir la Cour européenne des droits de l'homme. Entre lui et la justice, la guerre s'annonce interminable.

Les dessous de ce jugement de la cour d'appel, assurée d'accroître la mauvaise réputation d'affairisme de l'ex-président français, sont aussi à rechercher dans le nombre d'affaires judiciaires dans lesquelles il est impliqué. Avocat de formation, associé, dans le passé, de son coaccusé Thierry Herzog, Nicolas Sarkozy est partie prenante dans trois dossiers politico-financiers qui, dans d'autres pays que la

France, l'auraient sans doute obligé à rester en retrait de la vie publique.

En résumé :

– Affaires des écoutes téléphoniques : deux condamnations identiques pour "corruption active", "trafic d'influence" et "recel de violation du secret professionnel". Quatre ans de prison, dont un an ferme.

– Comptes de la campagne présidentielle de 2012 : une condamnation en première instance à un an de prison ferme, le 30 septembre 2021, pour "financement illégal de campagne électorale". Procès en appel attendu en novembre 2023.

– Soupçons de financements illégaux libyens pour la campagne en 2007 : mis en examen pour "corruption passive", "financement illégal de campagne électorale", "recel de fonds publics libyens" et "association de malfaiteurs". En attente de renvoi (ou non) en procès.

S'y ajoute le statut de "témoin assisté" dans l'affaire des commissions versées par le constructeur Naval Group pour des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Ce qui explique l'attentat de Karachi du 8 mai 2002, où onze employés français ont trouvé la mort. Six condamnations ont été prononcées par le tribunal correctionnel en juin 2020 dans le volet financier de l'enquête. Un procès en appel est attendu en 2024.

Nicolas Sarkozy et la justice française? Une guerre sans merci. Pour laquelle les juges ont encore de solides munitions face à un ancien président qui, à chaque fois, plaide son innocence et dénonce le fonctionnement du système judiciaire. En promettant de se battre "jusqu'au bout".

—Richard Werly,  
publie le 17 mai

**SOURCE**



**BLICK**

Zurich, Suisse

Quotidien, 403 000 ex.

blick.ch

Fondé en 1959, Blick est le premier tabloïd suisse, historiquement et en importance. Quotidien imprimé en langue allemande, il dispose depuis juin 2021 d'une version de son site en français. Il est publié par le groupe Ringier.

SOCIÉTÉ

# Les Français céderont-ils au hard-discount?

Un magasin Aldi, l'historique distributeur hard-discount allemand, dans le très chic VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris? Un quotidien allemand tente de comprendre.

—Die Welt, extraits (Berlin)

**A** Paris, la rue Cler, dans le VII<sup>e</sup> arrondissement, concentre tout ce dont peuvent rêver les gourmets : d'opulents étalages de fromages, des pyramides de légumes baricolés si artistiquement agencés qu'ils atterrissent plus souvent sur Instagram qu'au fond d'une poêle, et des bouchers qui vont jusqu'à coiffer les plumes de leurs pintades. Et c'est dans ce saint des saints de la culture gastronomique française qu'un supermarché Aldi a ouvert il y a quelques mois.

Un Aldi au pied de la tour Eiffel? Car la France est elle aussi frappée par l'inflation. Pas autant que l'Allemagne, mais suffisamment pour que l'enseigne de supermarchés discounts intéresse désormais les classes moyennes.

Plusieurs sondages montrent que plus de la moitié des Français interrogés ressentent durement l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Un quart d'entre eux sont obligés de faire des sacrifices. Les prix dans l'alimentaire ont augmenté de 14,5 % en France par rapport au printemps dernier, et de 21,8 % en Allemagne.

Il y a quelques semaines, la Première ministre, Elisabeth Borne, se trouvait dans un supermarché pour parler du "panier anti-inflation" voulu par son gouvernement. Après le passage mouvementé de la réforme des retraites, le pouvoir souhaite ouvrir un nouveau chapitre et se concentrer sur les problèmes quotidiens des Français. À l'issue de plusieurs semaines de discussions, les enseignes de distribution ont annoncé la création d'un panier de produits de première nécessité dont le prix sera bloqué.



"L'heure du hard-discount est venue", affirme Anne-Marie Gaultier, nouvelle responsable marketing d'Aldi France. Il était temps. Alors que la chaîne a ouvert son premier magasin français en 1988 à Croix, dans le Nord, trente-cinq ans plus tard, et en dépit de ses 1300 points de vente, sa part de marché atteint à peine les 3 %, soit bien moins que son concurrent Lidl. Et le rachat de la marque française Leader Price, à la fin de 2020, n'a rien changé.

**En Allemagne, les discompteurs contrôlent 40 % du marché, contre 11,5 % en France.**

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

Les stratégies en marketing s'arrachent toujours les cheveux avec la culture gastronomique française. Les Français consacrent en moyenne 392 euros par mois à leur nourriture, soit bien plus que leurs voisins allemands. Parmi les critères de sélection qu'ils citent systématiquement figurent la santé, le plaisir et la convivialité.

En 2010, le repas gastronomique à la française\* est entré au patrimoine culturel immatériel de l'humanité. En France, le plaisir de la table relève de la protection des monuments historiques. À Noël, même dans les familles où chaque sou compte, on peut trouver du foie gras, des huîtres et du champagne sur la table. On préfère faire des sacrifices sur la voiture ou l'aménagement. Mais voilà, les temps sont durs.

Les enseignes allemandes de discount viendront-elles à bout d'une culture gastronomique pluriséculaire? Les marchés de Provence que chantait Gilbert Bécaud céderont-ils bientôt la place à des centres commerciaux parsemés de Lidl et compagnie en périphérie des villes? Pour l'heure, la France ne tient pas la comparaison avec l'Allemagne et ses 15 000 supermarchés discounts contrôlant 40 % du marché. Dans l'Hexagone, ces enseignes ne représentent que 11,5 % de part de marché. Mais leur nombre ne cesse de se multiplier depuis dix ans.

Les études montrent que l'inflation a déjà modifié le comportement d'achat des Français. Au lieu de faire leurs courses dans les grands hypermarchés, de plus en plus de Français préfèrent éviter les tentations inutiles : listes de courses, budgets fixes, supermarchés discounts sans appareil où l'on se sert directement dans le carton, tous les moyens sont bons pour tenir le budget.

Autre signe incontestable de la pression financière accrue sur les ménages, le nombre de vols de produits alimentaires, en hausse de 14 % d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, on voit de plus en plus d'antivols au rayon viande. Pas étonnant quand un rosbif coûte aussi cher qu'une paire de jeans.

—Martina Meister, publié le 3 mai

\* En français dans le texte.

## NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



18€\*

### BD Chappatte Reporter

Du Printemps arabe aux coulisses de l'Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

### BD Chappatte Au cœur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22€\*



### Coffret 10 DVD Télérama volume 12

Regroupe les dix films marquants de 2021 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de Courrier international.

45€\*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine, jusqu'au 31 décembre 2023

\* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

# ET SI LA PIZZA N'ÉTAIT PAS ITALIENNE ?

La pizza, les pâtes à la carbonara ou encore le parmesan sont autant de plats ou de produits célébrés comme appartenant à une tradition italienne ancienne et immuable. Mais pour le professeur Alberto Grandi, leur origine est largement mythifiée. Un pavé dans la mare à l'heure où la gastronomie est devenue un outil de *soft power* pour les États du monde entier. Une journaliste italienne du *Financial Times* a mené son enquête sur ce "gastronationalisme" transalpin.

— **Financial Times**, extraits (Londres)

**P**arme est une ville calme la nuit. Mais l'homme qui est assis face à moi n'est pas tranquille pour autant. Il craint que notre conversation puisse être entendue. "Ici, ils me détestent", me souffle-t-il en jetant un oeil furtif derrière lui. Mais la seule personne présente dans l'osteria est la serveuse, désœuvrée depuis qu'elle nous a servi nos *bottoncini* à l'osso buco.

Des arômes de moelle rôtie flottent au-dessus des assiettes. Une reprise de *Valerie*, d'Amy Winehouse, passe sur une radio lointaine. "Je peux dire tout le mal que je pense d'eux ?" lâche-t-il soudain. J'acquiesce. Après tout, il n'est pas là pour me parler de pratiques frauduleuses d'entreprises, mais pour me dévoiler toute la vérité sur le parmesan.

Ce soir, je dîne avec Alberto Grandi, universitaire marxiste, célèbre auteur de podcast et juré de la Coupe du monde du meilleur tiramisù, édition 2023 ("Je n'y renoncerais même pas pour un dîner avec le pape en personne"). Mais surtout, Grandi est un homme qui a consacré sa carrière à une mission : déconstruire les mythes qui entourent la gastronomie italienne. C'est la première fois aujourd'hui qu'il s'adresse à la presse étrangère.

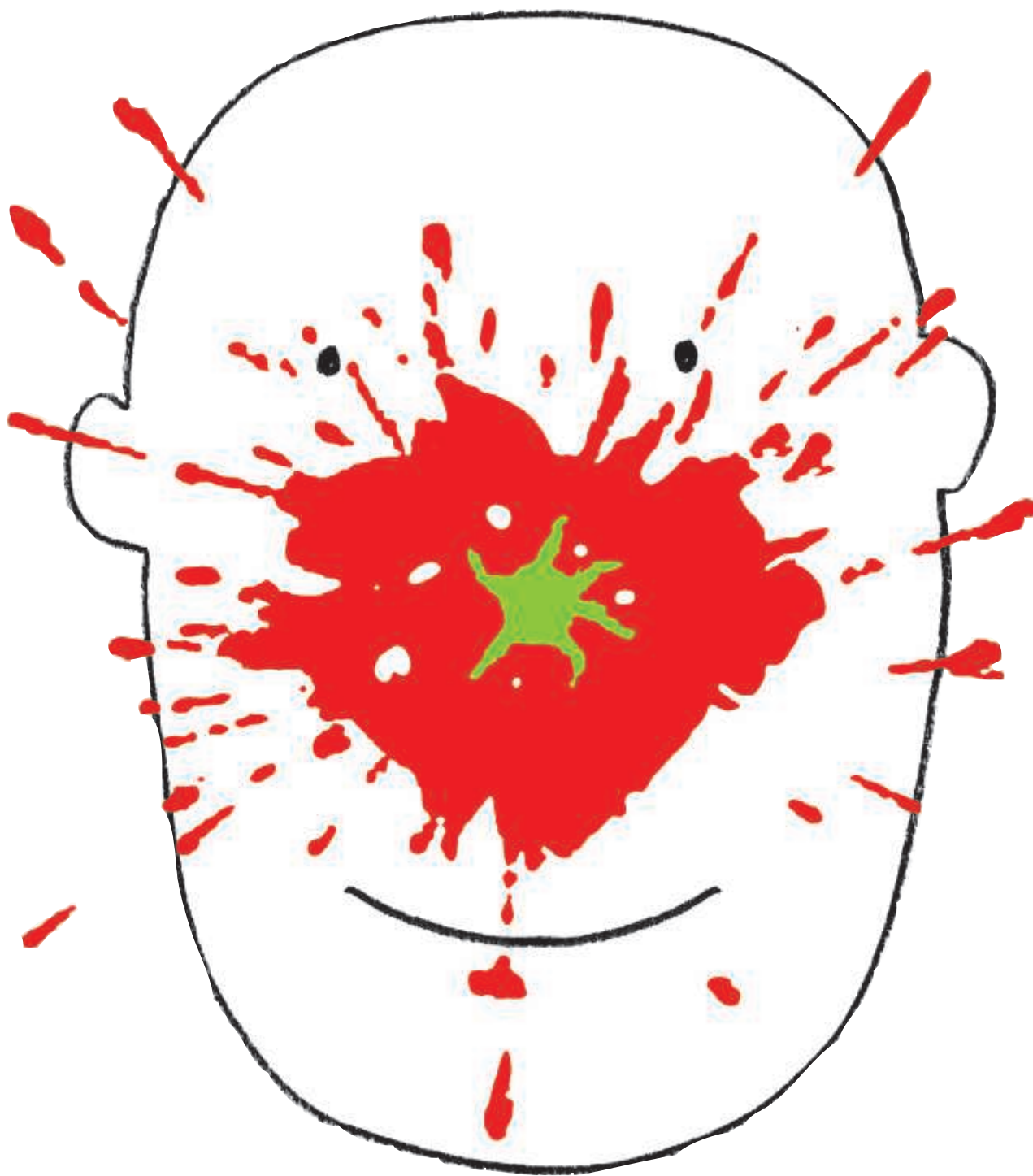
Tout a commencé par un livre : *Denominazione di origine inventata* ["Appellation d'origine inventée", inédit en français]. Dès sa parution, en 2018, l'ouvrage se vend comme des petits pains en Italie. Suivant le conseil de son ami Daniele Soffiati, Grandi décide alors d'en faire un podcast. Baptisé DOI, d'après le livre, il a été lancé en 2021 et a depuis totalisé pas moins de trois saisons et plus de 1 million de téléchargements. Un podcast où Alberto Grandi démolit les piliers de la cuisine nationale à coups d'affirmations subversives.

Ainsi, l'homme martèle que la plupart des Italiens n'avaient pas entendu parler de la pizza avant les années 1950, ou que le mérite de l'invention de la carbonara reviendrait aux Américains. Quant à certains "classiques" italiens, à l'image du panettone et du tiramisù, ils ne seraient en réalité que des inventions récentes.

Par ses paroles, Grandi secoue les fondations sur lesquelles, nous, Italiens, avons construit notre gastronomie. Une culture culinaire célèbre pour sa qualité et son inflexible rigidité, où le cappuccino est proscrit après midi et où les tagliatelles doivent mesurer exactement 7 millimètres de largeur.

Mais dans un pays où, selon certaines estimations, le puissant secteur de l'alimentation et des boissons pèse pour un quart du PIB, les critiques d'Alberto Grandi ont fait de l'universitaire une persona non grata dans certains milieux. Dans son podcast, il se plaît d'ailleurs à dire qu'il ne devrait sortir de chez lui qu'"accompagné d'un garde du corps, comme Salman Rushdie".

Pour l'Italienne expatriée que je suis, entendre dire que notre cuisine, toujours célébrée pour sa sacro-sainte tradition, repose en réalité sur des mensonges, c'est un peu comme se voir dévoiler un innommable secret de famille. Un secret dont j'avais toujours soupçonné l'existence.



J'ai toujours détesté la hype qui entoure la cuisine italienne, de l'enthousiasme gênant de certains amis étrangers au pédantisme ridicule de mes compatriotes (comme cet ami napolitain qui refuse de toucher à une tomate au Royaume-Uni).

“*Tout ça est une affaire d'identité*”, me fait valoir Alberto Grandi entre deux bouchées de *bottoncini*. L'homme est un fervent admirateur d'Eric Hobsbawm, un historien britannique marxiste qui a théorisé le concept d’*“invention de la tradition”*. Mon compagnon de table s'explique: “*Quand une communauté ne trouve plus rien à quoi s'identifier à cause d'un choc historique ou d'une rupture avec son passé, elle s'invente des traditions pour lui servir de mythes fondateurs.*”

C'est ce qui est arrivé à l'Italie, avance Alberto Grandi, laquelle, entre 1958 et 1963, lors du “miracle économique”, a accompli des progrès comparables à ceux que le Royaume-Uni a réalisés en un siècle de révolution industrielle. “*En très peu de temps, les Italiens sont passés du pain rationné à l'abondance.*” Alors, le pays a eu besoin d'une identité pour l'aider à oublier ses luttes passées, et ceux qui avaient émigré en Amérique, eux, ont cherché des mythes qui donneraient de la dignité à leurs origines modestes.

Prenons l'exemple du panettone. Avant le xx<sup>e</sup> siècle, ce n'était qu'un pain plat et dur, fourré d'une poignée de raisins secs. Un pain

des pauvres sans lien aucun avec Noël. Le produit que nous connaissons aujourd'hui, lui, est une invention industrielle que l'on doit à Angelo Motta.

Dans les années 1920, cet entrepreneur du nord de l'Italie lance une nouvelle recette de pâte. La “tradition” du panettone en forme de dôme voit le jour. Plus tard, dans les années 1970, face à la concurrence croissante des supermarchés, les boulangeries se sont mises elles aussi à fabriquer des panettones en forme de dôme. “*Après un étrange voyage à rebours, le panettone est finalement devenu ce qu'il n'avait jamais été : un produit artisanal*”, lit-on dans le livre d'Alberto Grandi.

Autre cas d'étude intéressant: le tiramisù. Si une ribambelle d'histoires allègrement fantaisistes tentent de masquer ses origines récentes, en réalité, ce dessert n'a fait son apparition dans les livres de recettes que dans les années 1980. Avant les années 1960, son ingrédient central, le mascarpone, ne se trouvait d'ailleurs guère en dehors de Milan.

Le parmesan, par contre, est lui remarquablement ancien, étant né il y a environ un millénaire. Soit.

**De Parme au Wisconsin.** Sauf qu'avant les années 1960, les meules de parmesan ne pesaient qu'une dizaine de kilos (contre une quarantaine aujourd'hui), et elles étaient recouvertes d'une épaisse croûte noire. Ce fromage plus gras et plus mou que l'actuel ressemble à s'y méprendre à un autre: “*C'est exactement le même parmesan que celui que l'on produit aujourd'hui dans le Wisconsin.*”

La théorie d'Alberto Grandi est la suivante: au début du xx<sup>e</sup> siècle, des immigrants italiens auraient commencé à fabriquer du parmesan dans cet État américain et, contrairement à la recette des fromagers de Parme, la leur n'a jamais évolué. Bref, alors qu'en Italie le *parmigiano* est devenu au fil des ans le fromage à la pâte dure et friable en meules géantes que nous connaissons, dans le Wisconsin, il est resté fidèle à l'original.

Son parcours est d'ailleurs emblématique: dans l'histoire moderne de la gastronomie italienne, bon nombre de routes mènent à l'Amérique. Et l'émigration massive vers les États-Unis a produit des mélanges si profonds que faire la distinction entre ces deux gastronomies est devenu une mission impossible. “*La cuisine italienne est davantage américaine qu'italienne*”, assène même Alberto Grandi. Et la pizza en est le meilleur exemple.

“*Ces disques de pâte garnis d'ingrédients*”, comme il les appelle, existent depuis des siècles dans toute la Méditerranée, mais lorsque les soldats italo-américains ont remonté la péninsule italienne, en 1943, ils écrivaient, incrédules, dans leurs lettres adressées à la maison: “*Il n'y a pas de pizzerias ici.*”

En effet, avant-guerre, m'explique mon convive, les pizzas ne se trouvaient que dans quelques villes du sud de l'Italie, où les classes les plus humbles les consommaient directement dans la rue, où elles étaient fabriquées. D'après ses recherches, le premier restaurant

✎ Dessin de Walenta, Pologne.

servant exclusivement des pizzas a d'ailleurs ouvert non pas en Italie, mais à New York, en 1911. "Pour mon père, dans les années 1970, la pizza était aussi exotique que les sushis le sont pour nous aujourd'hui", renchérit-il.

Peu après ce dîner, je rends visite à ma grand-mère de 88 printemps, Fiorella Tazzini, dans sa maison toscane située dans la petite ville de Massa. Nous voilà à nouveau assises dans la cuisine de mon enfance, où lorsque ma grand-mère me servait des plats surgelés elles les accompagnaient d'un clin d'œil et d'une phrase : "Chut, ne le dis pas à ta maman!"

Elle se souvient : "Je devais avoir 19 ou 20 ans lorsque j'ai vu une pizza pour la première fois de ma vie. C'était à Viareggio, à une demi-heure de la maison. Ma première rencontre avec une mozzarella, c'était encore plus tard. Sans doute dans les années 1960 – ta mère était déjà née, un supermarché venait d'ouvrir à Massa."

La mozzarella est originaire du sud de l'Italie, à des centaines de kilomètres d'ici. Pour en savoir plus, je décide donc d'appeler la grand-tante sicilienne d'un ami. Serafina Cerami, 95 ans, un brin sourde, répond immédiatement au téléphone. "Avant la guerre, nous mangions déjà beaucoup de mozzarella en Sicile!" me crie-t-elle à l'autre bout du fil.

↳ Dessin de Pepe Serra, Espagne.

## "Avant la guerre, je n'avais jamais entendu parler de carbonara."

**Bernardino Moroni,**  
97 ANS, VIVANT PRÈS DE ROME

En comparant ses souvenirs avec ceux de ma grand-mère, une évidence saute aux yeux. Ce sont les plats siciliens du dimanche (*parmigiana* d'aubergines, pâtes aux sardines, *cannoli*) qui se sont imposés dans le temps, et ce grâce aux Italiens du Sud qui ont peuplé les Little Italy des quatre coins des États-Unis. Ma grand-mère, elle, a été élevée aux *tordelli alla massese* (gros raviolis avec une farce et une sauce à la viande) et aux *cappelletti in brodo* (sortes de *tortelli* servis dans un bouillon de volaille).

Malgré ces différences, avant-guerre, Serafina Cerami, en Sicile, et ma grand-mère, en Toscane, se souviennent toutes deux avoir surtout mangé des légumes secs et des pommes de terre en quantité industrielle. Certainement pas des ingrédients que l'on associe communément à la cuisine italienne.

Pourtant, aux yeux d'Alberto Grandi, il est une histoire qui résume mieux que toute autre le concept d'"invention de la tradition" forgé par Hobsbawm. Celle de la carbonara. Pour en savoir plus sur cette star nationale, j'appelle Bernardino Moroni, grand-père d'un ami romain, 97 années d'existence derrière lui. "Les pâtes, on n'en mangeait que le dimanche", me raconte-t-il depuis sa maison de Morlupo, non loin de Rome, connecté en appel vidéo. Les repas de son enfance ? Ils étaient principalement composés de soupes, de haricots secs et de légumes du potager familial, se souvient-il.

Quand je l'interroge sur la carbonara, ce prétendu emblème de la cuisine romaine, il détourne le regard de la caméra. "Une fois par an, peut-être, nous mangions de l'amatriciana [sorte de carbonara à la sauce tomate] – seulement quand nous pouvions nous permettre de tuer un cochon. Mais, avant la guerre, je n'avais jamais entendu parler de carbonara."

Peut-être, comme l'explique l'historien de l'alimentation Luca Cesari, auteur de *La Véritable Histoire des pâtes*, parce que la carbonara est "un plat américain né en Italie". Une recette qui n'a vu le jour qu'après la Seconde Guerre mondiale, selon la plupart des experts, grâce à un chef italien, Renato Gualandi, qui l'a pour la première fois préparée en 1944, à l'occasion d'un dîner préparé pour l'armée américaine.

"Ils avaient du bacon fabuleux, de la très bonne crème, du fromage et des jaunes d'œuf en poudre", racontera Gualandi par la suite. Le mythe selon lequel la carbonara aurait été la nourriture des charbonniers italiens du XVIII<sup>e</sup> siècle est donc sans fondement, dénonce Luca Cesari dans son livre.

Pour les Italiens nés après le boom économique, la sauce carbonara se compose d'une liste d'ingrédients gravée dans le marbre :

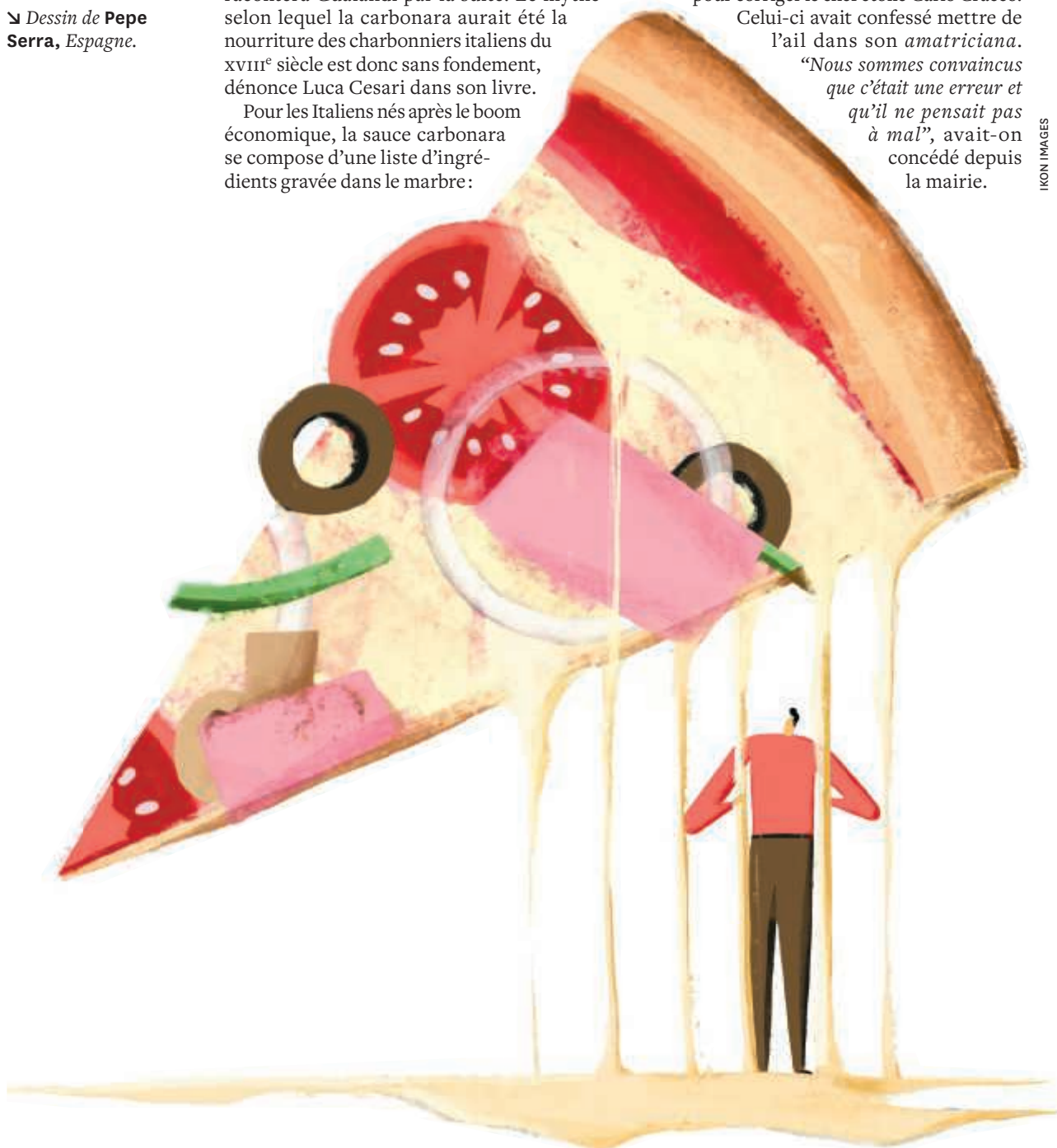
*guanciale* [lard prélevé dans la joue du porc], *pecorino romano*, œufs et poivre.

Pourtant, les premières recettes, elles, étaient étonnamment variées. La plus ancienne que l'on connaisse, imprimée en 1952 à Chicago, comprend par exemple de la *pancetta* [poitrine de porc salée] en lieu et place du *guanciale*. À cette même époque, les recettes italiennes incluaient toutes sortes d'ingrédients depuis le gruyère jusqu'au *prosciutto* [le jambon cru], en passant par des champignons émincés. Néanmoins, c'est la sauce carbonara qui suscite aujourd'hui le dogmatisme le plus extrême. Et tout écart de la ribambelle de règles qu'il faudrait impérativement suivre pour la préparer devient une question d'importance nationale.

Comme une preuve de cette intransigeance, en 2015, le village d'Amatrice [d'où viendrait la sauce *amatriciana*] a publié une déclaration officielle pour corriger le chef étoilé Carlo Cracco.

Celui-ci avait confessé mettre de l'ail dans son *amatriciana*.

"Nous sommes convaincus que c'était une erreur et qu'il ne pensait pas à mal", avait-on concédé depuis la mairie.



## Croire aveuglément avoir de vieilles traditions à défendre, que ce soit dans notre pays ou ailleurs, est rassurant.

Voilà qui pourrait faire sourire, mais ce zèle puriste a aussi sa face sombre, et l'archevêque de Bologne, Matteo Zuppi, pourrait en témoigner. En 2019, cet homme d'Église avait proposé d'ajouter des tortellinis sans porc au menu de la fête du saint patron de la ville. Ce qui se voulait un geste d'ouverture, une invitation aux citoyens musulmans à participer aux festivités, avait provoqué la colère de l'extrême droite. "Ils essaient d'effacer notre histoire, notre culture", s'était emporté à l'époque le chef de file de la Ligue, Matteo Salvini.

Alberto Grandi était alors intervenu pour rappeler que, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y avait pas de porc dans les tortellinis, et le président du Consortium des tortellinis de Bologne (voilà une fonction qui ne s'invente pas !) avait confirmé ses dires. "C'est la raison pour laquelle je fais ce que je fais", clame Alberto Grandi, pour montrer que ce que nous considérons comme des traditions n'en sont pas."

Par les temps qui courent – tout comme l'étaient les jeunes femmes et le football à l'ère de Berlusconi –, la cuisine italienne est un grand leitmotiv des politiciens de droite.

Lors de la campagne électorale de 2022, par exemple, la Première ministre Giorgia Meloni a posté sur TikTok une vidéo dans laquelle une vieille femme lui apprend à façonner des tortellinis à la main. En mars, son ministre de l'Agriculture, Francesco Lollobrigida, est, lui, allé jusqu'à proposer de créer un groupe de travail pour contrôler les normes de qualité des restaurants italiens du monde entier. Voilà ce que l'homme redoute par-dessus tout : que des chefs ne se fourvoient dans les recettes ou emploient des ingrédients qui ne seraient pas véritablement italiens. Et mieux vaut faire attention, puisqu'une liste officielle recense actuellement pas moins de 4820 "produits alimentaires traditionnels" dans la Botte.

Essayez maintenant de chercher *Salvini mangia* ("Salvini mange") sur Google Images. Vous obtiendrez un kaléidoscope de photos de l'ancien ministre de l'Intérieur : Salvini engloutissant des spaghettis, Salvini tout sourire avalant une pizza gigantesque, Salvini en tablier inspectant des rangées et des rangées de jambons entiers, Salvini pointant le pouce vers le haut devant des *cannoli* siciliens. Et j'en passe. Ces politiciens saisissent pleinement la puissance de ce qu'Alberto Grandi appelle le "gastronationalisme".

Qui se soucie de savoir si ces pseudo-traditions reposent sur des mensonges, sur des recettes imaginées par l'industrie alimentaire ou importées du Nouveau Monde ? Il n'y a rien de plus réconfortant qu'une *mamma* qui prépare des tortellinis. Mais il n'en est pas toujours allé ainsi.

"Nos grands-parents savaient que c'étaient des mensonges, me lance mon compagnon de table, en finissant son prosecco. L'intérêt que l'on porte à la provenance des ingrédients est très récent."

Avant, "leur tradition, c'était d'essayer de ne pas mourir de faim". Quand je lui demande si cette obsession pour la cuisine nationale est née avec les baby-boomers comme lui, il rit : "En effet, comme pour tant d'autres choses, c'est encore notre faute !"

D'un autre côté, croire aveuglément avoir de vieilles traditions à défendre, que ce soit dans notre pays ou ailleurs, est aussi rassurant. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil aux consommateurs du monde entier, qui applaudissent les maestros de la cuisine italienne lorsqu'ils concoctent livres, podcasts et émissions de télévision en tous genres dans une quête souvent obsessionnelle d'"authenticité".

**Caricature.** En 2010, le chef italien Gino D'Acampo fustigeait la présentatrice de télévision britannique Holly Willoughby pour avoir osé affirmer que l'on peut cuisiner une sauce carbonara avec du jambon. La vidéo de cette "altercation" est devenue virale, et pour cause. Nous tous aimons et détestons à la fois cette caricature du chef italien dont le purisme tourne à l'obsession.

Et quid des entreprises qui ont bâti leur activité sur le mythe d'une tradition culinaire ancestrale épargnée par les modes de la modernité ? Il existe même des voyageurs qui organisent des ateliers de cuisine avec des mamies italiennes, chez elles, sur leurs fourneaux. Mais pareille obsession de la tradition ne peut être que réductrice, et Alberto Grandi ne le sait que trop bien. Au fond, une tradition n'est rien d'autre qu'une innovation qui a eu du succès.

Ma grand-mère me demande si je n'ai pas apprécié ses petits gâteaux. Je n'en ai mangé qu'un seul. Elle me propose alors d'autres options, du *panforte* [gâteau aux fruits secs], du *torrone* [sorte de nougat apparenté au *turrón* espagnol], des *biscotti* aux amandes. Puis elle se

### Hors-série

## "À table!"



●●● La gastronomie est devenue un véritable outil de *soft power*, comme le montre la crispation autour de la cuisine traditionnelle italienne évoquée dans cet article du **Financial Times**. C'est l'un des sujets abordés dans notre nouveau hors-série, "À table !" Un numéro dans lequel on se demande aussi, comment, à l'heure du dérèglement climatique, nourrir la planète sans la détruire ? Insectes, viande végétale, algues... Dans les cuisines et les laboratoires s'inventent les assiettes du futur. La gourmandise n'est pas oubliée dans ces 76 pages, avec des portraits de chefs qui innoveront et les success-stories de plats venus du monde entier.

### Contrepoint

## La presse italienne crie à la "provocation"

●●● Le moins que l'on puisse dire, c'est que cet article du **Financial Times** n'est pas passé inaperçu de l'autre côté des Alpes. "Un assaut contre la cuisine italienne", commente le quotidien conservateur **Il Giornale**, qui qualifie les théories d'Alberto Grandi de "provocations". "Une destruction des mythes" culinaires transalpins, ajoute le site d'information progressiste **Fanpage**. Du côté de **La Stampa**, on relaie la réaction de Coldiretti, principale association d'agriculteurs italiens, qui parle "d'une attaque surréelle, [qui ferait] sourire si elle ne comportait pas des dangers pour l'économie". Le journal libéral invite les Italiens à ne pas craindre les attaques d'un journal d'outre-Manche qui chercherait à "créer la tempête parfaite pour attaquer l'Italie". Mieux vaut contre-attaquer en consommant "un bon plat de spaghettis à la sauce tomate, agrémenté de ce parmesan que le monde entier envie" à l'Italie.

lève lentement et, dans le placard où est rangée la vaisselle, elle attrape un livre de cuisine datant de 1967. Nous le feuilletons ensemble.

Des salades colorées d'*orechiette* avec du basilic, des pignons de pin et des tomates cerises ; des monticules sculpturaux de spaghettis servis avec des boulettes de viande. Tout comme les recettes de pâtes à la carbonara des années 1960, celles-là aussi sont généreuses et libres de règles strictes.

Je perçois sur ces pages l'excitation insouciant et débinaire d'une nation qui a réussi à grandir. Un pays qui a troqué les tickets de rationnement et les bombes pour le plan Marshall, les Vespas et les pizzas à la *mozzarella di bufala*.

Un jour, dans les années 1980, dans cette même maison, à la demande de mon oncle, ma grand-mère avait servi des lasagnes à des hôtes anglais de passage. Elles étaient sorties du congélateur, me confesse-t-elle. À l'époque, la vie de Fiorella était bien remplie et, de toute façon, elle n'avait aucun scrupule à servir un plat cuisiné du supermarché. Pendant la guerre, on n'aurait jamais osé rêver d'un tel luxe.

Ce jour-là, aucun des invités n'avait soupçonné qu'elles n'étaient pas confectionnées par la maîtresse de maison en personne. Tout le monde était aux anges, y compris son Italien de fils. Fiorella finit de me raconter cette histoire. Puis elle lève son regard vers moi et me fait un clin d'œil.

— **Marianna Giusti**,  
publié le 23 mars



## DES SPÉCIALITÉS EUROPÉENNES PASI AUTHENTIQUES

Alors que l'Europe aime à se dépeindre comme une terre de traditions gastronomiques, l'hebdomadaire britannique *The Economist* conteste l'origine de produits emblématiques de plusieurs pays européens.

—*The Economist*, extraits (Londres)

**A**rpenter les rues étroites de Prague ouvre l'appétit. Quoi de mieux qu'une petite spécialité locale pour achever en beauté la visite d'un lieu touristique? Et pour cela, que diriez-vous d'un *trdelník*? Dans la capitale tchèque, vous avez de grandes chances de trouver, à n'importe quel jet de pierre, un stand vendant cette gourmandise au nom imprononçable.

Il faut s'imaginer cela comme une danoise faite à la manière d'un poulet rôti : la pâte sucrée est enroulée en serpentins autour de broches en métal posées sur un barbecue au charbon

de bois et tournées régulièrement pour faire bien dorer les gâteaux; pour finir, ceux-ci sont plongés dans du sucre et des noisettes pilées. Cette "vieille spécialité de Bohême", comme la présente un vendeur souriant pour attirer le client, réchauffe les mains lors d'une promenade hivernale par un temps glacial, et peut servir de cornet à glace en été. Dans tous les cas, elle permet, pendant les quelques minutes de sa dégustation savoureuse, de s'imaginer dans la peau d'un bourgeois de la Prague médiévale, en train d'assouvir son penchant pour les sucreries lors d'une balade sur le pont Charles.

Ce qui détonne un peu dans ce tableau de rêve, c'est qu'en fait le *trdelník* n'est pas du

tout une pâtisserie locale. Personne à Prague n'a souvenir d'avoir vu en vente ce prétendu classique de la gastronomie tchèque il y a plus d'une dizaine d'années. Aujourd'hui, même si le *trdelník* enveloppe de sa bonne odeur les quartiers touristiques de Prague tel un brouillard, il est difficile de le trouver ailleurs.

**Parce qu'ils étaient confrontés à une surproduction de gruyère et d'emmental, les revendeurs de fromage ont eu l'idée de la fondue.**

Pour les fins limiers de la gastronomie, le *trdelník* serait, en réalité, originaire de Roumanie ou de Slovaquie, et ne serait pas plus typiquement bohémien qu'un Big Mac. L'Europe se dépeint comme une terre de gastronomie et de traditions, en particulier de traditions gastronomiques. Les Français ont inventé le restaurant, la cuisine italienne est la plus populaire du monde, et les Européens considèrent le vin produit ailleurs que dans leur petite péninsule comme une simple variante de l'alcool à friction. La France, l'Espagne et l'Italie détiennent le record du temps passé à table chaque jour, avec le chiffre impressionnant de deux heures consacrées aux repas, soit deux fois plus que les Américains, engloutisseurs de burgers.

Les produits alimentaires traditionnels sont protégés par des dispositifs spéciaux de l'Union européenne, qui garantissent que seule une caste dûment habilitée peut produire de la feta, du champagne ou du jambon de Parme. Par ailleurs, l'Unesco a récemment couronné la baguette en l'inscrivant sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Mais comme dans le cas du *trdelník*, la bonne bouffe européenne cache parfois quelque chose derrière la seule satisfaction du palais.

Prenons l'exemple de la ciabatta! Ce pain italien, aujourd'hui omniprésent, est exhibé comme un classique italien intemporel, qui aurait été cuit jadis dans les fours en terre de la Rome antique. En réalité, cette miche allongée a été conçue en 1982 par des boulangers italiens désireux de concurrencer la baguette française.

Quant aux bières belges, qui figurent en tête des classements mondiaux, elles sont réputées pour leur teneur en alcool parfois supérieure à celle de certains vins. Cette particularité découle-t-elle de traditions brassicoles élaborées par les moines et les frères qui figurent sur les étiquettes des bouteilles? Pas du tout! La force de la bière du Plat Pays est en fait une façon de contourner les réglementations modernes. En 1919, on a interdit aux tavernes belges de vendre des spiritueux, interdiction qui a duré jusqu'en 1983. Les pocheteurs à la recherche d'un bon canon ont alors poussé les brasseries à produire des bières fortes comme la Dubbel, dont l'élaboration a été suivie de près par celle de la Tripel.

✎ Dessin de Nishant Choksi paru dans *The New York Times*, États-Unis.

## Le ceviche, péruvien ou japonais?

●●● Plat composé de poisson cru (ou de poulpe) qui a “cuit” dans une marinade de citron vert, agrémenté notamment de piment péruvien, le ceviche fait partie de la “cuisine *nikkei*”, qui doit son épithète aux immigrants japonais qui ont peuplé le Pérou à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd’hui, la polémique fait toujours rage dans le pays andin pour savoir s’il s’agit d’un plat typiquement péruvien ou issu d’un mélange de cultures. “*Le Pérou est le fils de son histoire, et son histoire révèle la présence permanente de migrations*”, tente de trancher un célèbre chef cuisinier péruvien sur le site **BBC Mundo**. L’influence *nikkei* est très forte au Pérou, un pays tourné vers l’océan Pacifique et qui a même connu un président d’origine japonaise, Alberto Fujimori, de 1990 à 2000 – il avait même la double nationalité. Il est aujourd’hui en prison pour différents délits de corruption. Sa personnalité a longtemps divisé le pays, comme l’origine du ceviche continue de le faire...

## L’histoire pas si millénaire du pad thaï

●●● Considéré comme un mets emblématique de la Thaïlande, le pad thaï a conquis la planète. Il n’est pourtant pas si traditionnel qu’on le croit. Le plat a en réalité été imposé par le dictateur Plaek Phibunsongkhram, souvent abrégé en “Phibun”, dans les années 1930. Après un coup d’État en 1932, ce dernier a renommé le pays – qui était jusqu’alors appelé Siam – pour lui donner son nom actuel, Thaïlande. Et pour galvaniser le sentiment nationaliste, il a décidé d’inventer un plat national. Certains historiens pensent qu’il a choisi arbitrairement une recette que son cuisinier avait particulièrement réussie; d’autres affirment que le plat avait remporté un concours de cuisine. Toujours est-il que le pad thaï, très influencé par la cuisine chinoise, n’a gagné en popularité en Thaïlande qu’à partir des années 1930. Et c’est après la Seconde Guerre mondiale qu’il s’est réellement imposé, en raison d’une pénurie de riz qui a poussé le régime à épargner les ressources, donnant lieu à une production à grande échelle de nouilles de riz, plus économiques. On est bien loin de la tradition millénaire!

## Colonialisme culinaire au Sénégal

●●● Fin 2021, l’Unesco inscrivait au patrimoine culturel immatériel de l’humanité le thiéboudiène, ou thiep (littéralement “riz au poisson” en wolof). Un véritable emblème de la cuisine sénégalaise, qui cache pourtant une histoire étroitement liée à la colonisation. Le riz concassé utilisé pour cette recette est un reliquat de l’administration française. “*Le colonisateur avait introduit du riz importé de ses colonies d’Indochine en substitution aux cultures vivrières*”, note l’Unesco, relayée par le site d’information **Senego**. Autre média sénégalais, **Vudaf** rappelle que, dans toute l’Afrique de l’Ouest, le sorgho (plante dont la farine est utilisée comme base alimentaire) était considéré comme l’aliment de base avant qu’il ne soit presque entièrement remplacé par le riz et le maïs introduits par les colonisateurs français, allemands et belges. L’autre plat emblématique du pays, le mafé, porte aussi cette trace d’une colonisation culinaire. Pour ce ragoût de légumes et de viande enrobés d’une sauce à base d’arachide, les ingrédients locaux ont été combinés avec des influences culinaires européennes..



**DANS NOS ARCHIVES**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Des plats pour la guerre et la paix.** Le houmous est-il libanais ou israélien? Le falafel est-il égyptien? Leurs origines “se perdent dans la nuit des temps”, racontait **Mashallah News** en 2017 dans un article sur le conflit tout aussi culturel que commercial entre Israël et le Liban au sujet du houmous. Ils tentent de s’accaparer un plat... dont la légende attribue la création au sultan Saladin. Aux durs conflits du Moyen-Orient, la cuisine ajoute donc son grain de sel. Mais les mezzes, ces petits plats festifs, instaurent la convivialité entre les peuples, estime le site libanais. Ils sont “*autant de traits d’union dans une région qui va de la côte occidentale de l’Afrique du Nord à la mer d’Arabie, et des Balkans au Yémen*”.

Le lobby laitier est aussi un sacré fabricant d’éléments patrimoniaux. C’est en grande partie grâce à la Schweizerische Käseunion [l’Union suisse du commerce de fromage], que la fondue s’est imposée comme plat national en Suisse. C’est parce qu’ils étaient confrontés à une surproduction de gruyère et d’emmental dans les années 1930, avec des exportations qui fondaient, que les revendeurs de fromage ont eu l’idée de mettre en avant les vertus alpines de ce plat composé pour l’essentiel de fromage.

En Irlande, lorsque dans les années 1970 le lait écrémé a connu un essor de popularité, il a fallu trouver une nouvelle façon d’utiliser les excédents de crème. C’est ainsi qu’est née la Baileys Irish Cream (un mélange écoeurant de whisky, de crème et d’extrait de cacao). Alors qu’un paysage de prairies irlandaises sur l’étiquette de la bouteille de liqueur laisse à penser qu’elle fait partie d’un patrimoine séculaire, en réalité, elle est plus jeune que Liam Gallagher [l’ex-chanteur d’Oasis].

Que les gouvernements tentent d’inciter la population à adopter de nouveaux aliments, ce n’est pas nouveau! En effet, si la pomme de terre est passée du rang de simple curiosité sud-américaine à celui de produit préféré des Européens, c’est en partie grâce aux efforts de diversification déployés par la France au XVIII<sup>e</sup> siècle pour diminuer sa dépendance vis-à-vis de la culture du blé. Son plus grand promoteur, Antoine Augustin Parmentier, était allé jusqu’à placer des gardes armés autour

d’un champ de pommes de terre pour donner l’impression qu’il s’agissait de quelque chose de grande valeur, avant de leur demander de quitter leur poste la nuit venue pour que les paysans volent les tubercules et en plantent à leur tour.

De même, dans les années 1940, les pouvoirs publics polonais ont commencé à favoriser la vente de carpe, un poisson de fond au goût de vase, faute de poissons plus savoureux à disposition. Dans le cadre de l’opération promotionnelle “Une carpe sur chaque table à Noël”, le poisson (qui était auparavant surtout un mets juif) avait été distribué aux travailleurs en guise de bonus de fête. Depuis, il est resté un classique des fêtes de fin d’année.

**Unir une nation.** Quelque temps plus tard, la Norvège a lancé un dispositif encore plus ambitieux pour favoriser la vente de poissons. Face à un excès de l’offre de saumon par rapport à la demande intérieure dans les années 1980, se tourner vers le Japon pour trouver de nouveaux débouchés avait semblé une solution évidente, mais seuls le thon et la daurade étaient alors jugés bons pour préparer des sushis et des sashimis. Un coup de marketing (et quelques livraisons de saumon norvégien à prix sacrifié) plus tard, une nouvelle tradition de sushi orange était née.

Pourquoi parler quand même d’aliment traditionnel lorsqu’une telle confusion règne en la matière? Tout simplement parce que cela

correspond à un type de marketing auquel sont sensibles les personnes gourmandes. “*Le côté traditionnel, qu’il soit réel ou non, semble effectivement donner un petit plus au goût*” de ce que nous mangeons, explique Megan Elias, de l’université de Boston, rédactrice en chef de la revue *Food, Culture & Society*. La nourriture, c’est quelque chose qui pénètre dans nos corps, mais aussi dans nos têtes. Un plat peut unir les gens à travers les époques, dès lors que celui qui le consomme est convaincu de son authenticité.

Les livres de cuisine, qui constituent de véritables archives des spécialités culinaires des différents pays, ont commencé à avoir du succès à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en plein âge d’or de l’édification des nations européennes, ce qui n’est pas un hasard. Qu’est-ce qui fait d’un peuple une nation? Certains diront l’allégeance à un drapeau, une langue ou une monnaie commune. Mais les Italiens éprouvent sans doute un attachement plus fort à la manière de cuisiner des pâtes qu’aux symboles qui figurent sur leurs billets de banque.

Il n’y a pas d’autres organes plus liés que la bouche et le cœur. Un Grec peut certes adorer manger du hareng saur et un Finlandais boire une pinte de Guinness, mais pas autant qu’un Suédois et un Dublois, car cela ne leur donnera pas plus le sentiment d’être rattachés à une tradition qu’à un Tchèque mordant dans un *trdelník*.—

Publié le 20 décembre 2022

# trans- versales.

## sciences



Économie ..... 36  
Signaux ..... 37

## Au Pôle Nord, la recherche à l'arrêt

**Recherche.** Depuis le début de la guerre en Ukraine, les tensions entre la Russie et ses partenaires de l'Arctique ont interrompu la coopération scientifique internationale.



—Yale Environment 360, extraits (New Haven, États-Unis)

C'est en 2008 que le biologiste Eric Regehr et ses collègues de l'US Fish and Wildlife Service [organisme chargé de la gestion et de la protection de la faune sauvage aux États-Unis] ont commencé à étudier les ours polaires depuis le rivage américain de la mer des Tchouktches, située entre l'Alaska et la Russie. Mais au fil des années, le réchauffement de la région et l'amincissement de la banquise observé au printemps au large de la côte de l'Alaska ont rendu les atterrissages d'hélicoptère périlleux. Le scientifique devait

trouver une autre base d'où son équipe pourrait recueillir des données sur la santé et la taille de la population d'ours.

Vrangél, une île russe isolée, offrait une solution de rechange idéale : une grande partie des ours polaires de la mer des Tchouktches s'y réfugient pendant l'été, et cette population est protégée par un accord signé en 2000 par les États-Unis et la Fédération de Russie.

Après une interruption de deux ans causée par la pandémie de Covid-19, Eric Regehr, désormais chercheur à l'université de Washington, avait hâte de retourner au travail sur l'île Vrangél. Mais quand la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022,

ses plans ont changé – comme ceux de pratiquement tous les gouvernements, établissements universitaires et instituts scientifiques à but non lucratif qui travaillaient avec des collègues russes. Du jour au lendemain, presque tous les efforts de collaboration internationale menés avec la Russie dans l'Arctique ont été mis sur pause. *“Une grande partie des connaissances dont on aurait besoin est en train de se perdre, explique Eric Regehr. Il est difficile d'imaginer reprendre les recherches sans les fonds gouvernementaux et non gouvernementaux qui nous étaient versés, à nous et aux Russes, qui plus est sans pouvoir travailler sur place avec les scientifiques du pays.”*

Cette interruption survient alors que l'Arctique se trouve dans une situation précaire. Les risques environnementaux associés à la fonte des glaces, à la pollution et au transport s'accroissent. Par ailleurs, après une année record en ce qui concerne les feux dans le nord de la Russie, des tourbières ont continué de brûler, ce qui a considérablement accru les émissions de gaz à effet de serre du pays [la Russie en est le quatrième émetteur mondial, derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde].

*“L'Arctique est depuis longtemps un modèle de coopération internationale qui pousse à l'optimisme”,* explique Evan Bloom, chercheur principal au Wilson Center, à Washington. *“Il était nécessaire d'interrompre la coopération vu la crise [la guerre en Ukraine], mais il ne peut y avoir aucune avancée sur les questions panarctiques sans la participation des Russes”,* ajoute le chercheur, qui, en tant qu'ancien diplomate américain, a travaillé pendant près de trente ans sur la gouvernance de l'Arctique.

La collaboration scientifique dans l'Arctique remonte au moins à l'époque de la guerre froide. Trois ans après la crise des missiles de Cuba [1962], des représentants de l'Union soviétique assistaient

**“Il ne peut y avoir aucune avancée sur les questions panarctiques sans les Russes”**

Evan Bloom, SPÉCIALISTE AMÉRICAIN DE L'ARCTIQUE

à la première d'une longue série de réunions sur l'étude de l'ours blanc, dont la population connaissait un grave déclin en raison d'une chasse excessive. L'Union soviétique a signé la Convention internationale pour la prévention de la pollution marine par les navires, entrée en vigueur en 1973, et, la même année, l'accord relatif à la conservation des ours blancs, dont font partie cinq pays [la Russie, la Norvège, le Danemark, le Canada, les États-Unis] et qui a pris effet trois ans plus tard.

Les Russes ont toujours collaboré étroitement avec l'Organisation maritime internationale et l'Organisation météorologique mondiale, qui fixe le cadre de la coopération en matière de

météorologie, de climat et d'hydrologie, tant dans l'Arctique qu'ailleurs sur la planète. Et ils ont toujours joué un rôle important au sein du Conseil de l'Arctique, la principale instance intergouvernementale chargée de promouvoir la coopération entre les huit États de l'Arctique. Le Conseil, dont la présidence est assurée à tour de rôle par chaque État membre pour une période de deux ans, se réunit régulièrement pour travailler sur des questions en lien avec le développement durable et la protection de l'environnement.

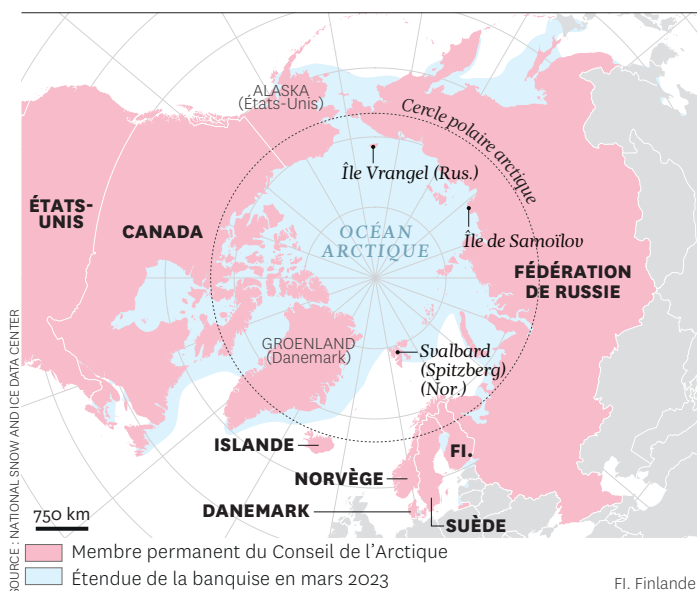
**Fonte du pergélisol.** Aujourd'hui, cette collaboration est, pour l'essentiel, suspendue, en partie parce que les sept autres États membres du Conseil de l'Arctique ont coupé toute communication avec la Russie. D'autres projets ont été complètement arrêtés, des scientifiques employés par le gouvernement et des organisations non gouvernementales ayant fui la Russie, d'autres ayant été muselés par les autorités russes et d'autres encore s'étant vu refuser l'expertise, l'infrastructure et les fonds internationaux dont ils avaient besoin pour poursuivre leurs travaux.

Un rapport demandé par le bureau de la Première ministre finlandaise et publié en octobre 2022 résume les répercussions de l'agression russe sur la coopération internationale dans l'Arctique. Les auteurs admettent que la situation peut changer, mais ajoutent que *“si une chose est certaine, c'est qu'il n'y aura pas de retour à la réalité d'avant la guerre”*.

D'après Evan Bloom, la perte de la Russie en tant que collaboratrice et membre actif du Conseil de l'Arctique a de graves répercussions, car le pays possède la moitié de la masse terrestre de l'Arctique, exerce sa souveraineté sur la majeure partie de l'océan Arctique, abrite près de la moitié de la population de la région et supervise la majeure partie de son développement économique.

La guerre en Ukraine a également stoppé plusieurs projets de coopération climatique sur le territoire russe. La Russie compte plus de tourbières que n'importe quel autre pays du monde. Une grande partie de ces tourbières, qui contiennent beaucoup de carbone, ont été

✓ Dessin d'Alex paru dans La Liberté, Fribourg.



gravement dégradées par l'exploitation minière, l'agriculture, les pratiques forestières et les activités pétrolières et gazières. Et les changements climatiques les ont rendus plus vulnérables aux feux. En 2010, plus de 30 000 incendies ont été rapportés dans plus de 20 régions de Russie. L'Allemagne a [alors] mobilisé argent et savoir-faire pour aider à restaurer les régimes hydrologiques qui alimentent en eau les tourbières, les marais et les marécages russes et leur permettent de garder le carbone qu'ils contiennent. Mais, le jour où la Russie a envahi l'Ukraine, les instituts allemands ont retiré leur soutien.

D'après Tatiana Minayeva, une scientifique de l'organisation Wetlands International qui a travaillé, par le passé, comme chercheuse et consultante pour le gouvernement russe, des progrès notables ont été faits avant la guerre dans la restauration des tourbières. Les chances que les collaborations reprennent étant minces, elle espère que l'argent des bailleurs de fonds internationaux servira à restaurer d'autres sites en Europe centrale et orientale.

La majeure partie des tourbières russes sont emprisonnées dans le pergélisol, qui fond plus rapidement en Russie que dans les autres pays de l'Arctique. La plupart des données dont on dispose sur cette fonte ont été recueillies par l'Institut de recherches polaires et marines Alfred Wegener, en Allemagne. En février 2022, il a retiré son soutien à la station de recherche de l'île de

Samoiïlov, dans le delta du fleuve Léna, en Sibérie. La station, qui peut accueillir jusqu'à 20 scientifiques, recueille des données sur le pergélisol depuis 1998.

**Réserve naturelle.** À la suite de l'invasion russe de la Géorgie, en 2008, puis de la Crimée, en 2014, le Conseil de l'Arctique a trouvé des moyens de traverser les crises sans interrompre la communication avec la Russie. Et les organisations sans but lucratif qui avaient des bureaux en Russie ou qui entretenaient des liens étroits avec le pays ont aidé à maintenir ouvertes des voies de communication non officielles quand le Conseil lui-même ne pouvait pas le faire.

Aujourd'hui, toutefois, la situation est bien différente, explique Clive Tesar, ancien chef des communications et des relations externes pour le Programme arctique mondial du Fonds mondial pour la nature (WWF). Nombre de ces voies non officielles sont désormais fermées et, maintenant que les sept autres États membres du Conseil de l'Arctique ont coupé toute communication avec la Russie, on ne voit pas bien comment la collaboration non gouvernementale pourrait aller de l'avant.

Le WWF est présent en Russie depuis les années 1980. À l'époque, il avait financé la création de la réserve naturelle du Grand Arctique, la plus grande réserve naturelle du continent eurasiatique. Depuis, il a été impliqué dans plus d'un millier de projets sur le terrain, dont certains ont

permis la protection d'environ 518 000 kilomètres carrés, la plupart situés dans les régions arctique et subarctique. "Il sera très difficile de remettre les travaux sur les rails si la guerre se poursuit", selon Clive Tesar.

Evan Bloom, qui a aidé à la création du Conseil de l'Arctique et fut le négociateur principal des États-Unis au moment d'établir la plus grande aire marine protégée du monde, dans la mer de Ross, en Antarctique, a connu de nombreuses crises internationales. Selon lui, l'avenir de la recherche dans l'Arctique "n'est pas tout noir". Les travaux multilatéraux se poursuivront au Canada, en Alaska, au Groenland et à Ny-Alesund, sur l'île norvégienne de Spitzberg. Mais, puisque le Conseil de l'Arctique fonctionne par consensus, "rien ne peut être fait sans l'accord de toutes les parties". Si la situation en Ukraine se détériore, "les problèmes de gouvernance de l'Arctique pourraient très bien s'aggraver encore".

Même si le Conseil trouve un moyen de se réconcilier avec la Russie, il est difficile d'imaginer un retour à la normale. En effet, nombre des meilleurs spécialistes du pays ont déjà fui la Russie ou cherchent des moyens d'émigrer.

Parmi eux, Olga Shpak, une biologiste marine ukrainienne qui travaillait auparavant à l'Institut Severtsov pour l'écologie et l'évolution, rattaché à l'Académie des sciences de Russie, a abandonné ses recherches au printemps 2022 et s'est portée volontaire pour le front. "Ma vie a radicalement changé le 24 février, a-t-elle déclaré en octobre, lors d'une réunion du Conseil pour l'avancement de la rédaction scientifique. Ma priorité n'est ni la science, ni l'Arctique, ni les baleines. Ce sont les gens."

— Ed Struzik, publié le 7 février

**SOURCE**



**YALE ENVIRONMENT 360**

New Haven, États-Unis  
e360.yale.edu

Ce webzine de l'université Yale propose débats, reportages et analyses sur l'environnement. Parmi les intervenants, des scientifiques, des journalistes, mais aussi des responsables politiques et industriels.

**LA LETTRE  
TECH**



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

**Petits plats spatiaux, peur au Montana et Jaff le héros**

Ce n'est pas le tout d'aller dans l'espace. Qu'est-ce qu'on y mange ? La Nasa a lancé en 2021 le Deep Space Food Challenge, un concours des meilleures idées pour assurer, au moins en partie, la sustentation des astronautes durant des périodes de trois ans. La **MIT Technology Review** nous raconte que sur les 200 entreprises en lice au départ 11 seulement ont atteint la phase 2, leur ouvrant une subvention de 20 000 dollars. L'une des start-up finalistes, l'Air Company, située à New York, se dit capable de transformer en nourriture... le gaz carbonique issu de la respiration des astronautes. Ce CO<sub>2</sub>, mélangé à de l'eau et soumis à un courant électrique, produit un alcool qui, additionné d'une levure, devient une sorte de boisson protéinée proche du seitan. Pas mauvais du tout, paraît-il.

**Parano 2.0**

Est-ce le souvenir du passage de ce ballon espion chinois, en février dernier, dans le ciel immense du Montana ? Cet État, peuplé d'à peine 1 million d'humains, veut interdire à ses services publics et à ses fournisseurs privés l'usage de TikTok mais aussi de Telegram, Temu et WeChat, au motif que ces plateformes sont dirigées par "des adversaires étrangers". **The Verge** rappelle que TikTok, Temu et WeChat sont des sociétés chinoises. Mais Telegram ? La messagerie, fondée par deux Russes, siège aujourd'hui dans les îles Vierges britanniques.

**Tous coupables**

Voilà peut-être l'un des premiers cas recensés de crise de nerfs induite par l'intelligence artificielle. **The Washington Post** s'intéresse de près à ce prof de sciences de l'université A&M, au Texas, qui a

recalé tous ses étudiants en les accusant d'avoir recouru à ChatGPT pour rédiger leur dissertation de fin de semestre. Pour prouver la fraude, l'enseignant a demandé au chatbot lui-même de vérifier l'authenticité des copies. Or, explique le titre américain, l'intelligence artificielle est incapable de reconnaître la paternité de ses œuvres.

**Reconnaissance culturelle**

Le magazine **Rest of World** nous livre une émouvante histoire tech. Elle raconte un moment de liesse en mai 2022, après que les Kurdes d'Irak et du Kurdistan ont appris que leur dialecte, le sorani, parlé par 8 millions d'habitants, figurait enfin parmi les 24 nouvelles langues traduites par Google Translate (qui compte désormais 133 langues dans son escarcelle). Cette reconnaissance culturelle historique a demandé plus de deux ans de travail à Bokan Jaff, 31 ans, diplômé d'anglais en Irak, qui a sollicité l'attention des ingénieurs de Google avant d'organiser le travail collectif en *crowdsourcing* de multiples traducteurs locaux. Jaff y a gagné un statut de héros dans sa ville de Halabja, tristement célèbre pour les atroces attaques au gaz commises par Saddam Hussein en 1988. Rappelons tout de même que Google, valorisé à plus de 1 000 milliards de dollars, ne rémunère pas les contributeurs du projet.—



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.

ÉCONOMIE



# Le Sud global veut détrôner le dollar

**Monnaie.** Les Brics avancent que “dédollariser” le système financier mondial permettrait de s’émanciper de la domination américaine. Mais ce n’est pas si simple, analyse ce journal sud-africain.



—Mail & Guardian, extraits (Johannesburg)

Le débat sur la “dédollarisation” refait surface environ tous les deux ans. Ces derniers temps, c’est le groupe des Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – qui réclame la création d’une nouvelle monnaie de réserve. En remettant en cause la domination du billet vert qui, de toute façon, est en train de s’estomper, une telle nouvelle monnaie porte l’espoir de voir les marchés émergents moins sensibles aux décisions politiques prises aux États-Unis.

À l’heure où le monde flirte avec une nouvelle crise financière et où la Russie est frappée de sanctions financières, l’appel à la “dédollarisation” semble avoir plus le vent en poupe que jamais. Alexandre Babakov, le vice-président de la Douma [l’Assemblée] russe, a annoncé, au début d’avril, la création d’une nouvelle

monnaie, laquelle sera débattue lors du sommet des Brics qui se tiendra à Durban [en Afrique du Sud, au mois d’août].

Sa concrétisation irait dans le sens de la volonté des Brics de réformer le système financier mondial, qu’ils critiquent car il confère des privilèges exorbitants aux États-Unis. Reste à savoir si les Brics, qui n’ont pas réussi à s’imposer comme l’alternative qu’ils promettaient d’être, sont la bonne alliance pour détrôner le dollar.

**Déstabilisation.** Jim O’Neill, l’économiste qui a forgé l’acronyme Bric en 2001, a récemment écrit que ce bloc devait s’étendre et remettre en cause la domination du dollar. Les Brics – qui comprennent désormais l’Afrique du Sud, une évolution que Jim O’Neill n’avait pas prévue – envisageraient d’inclure l’Arabie saoudite et l’Iran. Il explique : “La taille de l’économie américaine a beau diminuer par rapport à d’autres qui sont

en train d’augmenter, en particulier la Chine et l’Inde, le dollar conserve son rôle dominant dans de très nombreux aspects de la finance.”

“C’est pratiquement réglé comme du papier à musique : à chaque fois que la Réserve fédérale américaine [la banque centrale] s’embarque dans une période de resserrement monétaire ou, au contraire, de relâchement, les conséquences sur la valeur du dollar sont considérables, les effets sont dévastateurs pour chaque dollar de la dette libellée en dollars des autres pays, et cela déstabilise leur politique monétaire, bien davantage que leurs propres décisions nationales”, ajoute-t-il.

Quand O’Neill avait pensé à cette alliance, qui associait la puissance du Brésil, de la Russie, de l’Inde et de la Chine, ces économies de marché émergentes étaient destinées à de grandes choses. Il prévoyait que toutes, sauf le Brésil, connaîtraient une croissance supérieure à celle de la moyenne des pays du G7 [les pays riches] dans les dix ans suivant 2001. Selon lui, la croissance des Brics, et en particulier celle de la Chine, aurait un effet important sur la politique monétaire et fiscale mondiale.

Publié deux ans après la création de l’euro, le texte de Jim O’Neill suggérerait que le temps était favorable à son renforcement politique en tant que monnaie [de réserve], tout comme celui du yen japonais, ces devises étant les plus échangées en dehors du dollar. La vigueur de la monnaie américaine était alors supposée poser un défi de taille aux pays émergents.

La domination du billet vert, vieille de près de quatre-vingts ans, remonte aux accords de Bretton Woods [issus de la conférence du même nom, en juillet 1944], qui ont permis à 44 pays de créer un système international de change. Dans ce système entré totalement en application en 1958 et qui a pris fin au début des années 1970 [en août 1971, Richard Nixon mettait fin à la convertibilité du dollar en or pour faire face aux déficits budgétaires colossaux des États-Unis], le dollar était la seule monnaie convertible en or, les autres devises étant indexées sur sa valeur.

Après l’effondrement de Bretton Woods, le système monétaire mondial s’est peu à peu transformé, mais le dollar est demeuré la monnaie internationale dominante par défaut. Comme il n’est

plus rattaché à l’or, le soutien dont il jouit repose largement sur la confiance dans la puissance économique des États-Unis.

Certains critiquent cette domination du dollar qui rendrait le système monétaire international fondamentalement instable et inéquitable, entraînant des taux de change volatils, des déséquilibres macroéconomiques et des crises financières fréquentes.

À la fin des années 1990, la hausse des taux d’intérêt aux États-Unis a fait grimper le billet vert et entraîné la chute des monnaies nationales, de même qu’elle a accru le poids des dettes libellées en dollars du Mexique, de la Thaïlande, de l’Indonésie, de la Corée du Sud, de la Russie et de l’Argentine, provoquant une ruée sur les devises et des effondrements financiers.

La création d’un nouveau système financier était au cœur du projet des Brics. Lors de leur premier sommet, à Ekaterinbourg, en Russie, en 2009, les dirigeants se sont engagés à réformer les institutions financières internationales afin qu’elles reflètent mieux l’évolution de l’économie mondiale.

## La contribution des États-Unis au PIB mondial est en baisse et celle des marchés émergents augmente.

L’Afrique du Sud a rejoint l’alliance un an plus tard. Toujours en 2009, le président russe, Dmitri Medvedev, exprimait son ambition de créer une nouvelle monnaie de réserve mondiale.

D’après un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié l’année dernière, le système des réserves internationales se caractérise par une érosion du dollar ces vingt dernières années.

Ce déclin se fait dans deux directions : “Pour un quart vers le renminbi [yuan] chinois et pour trois quarts vers les monnaies de plus petits pays qui jouent un rôle plus limité en tant que devises de réserve”, précise le texte.

Les efforts de la Chine pour internationaliser sa monnaie ont contribué à cette évolution. À la fin du mois dernier, elle a convenu avec le Brésil de se débarrasser du dollar et de favoriser leurs monnaies respectives dans leurs transactions commerciales. Et depuis les sanctions contre Moscou, le yuan a

remplacé le dollar comme monnaie la plus échangée en Russie.

“Le monde est en train de changer”, estime Sanisha Packirisamy, économiste [au fonds d’investissement] Momentum Investments. La contribution des États-Unis au PIB mondial est en baisse et la part des marchés émergents, en particulier de la Chine, dans l’économie mondiale augmente, explique-t-elle. Cependant, il faudra probablement un certain temps pour qu’une autre monnaie chasse le dollar, ajoute-t-elle, puisque celui-ci continue à dominer le marché des changes.

**Tous différents.** L’introduction de l’euro avait provoqué en 2000 un débat similaire sur la possibilité ou non qu’il détrône le dollar, relève-t-elle. L’exemple de l’euro a montré qu’il est difficile de former une union monétaire, car les pays impliqués présentent des dynamiques différentes en matière d’emploi, d’inflation et de fiscalité. “En ce qui concerne les pays des Brics, ils ont des parcours variés, des perspectives de croissance très diverses, une inflation très différente, une dynamique du marché du travail très dissemblable, et les réformes s’y font à des rythmes très distincts”, précise Sanisha Packirisamy.

Une solution de remplacement au dollar est tout à fait possible, soutient le chercheur en économie politique Patrick Bond. Ce qui l’est moins, c’est que les Brics – et une éventuelle alliance “Brics Plus”, qui inclurait l’Arabie saoudite – soient le meilleur moyen d’y parvenir.

En 2014, les dirigeants des Brics avaient signé un mémorandum établissant un Fonds de réserve d’urgence, dans lequel ils pourraient puiser en cas de difficultés financières. Cette alternative au FMI n’est toujours pas opérationnelle.

Bond fait remarquer que les Brics ne sont pas non plus parvenus à créer une solution de rechange pour les trois principales agences de notation. Pas plus que pour les institutions jumelles de Bretton Woods – FMI et Banque mondiale. Ils défendent plutôt une stratégie d’“assimilation financière sous-impérialiste” par l’intermédiaire de leur Nouvelle Banque pour le développement. “Ils parlent à gauche et marchent à droite”, conclut-il.

—Sarah Smit, publié le 17 avril

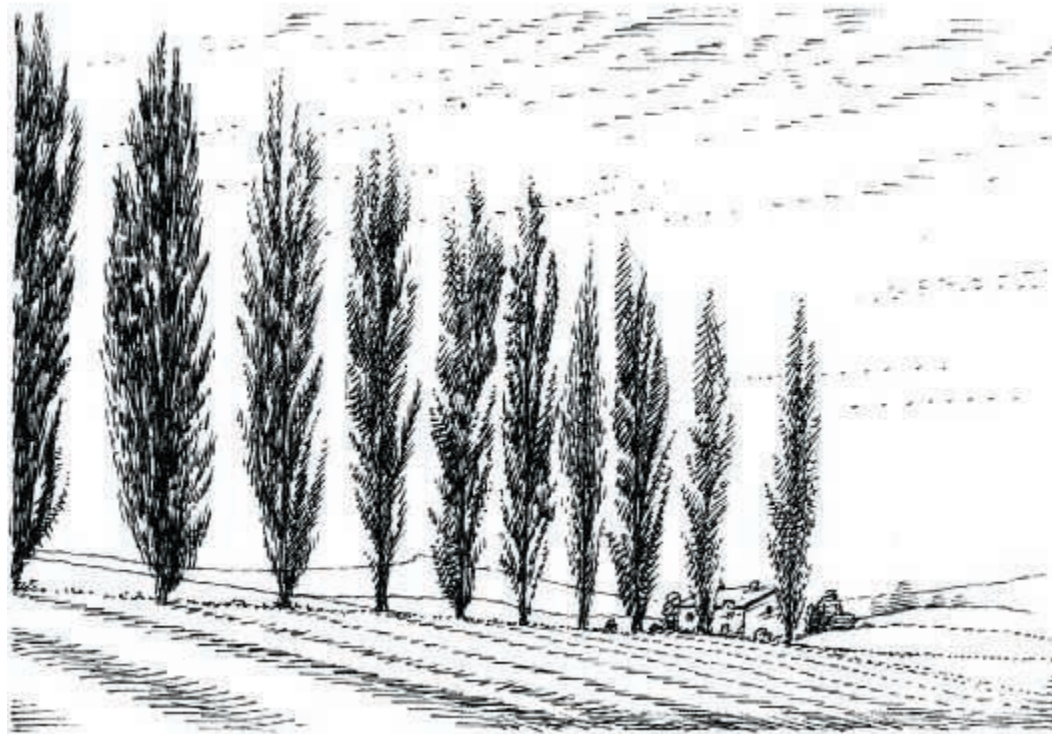
↳ Dessin de Magee paru dans Newsweek, New York.



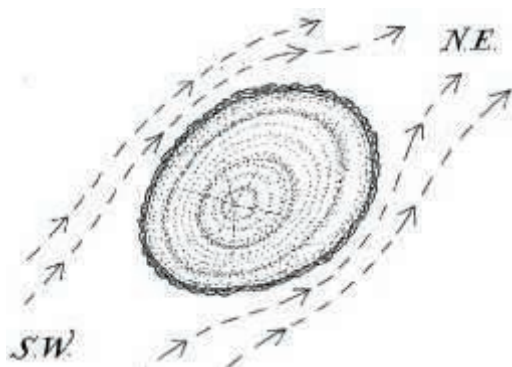
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Comprendre les arbres pour s'orienter

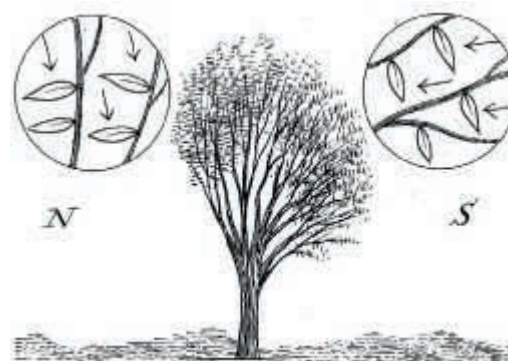
Troncs, racines, branches... Autant d'informations qui nous aiguillent dans notre environnement.



**La civilisation est proche !** Les arbres ne poussent jamais naturellement en ligne droite. Fermes et villages sont souvent environnés de peupliers d'Italie alignés. Bon à savoir lorsqu'on se balade pour repérer un village caché au loin.



**Le tronc pour boussole.** Les troncs d'arbre ne sont pas ronds mais ovales, pour mieux faire face aux vents forts. Ils présentent leur côté le plus effilé au vent : au Royaume-Uni, ce côté pointe généralement vers le sud-ouest (SW), d'où arrive le vent dominant dans la région.



**Branches et feuilles comme compas.** Les branches côté sud reçoivent plus de soleil et sont plus horizontales. Celles du nord sont plus verticales. À l'inverse, les feuilles du côté sud poussent davantage à la verticale afin de capter le plus de lumière possible, tandis que celles au nord sont plus horizontales.

**Petit ou grand ?** Les grands arbres nécessitent beaucoup d'énergie et doivent pouvoir capter de grandes quantités de lumière. Les petits sont moins gourmands et peuvent se contenter de hauteurs moins élevées et plus ombragées.



**Le port en drapeau.** Dans les bois exposés, les arbres situés sur la lisière la plus venteuse seront plus petits, plus compacts et paraîtront plus sombres que ceux des côtés plus abrités.



**Par la racine.** Les racines aériennes contribuent à mieux ancrer l'arbre pour qu'il résiste aux vents. Au Royaume-Uni, le vent du sud-ouest (SW) est dominant, ces racines auront donc tendance à indiquer cette direction.



Source



**THE SUNDAY TIMES.** Fondé en 1822, et fusionné avec *The Times* en 1967, l'hebdomadaire britannique est aujourd'hui l'un des journaux du dimanche les plus lus. Cette infographie est tirée d'un article paru le 16 avril, à l'occasion de la parution,

au Royaume-Uni, du livre *How to Read a Tree. Clues and Patterns from Bark to Leaves* ("De l'écorce au bout des feuilles, comment lire un arbre?", non traduit en français), dans lequel l'écrivain Tristan Gooley tient la plume et l'illustrateur Neil Gower le crayon.

# 360

## MAGAZINE

- Yusor Hamed, voix de la Palestine • Culture ..... 42  
 Une "tigresse" à Cannes • Plein écran ..... 44  
 Au service secret de l'Algérie • Histoire ..... 46



## La patrouille des bébéés macareux

Tous les ans, à la fin de l'été, l'île islandaise de Heimaey vient à la rescousse de ses bébés macareux. Sa population remet sur le chemin de la mer les oisillons désorientés par les lumières artificielles.  
 —*Smithsonian Magazine*, [extraits] Washington

**D**eux petits yeux ronds luisent comme des paillettes noires quand le faisceau d'une lampe torche sonde le dessous du pick-up. Par un soir froid et pluvieux de septembre, on peine à discerner la silhouette noire tapie dans l'ombre, à l'exception de sa flamboyante poitrine blanche. Une fillette en manteau orange vif s'allonge sur le sol mouillé pour tenter de faire sortir la créature.

D'habitude, à cette heure, les enfants de cet âge sont au lit depuis longtemps. Mais Sigrun Anna Valsdottir, 9 ans, qui regarde sous le pick-up, et Rakel Rut Runarsdottir, 12 ans, qui manie la lampe torche, ne semblent remarquer ni l'heure ni le froid. Elles ont une mission : sauver un poussin.

Plus précisément un poussin de macareux moine. Celui-là a fait fausse route et s'est perdu lors de son premier vol. Les fillettes doivent maintenant le récupérer et veiller à ce qu'il parte en mer. Il y a une règle tacite, ici : tant que le bébé macareux n'est pas en sécurité, on persévère.

Nous sommes à Vestmannaeyjabaer, une municipalité de 4400 âmes sur une île de 13,4 km<sup>2</sup>, située au sud du littoral islandais. Heimaey est la plus grande des îles Vestmann, et la seule qui soit habitée. Cet archipel de rochers, cailloux et autres formations volcaniques abrite la plus grande colonie au monde de macareux moines.

Ces oiseaux marins noir et blanc un peu courtauds, à l'air attendrissant de clowns tristes, sont connus et adorés sur toute la planète. Mais personne ne les aime autant que les habitants de Heimaey. Dans le petit port

SOURCE



**SMITHSONIAN MAGAZINE**

Washington, États-Unis

Mensuel, 2 000 000 ex.

[smithsonianmag.com](http://smithsonianmag.com)

Magazine culturel matiné d'histoire naturelle et d'écologie, il est l'émanation du Smithsonian Institute, une entité

publique fondée à Washington et rassemblant notamment 16 musées et divers centres de recherche internationaux. Le magazine paraît pour la première fois en 1970. La publication se définit comme "non partisane".

↓ Iris Drofn Gudmundsdottir, 8 ans, lance un oisillon macareux à la mer.

Photos Chris Linder/The Smithsonian



de pêche ceint de falaises abruptes, ces créatures ne sont jamais loin. Dès l'arrivée en ferry, on est accueilli par une statue de macareux aussi grande qu'un homme. Les flèches de certains panneaux indicateurs ont la forme de leur bec coloré. Des bancs et des jeux à ressorts pour enfants reprennent aussi l'image du macareux. Des girouettes en forme de macareux tournoient dans le vent, qui ne cesse jamais de souffler.

Les créatures en chair et en plumes passent quant à elles l'essentiel de leur vie en haute mer, dans les eaux glaciales de l'Atlantique nord. Mais, quelques mois par an, elles viennent sur la terre ferme pour se reproduire. Quand les macareux se pavanent dans leurs colonies à flanc de falaise – plumage digne d'un smoking et port de tête altier –, ils ont l'air de fiers petits bonshommes. Le nom scientifique de l'espèce, *Fratercula arctica*, signifie "petit frère du Nord".

En mars, avec l'allongement des jours, les habitants du coin attendent impatiemment le retour des oiseaux. Au fil de plusieurs semaines, bien plus de 1 million de macareux moines arriveront dans l'immense colonie des îles Vestmann. Les couples, qui se sont choisis pour la vie et sont séparés pendant le temps passé en mer, se retrouvent et déposent leur unique œuf dans un terrier creusé dans les falaises herbeuses. La mer et le ciel de juillet pulluleront d'oiseaux faisant des allers et retours pour apporter à manger à leurs poussins affamés.

C'est de nuit que les oisillons émergent de leur résidence souterraine, à la fin d'août et en septembre. À cette date, la majorité des adultes a déjà pris le large pour l'hiver. C'est maintenant au tour des juvéniles de suivre le reflet de la lune, qui forme une piste lumineuse sur la mer.

Mais, en prenant leur premier envol à la sortie du terrier, certains sont désorientés par l'éclairage urbain et mettent le cap sur la terre au lieu de la pleine mer. Les macareux moines sont de prodigieux nageurs et peuvent plonger jusqu'à 60 mètres de profondeur grâce à leur ossature, qui est dense, contrairement au squelette léger et creux de la plupart des oiseaux. Cette densité est toutefois un inconvénient pour s'envoler. En mer, l'eau fait office de piste de décollage; dans leurs colonies, ils peuvent s'élancer de la falaise et s'aider du vent. Mais quand les juvéniles atterrissent dans la rue, leurs ailes de débutants sont trop faibles pour les arracher au sol, ce qui les laisse à la merci des voitures, des prédateurs et de la faim.

C'est là qu'interviennent Sigrun Anna et Rakel. Elles font partie de la Puffling Patrol [patrouille des bébés macareux, ou *Pysjueftirlitid*, en islandais], une brigade de bénévoles à Heimaey chargée de mettre ces oisillons sur le bon chemin.

Chaque année, pendant les quelques semaines où les juvéniles perdent leur duvet au profit de plumes, les enfants de Heimaey ont le droit de rester debout très

tard. Tout seuls ou avec leurs parents, à pied ou en voiture, ils arpentent les rues et regardent sous les véhicules garés, derrière les caisses à l'usine de poisson, dans le matériel entassé au port. Les oisillons perdus ont tendance à se réfugier dans des recoins : les en faire sortir et les attraper est une mission idéale pour de petits humains agiles. Mais toute la ville participe à l'effort, y compris la police.

Personne ne sait précisément quand est née cette tradition. Svavar Steingrímsson, 86 ans, a toujours vécu ici et participait déjà dans sa jeunesse au sauvetage des juvéniles. Selon lui, cette intervention est devenue nécessaire quand des éclairages électriques ont été installés à Heimaey, au début du xx<sup>e</sup> siècle. Il s'est d'abord agi d'"un mélange de sport et d'altruisme", me raconte le vieil homme en islandais, son petit-fils Sindri Olafsson servant d'interprète. Il souligne aussi que les habitants voulaient sûrement préserver une population ornithologique qui était à l'époque essentielle à leur alimentation. (La chasse au macareux moine reste ici une tradition prisée mais, de nos jours, la durée de la saison est fortement restreinte.)

→ 40



39 ← Avec le développement de la ville et de ses éclairages, le nombre de poussins égarés a augmenté, explique Svavar Steingrímsson, à qui il est arrivé de sauter dans un puits d'eau glaciale pour en sauver un.

Mais, ces temps-ci, il y a beaucoup moins de juvéniles à sauver. Les principales colonies de macareux moines, des îles Britanniques à la Norvège, peinent depuis des années à renouveler leurs effectifs. Sur les îles Vestmann, où naissent actuellement près de 25 % des macareux de l'Atlantique nord, la population a été divisée par deux depuis 2003. Ces hérauts du printemps boréal figurent aujourd'hui sur la liste rouge des espèces européennes menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Il y a vingt-cinq ans, quand le père de Sigrún Anna, Valur Mar Valmundsson, était petit, il sauvait jusqu'à 100 juvéniles en une soirée. Sa fille et les autres enfants de sortie ce soir-là n'en verront pas autant durant la saison tout entière. C'est notamment pour cette raison que les deux fillettes sont déterminées à aider le petit qui s'est tapi sous le pick-up. Elles montent la garde tandis que Valur Mar Valmundsson, robuste cuisinier qui travaille sur un navire de pêche commercial, glisse une longue perche en métal vers l'oisillon, qui recule centimètre par centimètre.

Finalement, au bout d'une demi-heure, celui-ci déguerpit dans la direction opposée : il file sur ses pattes palmées, mais les fillettes sont plus rapides. Sigrún Anna enveloppe le petit macareux dans ses mains gantées et me le montre avec un sourire timide. L'oiseau à la tête grise et aux yeux luisants me fixe paisiblement. Ce soir-là, l'oisillon dormira sur un lit d'herbe dans un carton. Le lendemain, la fillette au manteau orange se tiendra au bord d'une falaise dans l'ouest de l'île. Elle le lancera en l'air et l'observera partir en mer.

Chercher des bébés macareux en voiture pendant une nuit nordique glaciale est une expérience étonnamment chaleureuse. En quadrillant les rues désertes et en éclairant les parages à la lampe torche par la vitre, Sandra Sif Sigvardsdóttir et sa sœur Berglind Sigvardsdóttir parlent de tous les sujets imaginables.

"C'est comme une séance de psy en voiture", résume Sandra Sif, mère dynamique de trois fillettes, qui travaille comme auxiliaire auprès de personnes handicapées. Elle et Berglind, secouriste et mère de quatre enfants, sauvent des bébés macareux depuis qu'elles sont elles-mêmes bébés, ou presque, et elles ont appris à leurs enfants à le faire avant même qu'ils sachent marcher.

Vers 1 h 30 du matin, l'une des nuits où je patrouille avec elles, deux des filles de Sandra Sif – Iris Döfn Gudmundsdóttir, 8 ans, et Eva Berglind Gudmundsdóttir, 5 ans – piquent du nez à l'arrière du monospace. Berglind a pris une autre voiture avec son fils de 14 ans, Arnar Gauti Eiríksson. Les sœurs bavardent au téléphone et prévoient de se retrouver plus tard, une fois les enfants au lit.

Nous passons lentement le long des boutiques et restaurants fermés. À un coin de rue, un homme nous fait signe d'approcher : "Vous cherchez des bébés macareux?" Il tend à Sandra Sif un petit qu'il vient de trouver en rentrant d'un mariage. Nous nous dirigeons vers le port et dépassons des jeunes en trottinette. Deux ados transportent un carton. Une voiture longe lentement les quais : à l'intérieur, un petit enfant regarde par la vitre arrière.

Plus tôt dans la soirée, les filles de Sandra Sif m'ont appris comment porter secours à un bébé macareux moine. "Il faut une lampe torche. Et des gants. Et un carton. Cherchez un bec, indiquent-elles en islandais, tandis que



↑ Rákel Rut Runarsdóttir tient fièrement un macareux qu'elle vient de sauver. Les oisillons sont souvent attirés par les endroits les plus éclairés, comme cette rue du centre-ville.

→ Un poussin macareux, encore couvert de duvet, dans le centre d'opérations de la Puffling Patrol au sein des locaux de son organisation mère, Sea Life Trust.

Photos Chris Linder/  
The Smithsonian



leur mère traduit. *On fait du bruit avec nos pieds, puis on tend l'oreille.* Je leur demande pourquoi elles font tout ça. "Parce que c'est amusant", répond Iris Döfn. "Parce qu'ils sont trop mignons", ajoute Eva Berglind.

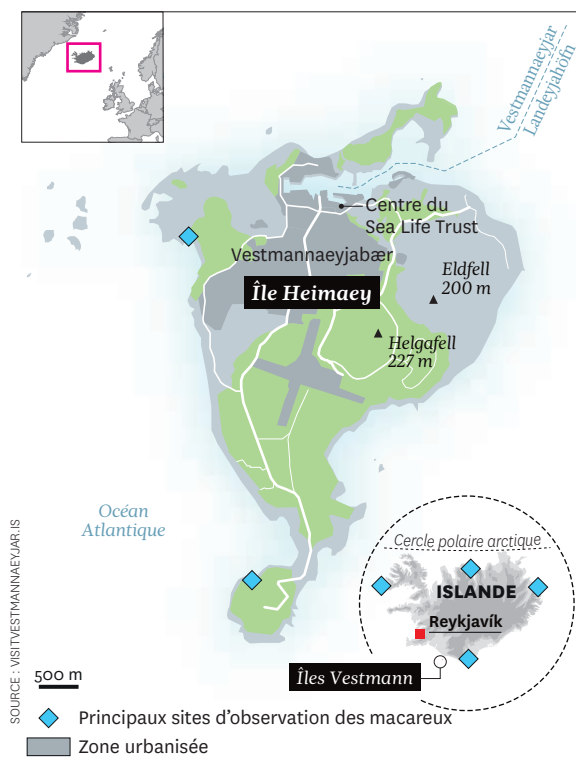
Il est maintenant 2 heures du matin et nous n'avons toujours rien. Nostalgique, Sandra Sif se souvient : "Quand j'étais petite, il pleuvait des macareux."

Enfin, à près de 2 h 30, nous repérons un oisillon dans des tas de filets et de cordes enchevêtrés comme des serpents. Sandra Sif réveille Eva Berglind, qui sort de son siège auto et attrape le petit. Elle vient à peine de se rasseoir quand nous en voyons un autre. Elle s'extrait à nouveau de la voiture.

Une fois les oiseaux en sécurité dans leurs cartons, elle demande à Eva Berglind comment elle se sent. "Frigorifiée, confie la petite en frottant ses mains. Et fatiguée." La fillette baille et ferme les yeux ; son visage endormi esquisse un léger sourire.

Un bébé macareux est maintenant suspendu dans un cylindre enveloppé de chatterton. Ce dispositif sert à peser les oisillons dans les locaux de la Puffling Patrol, où les sauveteurs peuvent les faire examiner et recenser avant de les relâcher. Rodrigo Martínez Catalán, chargé de recherche au Centre sud-islandais d'études sur la nature (Nattsud), fronce les sourcils en notant le poids et l'envergure de l'oiseau. Encore un spécimen frêle, qui devra rester ici et être nourri jusqu'à ce qu'il soit assez gros pour être relâché.

Rodrigo a commencé la saison 2022 plein d'espoir. Les saisons catastrophiques que la colonie avait connues depuis 2003 semblaient s'éloigner. Depuis quelques années, de gros poussins en bonne santé étaient sortis de la majorité des terriers (1,1 million) de la mégacolonie des îles Vestmann. La cuvée 2021 comptait environ 700 000 oisillons, et la plupart avaient de bonnes chances de survie.



populations au XXI<sup>e</sup> siècle, affirme Erpur. Pendant quinze ans, à compter de 2003, les naissances ont été insuffisantes pour maintenir les populations sur la durée. Les scientifiques cherchent à en préciser les raisons, mais il semble que les fluctuations normales soient amplifiées et perturbées par le changement climatique. Erpur m'explique : *“Nous observons quelque chose d'extraordinaire. Des changements qui nous frappent de plein fouet tant ils sont puissants.”*

Les poussins d'oiseaux marins ont un calendrier serré en raison de la brièveté des étés nordiques. Après quelque six semaines dans l'œuf, les bébés macareux ont six semaines environ pour grandir et prendre leur envol avant le retour de l'hiver. Mais, ces dernières années, la reproduction dans les îles Vestmann a parfois accusé un retard de plus de deux semaines. Erpur pense que c'est lié à un décalage du cycle de productivité océanique au printemps. Si les macareux moines se reproduisent à la période habituelle, mais que leurs sources de nourriture arrivent tardivement, leurs poussins n'ont pas assez à manger à l'éclosion. Et si la reproduction est retardée, les juvéniles sont privés d'un précieux temps de croissance.

La reproduction est également perturbée en Norvège, souligne Tone Reiertsen, biologiste spécialiste de l'ornithologie marine à l'Institut norvégien de recherche sur la nature (Nina). Dans la mer de Barents, où elle

exemple, risquent de supplanter les proies des macareux. Et certains macareux pourraient être exceptionnellement vulnérables face à l'évolution environnementale, en raison de leur habitude peu courante de muer deux fois – ce qui les rend incapables de voler pendant plus de deux mois – à la période où ils sont en mer.

**M**algré tout, Erpur reste optimiste pour les macareux des îles Vestmann, du moins à court terme. La concentration en silice et les naissances de poussins repartent à la hausse depuis quelques années. Et, en dépit de l'effondrement connu en 2022, année où le nombre de bébés sauvés a été moitié moins important que l'année précédente, Erpur maintient que la situation était plus encourageante que *“l'horreur absolue”* des saisons où presque aucun poussin ne survivait. *“Il y a une vraie amélioration, insiste le scientifique, c'est vraiment bien par rapport à zéro.”*

Sur une falaise appelée Hamarinn, un groupe de familles arrive avec des cartons. Des badauds observent les enfants qui, debout sur un muret en pierre, lancent des juvéniles en l'air pour qu'ils puissent déployer leurs ailes et planer jusqu'à la surface de l'eau, en contrebas.

Pendant mon séjour, on dirait que Hamarinn voit passer tout Heimaey – sans compter les visiteurs – à un moment ou à un autre. Agusta Osk Georgsdottir et Sunna Torshamar Georgsdottir, deux sœurs qui ont une vingtaine d'années, sont là fréquemment avec un coffre plein d'oisillons rescapés. *“Je suis fière de l'aider à trouver l'océan”*, confie Agusta en observant l'un d'eux s'envoler. *“Peut-être qu'un jour je sauverai un de ses petits à lui”*, ajoute Sunna. Ensemble, ces deux sœurs, qui sont aides-soignantes dans une maison de retraite, sauveront 125 bébés macareux au cours de la saison.

C'est l'espoir qui pousse les habitants de Heimaey à prendre soin des oisillons. Je le vois chez Berglind, qui a emmené l'un des juvéniles maigrichons chez elle pour qu'il se refasse une santé. Six fois par jour, elle coupe du capelan en minitranches pour minipoussin, et elle l'engraisse ainsi. *“Les bébés macareux ont besoin de notre aide”*, affirme-t-elle avec le sourire, alors que nous observons l'oisillon engloutir une tranche entière et se tortiller pour l'avaler complètement. *C'est une sorte d'instinct maternel.”*

J'observe la même chose chez le hipster tatoué qui saute de sa voiture en pleine nuit pour ramasser un juvénile qui vient de tomber du ciel. Et chez les lycéennes qui font un tour en voiture avec un oisillon sur le siège arrière, et chez l'écolière qui va à vélo jusqu'à Hamarinn avec un oisillon dans la main. Pareil avec les enseignants qui se montrent tolérants avec les élèves fatigués, car eux-mêmes étaient dehors très tard pour patrouiller.

Alors que la promesse du printemps pousse les macareux moines à revenir sur la terre ferme, les habitants de Heimaey les attendent avec impatience. *“C'est l'événement de l'été”*, affirme Johann Freyr Ragnarsson, marin à la retraite qui a sauvé des oisillons toute sa jeunesse. *Quand les premiers macareux arrivent sur les falaises, le journal local y consacre sa une.”*

Peut-être que, d'ici quelques années, l'un de ces oiseaux de retour sera le petit que j'ai vu l'automne dernier, lancé vers la mer par une fillette en manteau orange, les bras toujours en l'air tandis qu'elle le regardait s'envoler vers le large, émerveillée et confiante à l'idée d'avoir sauvé un petit bout du monde.

— Cheryl Katz, publié le 1<sup>er</sup> mars

## “Les bébés macareux ont besoin de notre aide. C'est une sorte d'instinct maternel.”

Berglind Singvardsdottir, SECOURISTE

assure le suivi d'une colonie, les macareux prolongent leur période de préreproduction et consacrent plus de temps à s'engraisser pour se préparer aux rigueurs de la ponte et de l'éducation des poussins. Elle note toutefois que cela ne semble pas améliorer la reproduction au sein de la colonie. Tone étudie la sinistre possibilité que l'évolution de l'environnement soit trop rapide pour permettre aux macareux de s'adapter. *“Ils continuent d'essayer de se reproduire, et les juvéniles meurent.”*

Les changements des courants océaniques sont, du moins partiellement, responsables des difficultés que rencontrent les macareux. C'est ce dont sont convaincus Erpur et d'autres scientifiques. Dans le courant marin subpolaire au sud du Groenland, les eaux arctiques froides et riches en éléments nutritifs se mélangent aux eaux plus chaudes et moins riches du sud. En contrôlant le mélange, le courant régite chaque année au printemps la prolifération du phytoplancton, qui constitue la base de la chaîne alimentaire marine.

Pour l'essentiel du XXI<sup>e</sup> siècle jusqu'ici, ce courant a été lent, explique Erpur, ce qui intègre davantage d'eau chaude au système et réduit ainsi la concentration en silice, minéral essentiel à la croissance du phytoplancton. Les très mauvaises années pour la reproduction correspondent aux années pauvres en silice, d'après les observations d'Erpur.

En mer, le changement climatique entraîne de plus en plus d'ouragans extrêmes qui empêchent les oiseaux de se nourrir, ce qui provoque des hécatombes. Les macareux moines et d'autres oiseaux marins sont aussi menacés par la surpêche, la pollution marine et des espèces invasives, entre autres dangers. Les effectifs croissants de maquereaux voraces dans les eaux islandaises, par

“Tous les signaux étaient au vert”, affirme Rodrigo, biologiste spécialiste de la faune qui a quitté son Espagne natale pour s'installer en Islande. Mais, au milieu de l'été 2022, près de la moitié des poussins étaient morts, a priori de faim. Au centre, Rodrigo voyait passer des juvéniles plus légers que la moyenne, risquant davantage de ne pas passer leur premier hiver. Et le nombre de sauvetages baissait.

Les effectifs de macareux moines en Islande connaissent depuis toujours des hauts et des bas qui suivent les cycles naturels des températures océaniques, affirme [le biologiste] Erpur Snaer Hansen, directeur de Nattsud. En sa qualité de spécialiste islandais des macareux, il fait deux fois par an la tournée des colonies du pays pour recenser les naissances de la saison.

Concernant les îles Vestmann, il a compilé plus d'un siècle de données sur la température de l'eau en surface et sur la chasse : c'est, dans le monde, la base qui analyse une population de macareux moines sur la plus longue durée.

Historiquement, la reproduction baisse quand une période chaude réduit le stock de lançons, un poisson nourrissant en forme de crayon sur lequel l'immense colonie des îles Vestmann compte pour alimenter ses poussins. Quand les températures restent élevées de manière prolongée, le métabolisme et la reproduction des lançons sont perturbés, ce qui provoque une pénurie aux alentours de la colonie, dans le périmètre où peuvent se ravitailler les parents. Certaines années, la plupart des petits meurent de faim. D'autres fois, l'essentiel des couples de la colonie ne se reproduit pas du tout. Puis, quand les températures de l'eau en surface se modèrent, l'effectif de poussins augmente de nouveau.

Les macareux moines vivent longtemps – en moyenne plus de vingt-cinq ans et parfois jusqu'à l'âge vénérable de 36 ans –, c'est pourquoi les colonies peuvent résister à quelques mauvaises années et conserver assez de couples adultes pour réessayer par la suite. Mais rien, dans les données remontant jusqu'aux années 1880, n'est comparable à l'effondrement cataclysmique des

✓ Portrait de Yusor Hamed.

Photo Bushra Barghouti



## Yusor Hamed, voix de la Palestine

C'est un vent de fraîcheur qui souffle sur la scène palestinienne. Avec ses morceaux mêlant rythmes moyen-orientaux, hip-hop et électro, Yusor Hamed incarne une avant-garde venue de Cisjordanie.

— +972 Magazine (Israël)

**A**utrice-compositrice-interprète et productrice, Yusor Hamed défend une musique palestinienne novatrice et résolument personnelle. Dans ses morceaux, les rythmes moyen-orientaux côtoient les sonorités électro européennes, les instruments arabes traditionnels accompagnent des couplets heurtés et des refrains enlevés. Son premier EP, *Tuffah* ["Pomme"], sorti l'an dernier, a confirmé qu'elle comptait parmi les artistes les plus avant-gardistes de Palestine, capables de repousser les frontières entre les genres. Et, avec sa participation au dernier single du groupe de pop allemand Malaka Hostel, *Phoenix*, et sa tournée européenne à venir, elle devrait bientôt conquérir le cœur de bien d'autres fans.

### MUSIQUE

Mais rien de tout cela n'a été facile : Yusor Hamed a toujours dû mener plusieurs combats de front, dans sa vie personnelle comme professionnelle. L'armée israélienne, l'Autorité palestinienne et tous ceux qui prétendent que les femmes devraient rester à la maison et ne pas toucher à la musique ont tenté de lui mettre des bâtons dans les roues. Mais au lieu de ployer sous la pression, la jeune femme a résisté, mettant à profit son vécu pour faire avancer sa carrière et tracer son propre chemin.

Yusor Hamed a l'habitude de surmonter les épreuves et d'en sortir grandie. Née en Tunisie de parents palestiniens originaires de Gaza et de Tulkarem [en Cisjordanie], elle est arrivée à Gaza à l'âge de 4 ans avec sa famille, qui s'y est installée. Ses premiers souvenirs sont emplis de matinées paresseuses sur la plage et d'après-midi heureux chez sa grand-mère, qui vivait au onzième étage d'un bel immeuble surplombant la côte.

**Comme elle chantait à tout bout de champ, ses parents ont fini par l'inscrire au conservatoire national Edward-Saïd à Ramallah.**

C'est aussi à cette période que la petite Yusor a apprivoisé la musique. Ses parents la laissaient regarder les chaînes musicales à la télévision autant qu'elle le voulait : c'était le milieu des années 1990, et elle a découvert les sonorités de la pop arabe, mais aussi le R'n'B et le hip-hop occidentaux. "Mes parents ont bien vu que j'adorais ça, alors ils m'ont acheté des cassettes d'artistes locaux comme Rim Banna, Nawal El-Zoghbi, Najwa Karam et Wael Kfoury", se souvient-elle. Comme elle chantait à tout bout de champ, ses parents ont fini par l'inscrire au conservatoire national Edward-Saïd à Ramallah. Elle a été reçue et, à 7 ans, elle a commencé à apprendre le *qanun* – un instrument à cordes ancestral du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le conservatoire lui a fait le plus grand bien. Elle était née avec la musique dans le sang, et ces cours lui ont appris à explorer son don, tout en lui procurant une certaine stabilité à une époque où elle vivait encore ballottée entre deux régions.

"Ma mère était très attachée à sa famille et ne connaissait rien de Ramallah ni de la Cisjordanie, se souvient Yusor Hamed. Nous habitons deux semaines à Gaza, puis deux semaines à Ramallah."

Dans une région comme dans l'autre, la petite Yusor était considérée comme une étrangère. L'accent de Gaza étant différent de celui de Ramallah, elle tentait d'imiter les deux. "Je me suis toujours sentie extrêmement différente. Chez mon

grand-père, à Tulkarem, les gens étaient très traditionalistes. Le fait que je fasse de la musique était haram [interdit], ils voulaient que je porte le hijab et que je prie. Faire carrière dans la musique n'était pas envisageable."

À Gaza, en revanche, Yusor Hamed se sentait particulièrement bien, entourée par la grande famille de sa mère. Mais ses parents travaillaient pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), grande rivale du Hamas, alors quand le groupe islamiste est arrivé au pouvoir, en 2006, la famille a dû partir s'installer pour de bon à Ramallah. En quête de réconfort, Yusor s'est alors jetée corps et âme dans la musique.

Plusieurs fois par an, elle se produisait au conservatoire, jouant, en solo ou au sein d'un orchestre, des morceaux de plus en plus complexes au qanun. Mais un seul instrument ne lui suffisait pas. Elle s'est mise à la batterie, empruntait les guitares de ses amis et, à chaque fois que la salle de piano était libre, elle s'y glissait discrètement pour bricoler sur le clavier. "Je n'étais jamais rassasiée, j'en voulais toujours plus", raconte-t-elle.

Après avoir décroché son diplôme d'arts visuels à l'Académie internationale des arts de Palestine, à Ramallah, en 2018, elle est partie vivre à Amman, en Jordanie, pour apprendre à composer avec le logiciel Ableton Live, grâce à l'association locale BalaFeesh et au producteur libanais Zeid Hamdan. Ses premiers pas dans la vie d'adulte ont été bercés par les morceaux du célèbre groupe de hip-hop palestinien DAM. Le son de DAM transpirait l'engagement politique en faveur de la jeunesse, et l'album *Dabke on the Moon*, sorti en 2012 – en réaction aux attaques menées par Israël contre Gaza cette année-là –, a ouvert la voie au rap palestinien.

À partir de ce moment-là, la scène hip-hop est devenue un lieu d'expression pour les jeunes Palestiniens, leur permettant de retrouver un certain contrôle sur leur vie et de donner libre cours à leur frustration, un sentiment accumulé par Yusor Hamed durant toute sa jeunesse. Alors, quand elle est rentrée de Jordanie, formée à la musique électro, le petit monde du hip-hop de Ramallah est venu frapper à sa porte. "Beaucoup d'artistes m'ont contactée pour me proposer de travailler avec eux. J'écrivais des couplets, des refrains, j'ai engrangé pas mal d'expérience en travaillant sur les rythmes d'autres chanteurs. J'ai beaucoup appris sur la création musicale."

Sa page SoundCloud regorge de morceaux et de collaborations avec les plus grands noms de la scène hip-hop palestinienne. Mais on y trouve également bien d'autres styles, de la soul et du folk, notamment. Yusor Hamed refuse de s'en tenir à un seul genre, et le hip-hop n'est

## Contre-chant

# Ishay Ribo, une pop star ultraorthodoxe

Depuis une dizaine d'années, les chansons d'Ishay Ribo sont incontournables à la radio israélienne, écrit le **New York Times** dans un portrait qui lui est consacré. Avec Nathan Goshen, Hanan Ben Ari ou Akiva Turgeman, il "fait partie d'une vague de chanteurs issus de milieux religieux" drainant un large public composé aussi bien de croyants que de laïcs. Né à Marseille, Ishay Ribo, 34 ans, est issu d'une famille menant "une vie ultraorthodoxe et ascétique" qui s'est installée dans une colonie de Cisjordanie après avoir quitté la France. Ses chansons "sont souvent des prières à Dieu, mais chantées sur de la musique pop rock", selon le

journal. "Il est en partie de mon devoir [...] d'être un pont entre les deux mondes", défend le musicien. Si le fossé s'est accru entre ces deux branches de la société israélienne sur le plan politique, "la religion a pris une place plus importante et moins controversée sur la scène musicale", explique le quotidien américain. Un phénomène qui s'explique tout autant par la croissance démographique des Israéliens religieux, qui "leur permet d'exercer une plus grande influence culturelle", que par une volonté chez certains musiciens religieux de s'adresser et de se mêler au grand public, en adoptant "une musique au son plus contemporain".

qu'un moyen parmi d'autres d'explorer toutes les facettes de son art. Avec sa notoriété croissante, la jeune artiste a dû affronter la multitude de défis qui attendent les artistes palestiniens – en particulier les femmes. "À l'adolescence, j'ai été confrontée à l'univers des hommes : la violence, le pouvoir et l'idée que c'est aux hommes de sortir se battre, pendant que les femmes doivent rester à la maison, loin des rues." Les murs, les postes de contrôle et les incursions hebdomadaires de l'armée israélienne entravaient sa liberté – sans oublier les restrictions imposées par sa propre communauté. Mais la musique lui permettait de s'exprimer librement, d'être la femme qu'elle voulait et de repousser les limites qu'on lui imposait.

## "À l'adolescence, j'ai été confrontée à l'univers des hommes et à l'idée que les femmes doivent rester à la maison."

Ces dernières années, il est devenu particulièrement difficile pour les musiciens de se produire en Cisjordanie occupée, car une partie de la population locale considère le chant et la danse comme un manque de respect alors que la communauté est régulièrement endeuillée. Les forces de sécurité israéliennes et les colons ont déjà tué plus de 85 Palestiniens depuis le début de l'année 2023, qui semble bien partie pour être la plus meurtrière en Cisjordanie depuis plusieurs décennies. Yusor Hamed se sent donc tiraillée en permanence entre son désir

de partager sa musique et sa volonté de respecter sa communauté.

À cela viennent s'ajouter les querelles intestines qui déchirent la scène hip-hop locale. En s'impliquant progressivement dans le milieu, elle s'est retrouvée plongée dans les conflits des autres. "C'est un milieu déloyal, il y a tellement d'ego en jeu et de disputes, tout est perçu comme une compétition. Je commençais à me perdre."

La pandémie de Covid-19 lui a permis de prendre du recul et de se recentrer sur sa propre musique. Elle a passé les différents confinements à approfondir ses compétences et à travailler ses sons, et c'est ainsi qu'en mars 2021 est sorti *Asli Barri* – sa plus grosse collaboration jusqu'à présent –, avec la complicité de Maysa Daw (du groupe DAM), Lina Makoul, Nancy Hawa et Noel Kharman. Le morceau vise à sensibiliser le public à la question des violences faites aux femmes dans le monde arabe. Pour Yusor Hamed, c'est aussi une riposte aux hommes qui ont voulu l'empêcher de s'épanouir en tant que jeune femme.

En 2022, elle a finalement sorti son premier EP, *Tuffah*, quatre morceaux débordant de force inspirés par son expérience des intifadas, de la guerre et des contraintes qu'on lui a imposées parce qu'elle était une femme. Sur un rythme tout en délicatesse et chargé de mélancolie, le titre éponyme évoque le désir de voir un jour les territoires qui s'étendent du Jourdain à la Méditerranée retrouver leur unité. Le morceau, en duo avec Maysa Daw, est teinté à la fois de tristesse et d'espoir, un mélange dont Yusor Hamed a fait sa marque de fabrique.

Dans le reste de l'EP, *Minl Jamal Lal Jalal*, en duo avec JayJay, rend hommage aux mélodies palestiniennes traditionnelles, agrémentées d'une touche électronique moderne. *Ghanilek*, avec Rasha Nahas, évoque l'amour, la perte et le chagrin. Et *Tezrafi Bel Ghaib*, en collaboration avec Mizro, est dédié à la mère de l'artiste. "C'est une personne très anxieuse. Elle est toujours stressée, alors je lui ai écrit une chanson sur sa façon de s'inquiéter, plaisante Yusor Hamed. Le titre signifie "Tu connais l'avenir", parce qu'elle adore faire des prédictions."

Cet EP vient le confirmer : Yusor Hamed est l'une des artistes les plus polyvalentes et les plus prometteuses de Palestine. Elle adore la scène et va bientôt commencer une tournée régionale, de part et d'autre de la Ligne verte. Mais la jeune femme sait bien que son avenir musical est limité en Palestine. Ces dernières années, beaucoup de ses concerts ont été annulés – parfois à la suite d'événements tragiques, d'autres fois pour des raisons qu'elle ne s'explique pas. C'est l'un des effets secondaires de l'occupation – la plus longue de l'histoire – et de la lutte menée par les Palestiniens pour empêcher l'effacement de leur identité. Alors la chanteuse a entamé les démarches pour s'installer quelque temps en Europe et cultiver son art dans un endroit libre de toute contrainte. Cet avenir incertain l'inquiète un peu. "C'est ici que je me sens bien, entourée de mon peuple, de ma langue et de ma famille", confie-t-elle, avant de conclure : "C'est terrifiant de plonger dans l'inconnu, mais parcourir le monde fait partie de la vie de musicien. Et puis je sais que je finirai par rentrer un jour ou l'autre."

— Alice Austin, publié le 13 avril

## SOURCE



+972 MAGAZINE

Israël

972mag.com

Ce site web a été lancé en 2010 par un groupe

de journalistes, de blogueurs et de photographes israéliens, palestiniens et nord-américains. Le nom du collectif vient de l'indicatif téléphonique commun à Israël et aux Territoires palestiniens. Sur le site, les contributeurs déclarent que leur publication est "engagée dans les droits de l'homme et la liberté d'information" et qu'ils s'opposent à l'occupation des Territoires palestiniens par Israël.

# plein écran.

↓ Zaffan (Zafreen Zairizal),  
l'héroïne de *Tiger Stripes*.  
Photo Ghost Grrrl Pictures 2023



## “Je voudrais que toutes les adolescentes soient des tigresses”

Projeté à Cannes lors de la Semaine de la critique, *Tiger Stripes* raconte l'histoire d'une jeune Malaisienne qui, à la puberté, se mue en monstre. Entretien avec sa réalisatrice, Amanda Nell Eu.

**COURRIER INTERNATIONAL :** Quels souvenirs gardez-vous de votre adolescence?  
**AMANDA NELL EU :** J'ai adoré cette période de ma vie, tout était si amusant ! C'était exactement comme dans le film : fou, chaotique, plein d'amour et de haine, plein de jalousie [dans mon cercle d'amies].

Par ailleurs, je suis née en Malaisie, mais j'ai grandi alternativement entre ce pays et le Royaume-Uni, et je me demandais : mais qui suis-je ? Au Royaume-Uni, j'avais du mal à m'intégrer, et, en Malaisie, je me sentais comme une étrangère. J'avais l'impression d'être bizarre, d'être un monstre, et cela aussi a nourri mon film.

**À la puberté, votre héroïne, Zaffan (jouée par Zafreen Zairizal), se transforme petit à petit en tigre-garou. Pourquoi cet animal ?**

J'aime beaucoup ce que le tigre représente, en particulier en Malaisie. C'est un animal dont nous sommes très fiers,

mais qui est en voie d'extinction, car nous le tuons. Je trouve cela à la fois intéressant et perturbant, et c'est en cela que le tigre est une parfaite incarnation de mon héroïne, à la fois féroce, belle, majestueuse, forte.

Zaffan est une enfant enjouée et très libre de son corps. Mais dès que commence sa puberté, elle apprend la honte et l'insécurité [d'autant qu'elle est considérée comme impure pendant ses règles] – et ce sont des sentiments que beaucoup de femmes traînent encore avec elles à l'âge adulte. Je tenais à mettre en scène une héroïne qui, lorsqu'elle découvre la honte, réussit à s'affranchir de ce sentiment et à reconquérir sa puissance. Zaffan se bat pour s'émanciper, enfreindre les règles, être libre. Le tigre est une façon espiègle de formuler cela : si vous m'attaquez, je vais mordre. N'insistez pas, n'essayez pas de contrôler mon corps ou il vous en coûtera.

**Avec ce tigre-garou, vous empruntez aussi une légende au folklore local.**

Oui, *Tiger Stripes* offre une variation sur l'histoire du Harimau Jadian, un tigre qui se transforme en humain pour intégrer la société. C'est un conte qui vient de la région indonésienne de Nusantara, mais qui est aussi très populaire en Malaisie.

Ces légendes n'ont pas de version originale. Elles appartiennent à la tradition orale, et chaque conteur les adapte à sa façon. Dans mon film, Zaffan fait l'inverse du tigre du conte : elle se transforme en animal sauvage pour rompre avec la société et ses normes, pour vivre librement. C'est ma façon de m'approprier la légende pour la transmettre à d'autres personnes par le biais du cinéma.

**Que voudriez-vous que les adolescentes qui verront votre film en retiennent ?**

Quand j'étais adolescente, il était gênant de parler de menstruation et de puberté. Ce que je trouve étrange, car ce sont des évolutions qui surviennent naturellement. Qu'on nous inculque la honte est selon moi très néfaste. C'est le message que je voulais faire passer : n'ayons pas peur de nos corps, osons nous émanciper. À l'adolescence, il est naturel d'avoir ses règles, mais aussi d'éprouver des sentiments, des émotions et d'avoir besoin de rugir pour les faire sortir.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux compliquent encore la donne. Des jeunes filles grandissent, voient leur corps se transformer, le montrent sur les réseaux sociaux et reçoivent des commentaires, parfois anonymes, parfois nuisibles. J'ai des nièces de cet âge, et je voudrais leur

### Et aussi

#### “CREATURA”, LES RAISONS DU CORPS

Plusieurs films projetés lors de ce Festival de Cannes interrogent le rapport de femmes à leur corps.

Parmi eux, *Creatura*, deuxième long-métrage de la Catalane Elena Martín Gimeno, présenté à la Quinzaine des cinéastes.

Le site espagnol **El Confidencial** applaudit un film “introspectif et délicat”, “thérapeutique et poétique”. Finement écrit, il raconte l'histoire de Mila (interprétée par la réalisatrice) qui tente de comprendre pourquoi “son corps et son sexe ne répondent pas toujours comme elle le voudrait à ses ordres et à ses désirs”.

Mila a des crises d'urticaire dès qu'elle essaie de faire l'amour avec son compagnon. Pour sortir de ce blocage sexuel, elle explore les souvenirs qu'elle a de sa prime enfance, quand elle est devenue consciente sexuellement, et de son adolescence, quand elle est entrée dans l'âge des premières fois. Toute l'originalité du film est de ne pas renvoyer à un traumatisme originel mais de mettre en scène l'accumulation de tabous, de non-dits et d'injonctions contradictoires qui peuvent compliquer la façon dont une femme construit sa sexualité, dès le plus jeune âge.

montrer qu'elles doivent être fières d'elles, qu'elles doivent combattre cette négativité qui peut s'abattre sur elles, qu'elles doivent être de petites tigresses.

**Votre film a-t-il une chance de sortir dans un pays conservateur comme la Malaisie ?**

Je ne sais pas encore. Mais en tant qu'artiste et cinéaste, je n'ai pas voulu m'autocensurer [pour augmenter mes chances d'obtenir un visa d'exploitation]. La censure n'est pas mon métier. On en revient au message de mon film : laissez-moi dire ce que je veux, ne me dictez pas ma conduite.

—Propos recueillis  
par Courrier international

*Tiger Stripes* sortira prochainement en France, à une date qui n'a pas encore été fixée.



# / PRÊT À PERFORMER, MÊME PAR TEMPS DE PLUIE



MEILLEUR DE SA CATÉGORIE  
SUR CHAUSSÉE HUMIDE<sup>1</sup>



KILOMÉTRAGE  
SUPÉRIEUR<sup>2</sup>



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE  
AMÉLIORÉE<sup>2</sup>

**TURANZA 6**

NOUVEAU



AVEC LA TECHNOLOGIE ENLITEN



CONÇU POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES :  
Pneu conçu pour répondre aux exigences spécifiques des véhicules électriques



<sup>1,2</sup> **Bridgestone Europe NV/SA Succursale France - RCS 842 476 277**

Pour connaître le revendeur agréé Bridgestone le plus proche de chez vous,  
visitez notre site internet [www.bridgestone.fr](http://www.bridgestone.fr)

Pour plus de détails sur les résultats comparatifs et les indicateurs  
de performance du produit, veuillez scanner le code QR.

**BRIDGESTONE**

Des solutions pour votre mobilité

histoire. 

## Au service secret de l'Algérie

### 1971 — Algérie

Si Alger a pu reprendre le contrôle de ses hydrocarbures cette année-là, c'est en grande partie grâce aux renseignements de Rachid Thabti, qui avait réussi à infiltrer les hautes sphères de l'État français.

— Raseef22, extraits (Beyrouth)

Il a été surnommé “le James Bond algérien”. Réputé le plus dangereux des agents secrets de la Sécurité militaire (SM) algérienne, cet homme énigmatique a mis son charme, son charisme et ses multiples talents au service de son pays. Rachid Thabti a œuvré pour aider l'Algérie à conquérir son indépendance économique en lui fournissant de quoi décréter unilatéralement la nationalisation de son secteur pétrolier. En vertu des conditions injustes stipulées dans les accords d'Évian, en effet, le jeune État algérien né de la victoire de la révolution menée de 1954 à 1962 ne gérait pas ses hydrocarbures, restés aux mains de la France.

En 1971, l'Algérie a donc refermé un peu plus le chapitre colonial en nationalisant son secteur pétrolier. La décision est prise [par le président Boumediène] après la suspension des négociations par les Français, déroutés par le tour qu'elles ont pris et par la justesse

des renseignements dont dispose la délégation algérienne. C'est que des informations et des documents secrets ont été transmis aux services algériens par Thabti, qui a infiltré des cercles très fermés au sommet de l'État français.

Rachid Thabti est né le 17 mai 1930 dans une famille musulmane aisée de Constantine, dans l'est du pays. Adolescent, il part poursuivre ses études secondaires en métropole chez son oncle Hussein Belaloufi. Une fois son baccalauréat décroché, il s'inscrit à la faculté de droit de l'université de Paris.

Pour gagner sa vie, ce jeune homme enseigne l'éducation physique au lycée Albert-Camus de Courbevoie et fait des apparitions dans des films français et américains, comme figurant ou comme doublure. On le voit aux côtés de Jean Marais dans *Le Comte de Monte-Cristo* [1954] ou de Martine Carol dans *Nana* [1955]. Il décroche ainsi ses entrées dans quelques salons parisiens huppés, où il croise des personnalités en vue issues du monde politique, des arts ou de la société. Sportif, cultivé (il parle cinq langues : l'arabe, le français, l'anglais, l'allemand et l'espagnol), cet homme séduisant et fier déborde d'ambition et fuit la routine. Il rejoint le ministère des Affaires étrangères algérien et sera bientôt recruté par les services secrets.

Rachid, qui sous couverture se fera aussi appeler “Richard” ou “Tony”, avait lui-même manifesté son désir d'être recruté, nous apprend un article publié le 12 mai 2006 dans le journal algérien *Al-Chourouk*. Il aurait d'abord rejoint l'ambassade d'Algérie en France en 1964, comme secrétaire de l'ambassadeur, Boualem Moussaoui, avant de partir pour le ministère des Affaires étrangères à Alger – il n'y restera pas longtemps, le climat se révélant peu compatible avec son asthme.

De retour à Paris, il écrit au ministre des Affaires étrangères pour l'informer qu'il est en mesure de fournir des renseignements précieux et confidentiels sur les relations économiques entre la France et l'Algérie. Pour mieux convaincre le renseignement algérien, il accompagne sa lettre de photos de notes diplomatiques qu'il s'est procurées.

Afin d'amadouer les cercles français qu'il approche, Thabti se fait passer pour un prince venu de l'île turque de Marmara : il apparaît ainsi comme un homme riche, propriétaire de palais et d'autres demeures un peu partout dans le monde. Il invite ses nouveaux amis à Constantine, sa ville natale, dans une somptueuse maison. C'est là qu'il entreprend de gagner l'affection et la confiance de Béatrice Halegua, la secrétaire personnelle du chef de la délégation française pour les négociations, Jean-Pierre Brunet, qui est aussi le président de la société contrôlant les gisements pétroliers algériens.

Rachid Thabti exploitera à fond cette relation, allant jusqu'à infiltrer le palais de l'Élysée avec son amante pour y recueillir le plus d'informations et de documents secrets possibles. “À l'origine de cette affaire d'espionnage se trouve un homme, l'inculpé, M. Rachid [Thabti], écrit

*Le Monde* au moment du procès, le 29 octobre 1970. Sans lui et sans les efforts qu'il a prodigués pour offrir ses services aux autorités de son pays, jamais le petit réseau de renseignements dont il était la pièce principale n'aurait vu le jour.”

Par l'intermédiaire de Béatrice Halegua, tombée dans le piège de la séduction, Rachid Thabti recueille plus de 4000 documents confidentiels et top secret.

“On avait nettement l'impression du côté français que les instructions secrètes venues de Paris étaient connues du partenaire algérien avant même que l'on se soit assis autour de la table ronde, a

**Afin d'amadouer les cercles français qu'il approche, Thabti se fait passer pour un prince venu de l'île turque de Marmara.**

raconté plus tard le célèbre avocat parisien Jean-Louis Tixier-Vignancour [1907-1989, figure de l'extrême droite et défenseur de l'Algérie française]. *L'énigme fut résolue grâce à une information anonyme parvenue à la DST [Direction de la surveillance du territoire]. À l'origine des faits se trouve, selon l'accusation, une Française, Béatrice Halegua, secrétaire à la direction des Affaires économiques du Quai d'Orsay.*”

Ainsi alertés, les services de renseignements français installent des micros dans le bureau du directeur de la délégation, et Béatrice Halegua tombe aussi dans ce piège. Elle qui a correspondu avec Rachid Thabti par téléphone et par écrit est arrêtée avec lui dans un guet-apens rondement mené.

Condamné à dix ans de réclusion criminelle pour intelligence avec une puissance étrangère, Rachid Thabti sera libéré en 1973 [après avoir purgé deux ans de sa peine] en échange du docteur Damien, un espion français détenu par les autorités algériennes. [Devenu avocat à El Biar, en banlieue d'Alger, il mourra en 2009.]

— Alaa Zarifa, publié le 16 mars

#### SOURCE

##### RASEEF22

Beyrouth, Liban

raseef22.net

Fondé au Liban en août 2013,

Raseef22 est certainement

l'un des meilleurs

des nouveaux médias

qui ont vu le jour après

les “printemps arabes”.

Bilingue arabe-anglais et jaloux

de son indépendance politique,

il se présente comme

un observateur

des mouvements sociaux,

politiques et culturels qui

traversent le monde arabe.

↑ Portrait non daté de Rachid Thabti (1930-2009). Photo *Le Jeune Indépendant*



# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Juin-juillet 2023

## À TABLE!

**Qu'est-ce qu'on mange demain?**  
Insectes, viande de mammouth,  
algues... Les chefs se mettent au vert  
pour nourrir la planète sans la détruire.  
Dans les cuisines et les laboratoires  
s'inventent les assiettes du futur.  
La gastronomie a de beaux  
jours devant elle.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**

# NEW\* DESPERADOS TROPICAL



—  
FLAVORS\*  
RHUM  
PASSION  
CITRON  
VERT  
—

BOUTEILLES  
& CAPSULES  
RECYCLABLES

TRIEZ-LES!

\* NOUVEAU. DESPERADOS TROPICAL EST UNE BIÈRE AROMATISÉE RHUM PASSION CITRON VERT.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.